



AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT
DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

Rapport financier trimestriel

RÉSULTATS

4^{ème} trimestre et

Année 2019

Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le quatrième trimestre et l'année 2019 est constituée de ce rapport financier trimestriel et de la présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres>.

Ce rapport peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scénarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois close au 31 décembre 2018 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis l'enregistrement auprès de l'AMF du Document de Référence 2018 de Crédit Agricole S.A. et de l'actualisation A.01 de ce Document de Référence 2018 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Depuis le 3 mai 2018, Banca Leonardo a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de Indosuez Wealth Management. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 30 septembre 2019, Kas Bank a été intégrée dans le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole en tant que filiale de CACEIS. SoYou a également été intégrée au périmètre de consolidation en tant qu'entreprise co-détenue par Crédit Agricole Consumer Finance et Bankia. Les données historiques n'ont pas fait l'objet d'un proforma.

Depuis le 23 décembre 2019, Caceis et Santander Securities Services (S3) ont rapproché leurs activités. A compter de cette date, Crédit Agricole S.A. et Santander détiennent respectivement 69,5 % et 30,5 % du capital de Caceis.

Sommaire

Avertissement	2
Normes applicables et comparabilité	2
Crédit Agricole S.A.	5
Groupe Crédit Agricole	15
Environnement économique et financier	23
Bilan de l'année 2019	23
Tendances récentes et perspectives 2020	26
Crédit Agricole S.A.	28
Résultats consolidés	28
Résultat par métier – Crédit Agricole S.A.	32
Gestion de l'épargne et Assurances (GEA)	33
Assurances (CA Assurances)	34
Gestion d'actifs (Amundi)	38
Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth Management)	40
Banque de proximité en France (LCL)	42
Banque de proximité à l'international (BPI)	46
Banque de proximité en Italie (BPI Italie)	47
Banque de proximité à l'international (Autres BPI)	50
Services financiers spécialisés (SFS)	52
Crédit à la consommation (CACF)	53
Leasing & factoring (CAL&F)	55
Grandes clientèles (BFI et SFI)	56
Banque de financement et d'investissement (BFI)	58
Services financiers aux institutionnels (CACEIS)	62
Activités hors métiers (AHM)	64
Groupe Crédit Agricole	66
Résultats consolidés	66
Résultat par métier – Groupe Crédit Agricole	69
Caisses régionales	70
Structure financière	72
Solvabilité	72
Crédit Agricole S.A.	72
Groupe Crédit Agricole	73
Liquidité et Refinancement	79
Bilan	85
Crédit Agricole S.A.	86
Répartition du capital	86
Données par action et calcul du ROTE	86
Emplois pondérés et allocation de capital par métiers	87
Annexes	88
Annexe 1 – Eléments spécifiques	88
Groupe Crédit Agricole	88
Crédit Agricole S.A.	89
Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent	90
Annexe 3 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle	91
Annexe 4 – Crédit Agricole S.A. : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent	93
Annexe 5 – Crédit Agricole S.A. : résultats par pôle	94
Annexe 6 – Par métier : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent	96
Annexe 7 – Evolution des encours de risque de crédit	101
Annexe 8 – Détail des capitaux propres et des dettes subordonnées	103
Evolution des risques juridiques	104
Faits exceptionnels et litiges	104
Autres informations récentes	110
Communiqués de presse	110
Notations de crédit	111
Glossaire	112
Evolution des instances de Gouvernance	115
Agenda financier & Contacts	116
Agenda financier	116
Contacts	116

Communiqué de presse : T4-19 et année 2019

Niveau historique des résultats annuels

Crédit Agricole S.A.

PNB sous-jacent¹
T4 : 5 184 m€
 +7,7% T4/T4
2019 : 20 339 m€
 +3,3% 2019/2018

RNPG² sous-jacent
T4 : 1 318 m€
 +23,5% T4/T4
2019 : 4 582 m€
 +4,0% 2019/2018

ROTE sous-jacent
11,9%
 Ratio CET1
12,1%
 +0,4 pp déc./sept., largement supérieur à l'objectif du PMT

- **Résultat publié en forte hausse**, au T4 : 1 661 m€ (+64,9% T4/T4) et en 2019 : 4 844 m€ (+10,1% 2019/2018) ;
- Décision favorable du Conseil d'Etat sur Emporiki (+1 038 m€) et dépréciation partielle de l'écart d'acquisition sur LCL (-611 m€) classés en éléments spécifiques (pour un total de +343 m€ en RNPG T4-2019, contre -59 m€ au T4-2018) ;
- **Résultat sous-jacent¹ en hausse au trimestre (+23,5% T4/T4) et sur l'année (+4,0% 2019/2018), niveau record en 2019 ;**
- **Rentabilité élevée : ROTE sous-jacent³ 2019 : 11,9% ;**
- **Bénéfice sous-jacent par action: T4-2019 : 0,42 €, +28,1% T4/T4, 2019 : 1,39 € +0,1% 2019/2018 (+2,9% hors effet change sur les coupons AT1 au T3-2019);**
- **Dividende proposé à l'Assemblée générale en hausse de +1,4% 2019/2018 à 0,70€ ;**
- **Contribution positive de tous les pôles métiers** à la croissance annuelle des résultats; **revenus sous-jacents en hausse** (+7,7% T4/T4 et 3,3% 2019/2018), dans un contexte de marché devenu plus favorable en 2019. retour du coût du risque de crédit à un niveau normal (32 points de base⁴)
- **Effet ciseaux significativement positif (+5,5 pp T4/T4) et amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent** hors FRU⁵ (de -3,4 pp à 62,6% au T4 et de -1,1 pp à 61,0% en 2019) ;
- **Ratio CET1 en progression de +0,4 pp** au T4 à **12,1%**, permettant un premier démantèlement de 35% du Switch au T1-2020, relatif pour Crédit Agricole S.A. ; **Baisse des emplois pondérés des métiers au T4-2019.**

Groupe Crédit Agricole*

PNB sous-jacent¹
T4 : 8 602 m€
 +6,7% T4/T4
2019 : 33 790 m€
 +3,0% 2019/2018

RNPG² sous-jacent
T4 : 1 986 m€
 +22,1% T4/T4
2019 : 7 191 m€
 +5,0% 2019/2018

Ratio CET1
15,9%
 +0,4 pp déc./sept
 +6,2 pp au-dessus du SREP⁶

- **RNPG² publié T4 : 2 186 m€**, +39,2% T4/T4 (2019 : 7 198 m€, +5,2% 2019/2018) ;
- **Caisses régionales** : hausse du RNPG sous-jacent¹ (+26,6% T4/T4, +8,1% 2019/2018), coût du risque à 10 pb⁴.
- **Mise en œuvre du projet de Groupe engagée** : 9 Mds€ de synergies de revenus Groupe (+0,3Md€), conquête dynamique en France et en Italie (1 800 000 particuliers et entrepreneurs), développement à l'international des métiers (Amundi, CACF, CAA, CACEIS) via la signature ou le renforcement de partenariats.

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%.

Le communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses Régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 55,9% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés en p. 89 et suivantes de ce communiqué. Un rapprochement entre le compte de résultat publié et le compte de résultat sous-jacent se trouve en p. 90 et suivante pour le Groupe Crédit Agricole et en p.93 et suivante pour Crédit Agricole SA.

¹ Le terme de « sous-jacent » fait référence à des soldes intermédiaires de gestion ajustés des éléments spécifiques détaillés en p.88 et suivantes

² Résultat net part du Groupe

³ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. cf. p. 89 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques et p. 86 pour le calcul du ROTE

⁴ Moyenne des quatre derniers trimestres glissants, annualisée

⁵ Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU)

⁶ Selon Exigence SREP à 9,7% (y compris coussin contra cyclique)

Crédit Agricole S.A.

Résultat net sous-jacent trimestriel en forte hausse

- **Résultats publiés en forte hausse** : T4-2019 : 1 661 m€, +64,9% T4/T4 ; 2019 : 4 844 m€, +10,1% 2019/2018. Décision favorable du Conseil d'Etat sur Emporiki (+1 038 m€) et dépréciation partielle de l'écart d'acquisition sur LCL (-611 m€) classées en éléments spécifiques (pour un total de +343 m€ en RNPG au T4-2019, contre -59 m€ au T4-2018) ;
- Résultat sous-jacent¹ en hausse au trimestre (1 318 m€, +23,5% T4/T4) et sur l'année (4 582 m€, +4,0% 2019/2018), niveau historique de RNPG sous-jacent en 2019.

Rentabilité à un haut niveau : ROTE sous-jacent à 11,9%

Dividende en hausse de 1,4% 2019/2018, à 0,70€

- **Bénéfice sous-jacent par action**: T4-2019 : 0,42€, +28,1% T4/T4 ; 2019 : 1,39€, +0,1% 2019/2018 (+2,9% hors effet change sur les coupons AT1 au T3-2019);
- **Performance et régularité du dividende** : hausse du dividende proposé à l'Assemblée générale de +1,4% 2019/2018 à 0,70€ (politique de distribution confirmée).

Activité commerciale dynamique dans tous les métiers

- Record de collecte nette en **gestion d'actifs**, effet marché favorable ; Croissance de +7,7% et de +8,7% du chiffre d'affaires dommages et de protection des personnes en 2019 ;
- **Conquête** dynamique en **banque de proximité** en France et en Italie (1 800 000 particuliers et entrepreneurs en 2019), croissance dynamique de la collecte et du crédit (+6,7% déc./déc. en France et en Italie dans les réseaux *retail*) ;
- **Production commerciale** élevée en **crédit à la consommation** (+4,0% des encours gérés déc./déc.), production en **crédit-bail** au plus haut depuis 2014 ;
- Activité commerciale dynamique en **banque de marché**, dans un contexte de marché devenu plus favorable en 2019 ; niveau d'activité élevé en **financements structurés** ; hausse des encours conservés et administrés en **services financiers aux institutionnels**.

Contribution positive des pôles métiers à la croissance des résultats 2019

- **Revenus sous-jacents en hausse** (+7,7% T4/T4 et 3,3% 2019/2018) ;
- **Effet ciseaux significativement positif** (+5,5 pp T4/T4) ; amélioration du coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU⁷ (de -3,4 pp à 62,6% au T4 et de -1,1 pp à 61,0% en 2019) malgré des investissements de développement dans le pôle Gestion d'épargne et Assurances ;
- **Baisse des emplois pondérés des métiers** T4-2019 (-2,0% déc./sept.), grâce à des opérations de titrisation en Banque de financement et d'investissement, sans remise en cause du niveau d'activité ;
- **Retour du coût du risque de crédit à un niveau normal** (32 points de base).

Solidité financière : ratio CET1 à 12,1% (+0,4 pp déc./sept.), permettant un démantèlement partiel de 35% du Switch au T1-20, relutif pour CAsa

Projet de Groupe et PMT 2022

Mise en œuvre engagée du Projet de Groupe et du PMT, et renforcement des partenariats métiers

- **Synergies de revenus** Groupe à 9 Mds€, en hausse de 0,3 Md€, tirées principalement par l'assurance ;
- **Projet Client**: progression de l'IRC Caisses régionales et LCL, lancement d'offres innovantes, intensification de la relation digitale, 500 000 clients rencontrés dans le cadre de la démarche Trajectoires patrimoine ;
- **Projet Humain** : le Groupe Crédit Agricole est classé premier des services financiers en France en matière de diversité par le *Financial Times* ;
- **Projet Sociétal** : émission d'un Green bond de 1 Md€ par Crédit Agricole S.A. et d'un Green covered bond de 1,25 Md€ par Crédit Agricole Home Loan SFH ; structuration par CACIB de 3,7 Mds€ de social bonds.
- Développement à l'international des métiers *via* des **partenariats** (CACEIS Santander, CACEIS KAS Bank, CAA Abanca, CACF BBPM, CACF Bank, CAC FCA Bank, Amundi Sabadell, Amundi Bank of China)

⁷ Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU)

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 13 février 2020, a examiné les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2019.

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe publié atteint 1 661 millions d'euros, contre 1 008 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Les éléments spécifiques de ce trimestre ont eu un effet net positif de +343 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Pour mémoire, ils avaient eu un impact négatif limité de -59 millions d'euros au quatrième trimestre 2018.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2019 atteint **1 318 millions d'euros**, en forte hausse de **+23,5%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 0,42 euro par action** sur le quatrième trimestre 2019, en hausse de **+28,1%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Table 1. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T4-2019 et au T4-2018

En m€	T4-19 publié	T4-18 publié	Var T4/T4 publié	T4-19 sous-jacent	T4-18 sous-jacent	Var T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	5 119	4 853	+5,5%	5 184	4 814	+7,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 260)	(3 213)	+1,5%	(3 244)	(3 175)	+2,2%
FRU	(0)	-	ns	(0)	-	ns
Résultat brut d'exploitation	1 859	1 641	+13,3%	1 940	1 640	+18,3%
Coût du risque de crédit	(340)	(246)	+38,0%	(340)	(246)	+38,0%
Coût du risque juridique	-	(75)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	76	7	x 10,3	76	74	+2,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	14	56	(74,7%)	20	56	(63,7%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(589)	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	1 021	1 383	(26,2%)	1 697	1 450	+17,1%
Impôt	847	(222)	ns	(219)	(221)	(1,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(0)	ns	(0)	(0)	ns
Résultat net	1 821	1 161	+56,8%	1 479	1 229	+20,4%
Intérêts minoritaires	(160)	(154)	+4,0%	(161)	(162)	(0,6%)
Résultat net part du Groupe	1 661	1 008	+64,9%	1 318	1 067	+23,5%
Bénéfice par action (€)	0,54	0,31	+75,5%	0,42	0,33	+28,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,7%	66,2%	-2,5 pp	62,6%	65,9%	-3,4 pp

Activité

L'activité commerciale a été dynamique dans les pôles métiers de Crédit Agricole S.A., au quatrième trimestre 2019 tout comme sur l'année 2019, dans un environnement de taux toujours difficile, mais dans un contexte d'amélioration progressive des conditions de marché.

Les métiers de Crédit Agricole S.A. ont, encore ce trimestre, connu un excellent niveau d'activité, que ce soit en crédit, en collecte d'épargne, ou en protection des biens et personnes. L'équipement des clients a progressé, témoignant du potentiel de croissance organique, *via* les synergies de revenus, du modèle de Banque universelle de proximité du Groupe.

- **En Epargne/Retraite**, les encours (épargne, retraite et prévoyance) atteignent 304 Mds€, en hausse de 6,6% par rapport à décembre 2018, dont 22,8% d'unités de compte, en progression de 1,8 point de pourcentage sur un an. Le chiffre d'affaires s'élève à 6,0 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2019 (en baisse de -12,0% par rapport au quatrième trimestre 2018), sous l'effet de la baisse de la collecte nette totale de 1,1 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018 qui atteint donc 1,0 milliard d'euros. La collecte nette est intégralement en unités de compte, et la part des contrats UC dans la collecte brute atteint 33,4% au quatrième trimestre 2019, en progression de 4,4 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018, et de 4,2 points de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Depuis plusieurs années, Crédit Agricole Assurances adapte sa stratégie à l'environnement de taux bas et dispose d'une flexibilité importante face à ce contexte. Le taux de

rendement moyen des actifs des contrats euros atteint 2,46% en 2019, et, à fin décembre 2019, le stock de Provisions pour Participation aux Excédents (PPE) atteint 10,8 milliards d'euros, en dotation de +948 millions d'euros par rapport à décembre 2018, grâce au maintien de l'écart entre le rendement des actifs et la rémunération des passifs. La PPE atteint 5,2% des encours de contrats euros, ce qui constitue un niveau de couverture supérieur à la moyenne du marché français. La solvabilité de Crédit Agricole Assurances est à un niveau confortable (263% et 188% hors prise en compte des nouvelles règles d'intégration de la PPE). Crédit Agricole Assurances continue par ailleurs d'adopter des mesures d'incitations à la souscription d'UC.

- **En Assurances dommages**, Crédit Agricole Assurances continue à afficher une performance supérieure au marché français, avec une croissance des primes de 6,7% au quatrième trimestre 2019, sous l'effet d'une progression toujours soutenue en France (6,9%) et en Italie (+1,6%). Pacifica enregistre un apport net d'environ +115 000 contrats sur le trimestre, pour atteindre près de 14,1 millions de contrats à fin décembre 2019. Le taux d'équipement des clients particuliers⁸ progresse dans les réseaux de LCL (25,0% à fin décembre 2019, soit une augmentation de +1,1 point de pourcentage depuis décembre 2018) et des Caisses régionales (40,7% à fin décembre 2019, soit une augmentation de +1,5 point de pourcentage depuis décembre 2018), ainsi que chez CA Italia (15,4% à fin décembre 2019, soit une augmentation de +1,7 point depuis décembre 2018). Le ratio combiné est bien maîtrisé, à 95,9%, en légère hausse de 0,4 point de pourcentage sur un an, en raison des événements climatiques du second semestre. En **prévoyance/emprunteur/collectives**, le chiffre d'affaires atteint près de 1 024 millions sur le quatrième trimestre de 2019, en hausse de +9,1% par rapport à la même période en 2018, croissance portée par celle de l'ensemble des trois segments d'activité.
- **La Gestion d'actifs (Amundi)** enregistre ce trimestre une collecte nette record, à +76,8 milliards d'euros, tirée par les actifs moyen-long terme (82,4 milliards d'euros), grâce à l'excellente performance de la collecte dans le *Retail* (+69,9 milliards d'euros) dont +66,7 milliards d'euros pour les *Joint-Ventures*, tirées par l'Inde (+61,4 milliards d'euros) et +3,2 milliards d'euros pour les distributeurs tiers. La collecte moyen-long terme pour les institutionnels et *corporate* est en hausse de +12,5 milliards d'euros, portée par tous les segments. Les encours sous gestion atteignent 1 653 milliards d'euros à fin décembre 2019, soit une hausse de +16,0% par rapport à fin décembre 2018, et ce malgré un contexte mondial encore incertain.
- **Les Banques de proximité** affichent toujours un fort dynamisme commercial, avec des taux élevés de croissance des crédits, en particulier en France pour LCL (+8,2% par rapport à fin décembre 2018), grâce au crédit habitat (+9,2%) et les marchés professionnels (+11,4%) et entreprises (+3,3%), mais aussi en Italie pour CA Italia (+2,6%), tiré par les crédits aux particuliers (+4,9%) et aux entreprises et PME (+4,3%). Les renégociations de crédits habitat sont en hausse depuis deux trimestres chez LCL (1,0 milliard d'euros d'encours respectivement au troisième trimestre et quatrième trimestre 2019), mais restent très en-deçà du point haut du quatrième trimestre 2016 (5,2 milliards d'euros). La collecte croît sur un an chez LCL (+7,6%), portée par la collecte bilan (+8,6%, dont +7,8% pour les livrets et +11,7% pour les dépôts à vue) mais aussi par la collecte hors bilan (+6,0%), grâce à l'assurance-vie (+5,5%). La collecte enregistre une hausse en Italie (+4,9%), grâce à une forte croissance de la collecte hors bilan (+8,8%), et à une légère hausse des encours de collecte bilan (1,6%). La conquête clients nette est toujours dynamique chez LCL (+52 000 clients particuliers et professionnels depuis le début de l'année, et +17 000 clients de LCL Essentiel depuis son lancement en avril), ainsi que chez CA Italia (+33 000 clients particuliers⁹ depuis le début de l'année). Les taux d'équipement poursuivent leur augmentation à un rythme soutenu, chez LCL avec +6,6% de contrats MRH-Auto-santé et +4,6% de cartes haut de gamme, ou encore chez CA Italia avec une hausse de +25% du nombre de contrats d'assurances dommages sur un an.
- **Dans le pôle des Services financiers spécialisés**, la production commerciale du quatrième trimestre 2019 atteint 11,5 milliards d'euros et poursuit sa tendance haussière (+3,3% par rapport au quatrième trimestre 2018), avec une forte contribution des Caisses régionales et de LCL (respectivement +12,9%

⁸ Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurances (estimations Pacifica). Périmètre : assurances auto, habitation, santé, GAV et protection juridique.

⁹ Clients actifs

et +7,6%). Les encours gérés atteignent 92 milliards d'euros et augmentent ainsi de +4,0% sur l'année. Les encours consolidés sont également en progression (+3,6%) et atteignent 34,8 milliards d'euros. L'activité de CAL&F est dynamique, aussi bien en affacturage qu'en crédit-bail. La production commerciale affacturage est en forte augmentation depuis le quatrième trimestre 2018 (+119% à 4,9 milliards d'euros) tant en France (+144% à 3 milliards d'euros) qu'à l'international (+87% à 1,8 milliard d'euros). La production commerciale en crédit-bail atteint son plus haut niveau depuis 2014 (1,8 milliard d'euros soit une augmentation de +9,3% depuis le quatrième trimestre 2018).

- L'activité du **pôle Grandes clientèles** est bonne dans l'ensemble, avec un PNB en hausse au quatrième trimestre 2019 (+20,7% par rapport au quatrième trimestre 2018) et sur l'année 2019 (+6,5%). Les revenus sous-jacents de la banque de marché et d'investissement sont en forte hausse (+54,7% par rapport au quatrième trimestre de 2018), sous l'effet du dynamisme de l'activité commerciale sur la quasi-totalité des lignes produits, dans des conditions de marché devenues plus favorables après un quatrième trimestre 2018 bas. En dépit de l'absence de transactions majeures, les financements structurés enregistrent une bonne performance (+7,2%), tandis que les revenus de banque commerciale sont en retrait (-2,3%) pénalisés par le ralentissement du marché des prêts syndiqués sur la zone EMEA (-10% sur un an)¹⁰. Le pôle maintient néanmoins sa position de leader (numéro 2) sur le marché EMEA des crédits syndiqués¹¹. Enfin, les Services financiers aux institutionnels (CACEIS) enregistrent ce trimestre des niveaux records d'encours conservés (3 879 milliards d'euros à fin décembre 2019, en hausse de +47,3% sur un an) et d'encours administrés (2 047 milliards d'euros, en hausse de +21,0% sur un an), grâce notamment à la consolidation de Kas Bank (+196 Mds€ d'AuC et +142 Mds€ d'AuA), de Santander Securities Services (« S3 ») (+654 Mds€ d'AuC et +12 Mds€ d'AuA), mais aussi à un bon dynamisme commercial et un effet marché favorable (+395 Mds€ d'AuC et +201 Mds€ d'AuA à périmètre constant).

Développement à l'international des métiers *via* des partenariats.

En cohérence avec la stratégie décrite lors de la présentation du Plan de moyen terme du Groupe le 6 juin 2019, ce trimestre, Amundi et CACEIS ont poursuivi leur politique de partenariat hors Groupe en Europe et en Asie.

- Après l'annonce, le 17 avril, de la signature entre Crédit Agricole S.A. et **Santander** d'un rapprochement de leurs activités de conservation institutionnelle et d'*asset servicing*, les deux entités ont annoncé le 23 décembre la finalisation de l'opération de rapprochement entre CACEIS et Santander Securities Services (« S3 ») pour créer un acteur de premier plan au niveau européen. La nouvelle entité garde le nom de CACEIS, elle est détenue par Crédit Agricole S.A. et Santander à hauteur de respectivement 69,5% et 30,5%, et regroupe les activités de CACEIS et de Santander Securities Services (« S3 ») en Espagne et en Amérique Latine (Brésil, Mexique et Colombie). Cette nouvelle entité, avec 3 879 milliards d'euros d'actifs en conservation et 2 047 milliards d'euros d'actifs en administration à fin décembre 2019 bénéficie de l'augmentation de sa taille critique et d'un positionnement concurrentiel renforcé grâce à une présence géographique élargie, bénéficiant de la croissance de pays à fort potentiel (Amérique latine et Asie).
- Amundi et **BOC Wealth Management, filiale de Bank of China**, ont annoncé le 20 décembre 2019 avoir reçu l'accord de la China Banking and Insurance Regulatory Commission pour créer une société commune dans la gestion d'actifs. L'objectif est de démarrer son activité au deuxième semestre 2020.
- Amundi a également annoncé le 21 janvier 2020 son partenariat stratégique avec **Banco Sabadell**, pour la distribution de produits de gestion d'actifs dans le réseau de Banco Sabadell en Espagne, pour une durée 10 ans. Amundi va aussi acquérir 100% de Sabadell Asset Management, la filiale de gestion d'actifs de Banco Sabadell, 5ème acteur du marché espagnol avec 6% de part de marché et 22 milliards d'encours sous gestion, pour un prix d'achat en numéraire de 430 millions d'euros. L'opération devrait être finalisée au troisième trimestre 2020 et ferait d'Amundi le 4^{ème} acteur sur le marché espagnol.

Ces opérations s'ajoutent aux **opérations suivantes, annoncées depuis le début de l'année 2019** :

- **KAS Bank** a été consolidé au 30 septembre 2019 dans les comptes de CACEIS suite à l'offre publique d'achat amicale de CACEIS, lancée le 26 juillet sur l'intégralité du capital de KAS Bank. CACEIS

¹⁰ Thomson Reuters sur la zone EMEA

¹¹ Source : Refinitiv

confirmait ainsi son ambition pan-européenne en renforçant sa position aux Pays-Bas et ses capacités au service de la clientèle des compagnies d'assurances et des fonds de pension ; cette acquisition sera créatrice de valeur grâce à un fort potentiel de synergies.

- CA Consumer Finance a signé, le 28 juin 2019, avec **Banco BPM** (troisième banque italienne) un accord définitif visant à renforcer leur partenariat global, permettant une extension de la relation commerciale à l'ensemble du réseau d'agences de Banco BPM, notamment *via* l'acquisition de l'activité bancaire de Profamily, et une prolongation de celle-ci sur 15 ans. CACF a également signé le 19 juillet 2019 un accord avec **Fiat Chrysler Automobiles** (FCA) pour prolonger leur *joint-venture* détenue à 50/50 jusqu'au 31 décembre 2024. Le troisième trimestre a enfin vu la première consolidation de SoYou, issue du partenariat signé entre CA Consumer Finance et **Bankia**, le 7 mars 2018. Le 10 octobre 2019, la co-entreprise a reçu l'agrément du ministère de l'Economie espagnol pour exercer ses activités avec les statuts d'établissement financier de crédit.
- Crédit Agricole Assurances et **Abanca** ont signé le 8 juillet dernier un partenariat pour la création d'une compagnie non-vie à destination des marchés espagnol et portugais sur une durée de 30 ans. L'accord prévoit la création d'une *joint-venture* détenue à 50/50 qui offrira au marché des produits innovants, s'appuyant sur des solutions technologiques et une expérience client différenciée. Cette alliance permettra de réunir la connaissance de la clientèle que possède Abanca avec l'expertise acquise par Crédit Agricole Assurances sur le marché européen des assurances. La Commission européenne a autorisé la création d'une entreprise commune le 28 octobre 2019.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a finalisé courant 2019 la cession d'une participation de 10,9% dans le capital de la **Banque Saudi Fransi** (BSF) à un consortium mené par Ripplewood et à Olayan Saudi Investment Company. Cette cession a été réalisée en deux temps : la cession d'un premier bloc de 4,9%, intervenue le 29 avril 2019 suivie de la cession d'un second bloc de 6,0% le 21 novembre suite à l'exercice de l'option d'achat consentie lors de la cession du premier bloc. Au 31 décembre 2019, Crédit Agricole Corporate & Investment Bank détient toujours 4,0% du capital de BSF.

Résultats

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet positif de +343 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe. Ils comprennent la décision favorable du Conseil d'Etat sur le litige du traitement fiscal des titres Emporiki pour +1 038 millions d'euros, les coûts d'intégration et d'acquisition par CACEIS de Santander et Kas Bank (respectivement -15 millions d'euros en frais généraux/-11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et -6 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs/-5 millions d'euros en résultat net part du Groupe), un déclassement d'actifs en cours de cession pour -46 millions d'euros en résultat sur activités en cours de cession. L'acquisition de Kas Bank par CACEIS a généré un *badwill* pour +22 millions d'euros et l'écart d'acquisition de LCL a été partiellement déprécié pour -611 millions d'euros. A cela s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net négatif limité, de -44 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), auxquels s'ajoute la partie de la *FVA-Funding Value Adjustment* relative à la variation de spread émetteur, qui n'est pas couverte, pour -4 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -11 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -29 millions d'euros. Au quatrième trimestre 2018, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net limité, négatif de -59 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**, et ils comprenaient notamment l'amende notifiée par l'autorité de la concurrence italienne (AGCM) à FCA Bank pour -67 millions d'euros. Les autres éléments étaient moins significatifs : les coûts d'intégration de Pioneer chez Amundi pour -27 millions d'euros (-14 en résultat net part du Groupe), les coûts d'intégration des trois banques italiennes pour -11 millions d'euros (-6 en résultat net part du Groupe), et en contrepartie le solde net de +28 millions d'euros en résultat net part du Groupe des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour +11 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour +12 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +5 millions d'euros.

Les performances des métiers ont été solides au quatrième trimestre 2019. Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers¹² a progressé de +12,8%. Cette forte hausse est notamment expliquée par les pôles Grandes clientèles et Gestion de l'épargne et Assurances. Le premier enregistre ce trimestre une très bonne performance (+30,1% à 408 millions d'euros) tirée par la banque de marché. Sa contribution est en hausse, malgré l'inversion du coût du risque sur le pôle et la hausse des charges liées à l'intégration des nouveaux partenariats en services financiers aux institutionnels. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances réalise un trimestre à un haut niveau (+13,8% à 583 millions d'euros), illustré par une contribution solide de l'assurance et une rentabilité élevée pour la gestion d'actifs. Dans le pôle Banque de proximité, le résultat brut d'exploitation augmente nettement (+6,7% à 525 millions d'euros), et le coût du risque poursuit sa baisse chez CA Italia. Le pôle Services financiers spécialisés affiche une résistance de son résultat brut d'exploitation (+1,8% à 341 millions d'euros) grâce à une bonne maîtrise des coûts.

Au quatrième trimestre 2019, les **revenus sous-jacents** ont atteint 5 184 millions d'euros (+7,7%), une croissance rapide tirée par une activité commerciale dynamique sur l'ensemble des activités, notamment au sein du pôle Grandes clientèles (+20,7%) dans des conditions de marché devenues plus favorables au cours de l'année. La hausse des revenus est également forte dans le pôle Gestion de l'épargne et Assurances (+10,4%) avec une collecte record pour Amundi, un dynamisme des encours UC et une performance supérieure au marché français en assurances dommages. Le pôle Banque de proximité poursuit la croissance de la conquête et de la croissance de l'activité. Les revenus d'intérêts résistent bien, en dépit de l'environnement de taux bas, que ce soit en France ou à l'international. La marge nette d'intérêts résiste donc grâce à l'effet volume, en dépit d'un environnement de taux d'intérêts bas. Pour l'ensemble des pôles métiers (hors AHM), les revenus sous-jacents progressent de +8,4% ce trimestre.

Ces bonnes tendances sur les revenus ont été accompagnées par une **bonne maîtrise des charges**. Les **charges d'exploitation sous-jacentes** affichent une progression maîtrisée de **+2,2%** par rapport au quatrième trimestre 2018. Ceci permet de dégager **un effet ciseaux significativement positif**, de +5,5 points de pourcentage. La hausse des charges s'est néanmoins poursuivie dans les métiers (+3,3% entre le quatrième trimestre 2018 et le quatrième trimestre 2019) et notamment dans ceux qui développent leur activité. En particulier, le pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistre une hausse des charges reflétant le développement des activités d'assurance à l'international et sur les entreprises (cet effet se cumulant à un effet de base sur les assurances par rapport au quatrième trimestre 2018). En gestion d'actifs, la progression des charges s'explique par la hausse des rémunérations variables (en lien avec les bonnes performances), et par des coûts ponctuels liés aux projets stratégiques. Le pôle Grandes clientèles affiche un coefficient d'exploitation en forte amélioration sur la banque de financement et d'investissement (-9,1 points de pourcentage sur la période) et les Services financiers aux institutionnels réalisent des investissements pour accompagner les récents partenariats et la conquête de nouveaux clients (ETP et frais IT). Les Banques de proximité affichent des coefficients d'exploitation en amélioration pour LCL (-1,7 point de pourcentage au quatrième trimestre 2019 et sur l'année) et CA Italia (-0,7 point de pourcentage au quatrième trimestre 2019/-0,5 point de pourcentage sur l'année). Le pôle des Services financiers spécialisés enregistre une bonne maîtrise des coûts sur la période. Au global, le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'élève à 62,6% sur le quatrième trimestre 2019, **en amélioration** de 3,4 points de pourcentage sur la période.

Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est donc en forte hausse de **+18,3%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **coût du risque** affiche une hausse de +38,0%/-94 millions d'euros, à -340 millions d'euros contre -246 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, notamment du fait d'un retour à la normale du coût du risque de crédit dans la Banque de financement et d'investissement, qui avait enregistré des reprises nettes de provisions à hauteur de +28 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, alors qu'elle enregistre ce trimestre des dotations nettes pour -55 millions d'euros (soit une variation de -83 millions d'euros). C'est pour cette même raison que le **coût du risque sur encours**¹³ **sur le quatrième trimestre 2019** enregistre également un retour à la normale. **Il atteint 32 points de base**, en hausse de +9 points de base par rapport au quatrième trimestre 2018 et de +3 points de base par rapport au trimestre précédent, mais reste à un niveau bas. Dans les trois autres métiers

¹² Hors pôle Activités hors métiers

¹³ Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

principalement contributeurs au coût du risque, celui-ci enregistre des variations contrastées mais d'ampleur très limitée. Ainsi, LCL affiche une augmentation de +2,7% du coût du risque, à -64 millions d'euros, mais son coût du risque sur encours reste à un niveau bas, à 17 points de base (stable par rapport au trimestre précédent). CA Italia ressort en diminution de -4,0%, avec un coût du risque sur encours qui poursuit son amélioration, passant à 57 points de base (contre 67 points au quatrième trimestre 2018 et 59 points au troisième trimestre 2019) ; enfin, CACF enregistre une hausse de +40,6% du coût du risque à 115 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018, avec un coût du risque sur encours qui ressort également en hausse à 128 points de base, mais qui reste dans la fourchette 120-130 points de base et bien inférieur à l'hypothèse de 160 points de base du Plan à moyen terme.

La contribution des **sociétés mises en équivalence** ressort en hausse de **+2,6%**, à 76 millions d'euros, traduisant notamment la bonne performance des *Joint-Ventures* en gestion d'actifs sur le trimestre, grâce à l'Inde.

Le **résultat net sur autres actifs** s'élève à **20 millions d'euros**, sous l'effet notamment d'une opération ponctuelle d'immobilier en Gestion de fortune. Le **résultat sous-jacent¹⁴ avant impôt, activités cédées et minoritaires ressort ainsi en progression de +17,1%**, à 1 697 millions d'euros. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **13,5%**, un niveau bas, en baisse de -2,6 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018, conséquence notamment de dossiers favorables chez CACIB. La charge d'impôt sous-jacente est donc en baisse de -1,0% à -219 millions d'euros. Le taux d'impôt est toujours peu représentatif en trimestriel, à fin 2019, il s'établit à 24,4% (vs 23,8% en 2018). Le **résultat net avant minoritaires affiche donc une hausse de +20,3%**.

La part de **résultat net attribuée aux intérêts minoritaires** est stable (**-0,6%**) à 161 millions d'euros.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse de **+23,5%** par rapport au quatrième trimestre 2018 à **1 318 millions d'euros**.

Sur l'ensemble de l'année 2019, le résultat net part du Groupe publié est de 4 844 millions d'euros, contre 4 400 millions d'euros sur 2018, soit une hausse de +10,1%.

Les **éléments spécifiques de l'année 2019** ont eu un effet +262 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments des neufs premiers mois 2019 avaient eu un **effet net limité, négatif de -81 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe** ; ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), auxquels s'ajoute la partie de la *FVA-Funding Value Adjustment* relative à la variation de spread émetteur, qui n'est pas couverte, pour -11 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -20 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -50 millions d'euros. Les **éléments spécifiques pour l'année 2018** avaient eu un effet négatif limité de **-5 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. Par rapport à ceux du quatrième trimestre 2018 déjà mentionnés *supra*, ils avaient eu un impact de +54 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2018, soit l'ajustement du montant du *badwill* constaté lors de l'acquisition des trois caisses d'épargne italiennes à hauteur de +66 millions d'euros, les frais d'intégration de Pioneer à hauteur de -14 millions d'euros (-30 millions avant impôts et intérêts minoritaires), ceux des trois banques italiennes à hauteur de +5 millions d'euros (+9 millions avant impôts et intérêts minoritaires), l'amende BCE pour -5 millions d'euros ainsi que des éléments spécifiques récurrents, à savoir le DVA pour +5 millions d'euros, les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +4 millions d'euros, ainsi que les variations de provisions épargne logement pour -7 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort à 4 582 millions d'euros**, en hausse de **+4,0%** par rapport à 2018.

Le **bénéfice sous-jacent par action atteint 1,39 euro par action**, stable (**+0,1%**) par rapport à 2018, mais en hausse de +2,9% hors effet change sur les coupons AT1 au troisième trimestre 2019.

¹⁴ Cf. p. 89 pour plus de détails sur les éléments spécifiques de Crédit Agricole S.A.

Le **ROTE**¹⁵ annualisé net des coupons annuels d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) atteint **11,9% sur 2019**, en retrait par rapport à l'année 2018 (12,7%).

Table 2. Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. en 2019 et en 2018

En m€	2019 publié	2018 publié	Var 19/18 publié	2019 sous-jacent	2018 sous-jacent	Var 19/18 sous-jacent
Produit net bancaire	20 153	19 736	+2,1%	20 339	19 694	+3,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(12 421)	(12 286)	+1,1%	(12 405)	(12 227)	+1,5%
FRU	(340)	(302)	+12,5%	(340)	(302)	+12,5%
Résultat brut d'exploitation	7 392	7 147	+3,4%	7 594	7 165	+6,0%
Coût du risque de crédit	(1 256)	(1 002)	+25,5%	(1 256)	(1 002)	+25,5%
Coût du risque juridique	-	(80)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	352	256	+37,6%	352	323	+9,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	54	89	(39,5%)	60	89	(32,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(589)	86	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	5 952	6 496	(8,4%)	6 749	6 500	+3,8%
Impôt	(456)	(1 466)	(68,9%)	(1 559)	(1 471)	+6,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(38)	(3)	ns	8	(3)	ns
Résultat net	5 458	5 027	+8,6%	5 198	5 026	+3,4%
Intérêts minoritaires	(614)	(627)	(2,1%)	(616)	(620)	(0,7%)
Résultat net part du Groupe	4 844	4 400	+10,1%	4 582	4 405	+4,0%
Bénéfice par action (€)	1,48	1,39	+6,9%	1,39	1,39	+0,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,6%	62,3%	-0,6 pp	61,0%	62,1%	-1,1 pp

Sur l'année 2019, les résultats des métiers sont en hausse de +4,0%, grâce à une croissance de l'activité dans tous les pôles métiers, et à la maîtrise de l'évolution des charges (effet ciseaux positif de +1,8 point de pourcentage), et ce malgré le retour du coût du risque à un niveau normal. Concernant le résultat négatif du pôle Activités hors métiers (-813 millions d'euros, contre -731 millions d'euros sur 2018), la contribution « structurelle » s'améliore à hauteur de +72 millions d'euros pour atteindre -881 millions d'euros sur l'année 2019, principalement grâce à une amélioration de la contribution des activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. En parallèle, les autres éléments contribuent positivement à hauteur de +68 millions d'euros sur l'année 2019, en nette diminution par rapport à l'année 2018 (+222 millions d'euros).

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+3,3%** par rapport à 2018, avec une contribution positive à cette croissance de tous les pôles métiers à l'exception des Services financiers spécialisés. Le crédit à la consommation évolue dans un contexte de forte pression concurrentielle en France sur la période, et la bonne performance des partenariats automobiles est comptabilisée en mise en équivalence. Le crédit-bail et l'affacturage enregistrent un produit net bancaire en hausse, soutenu par une activité très dynamique. Les revenus du pôle Grandes clientèles sont en nette hausse (+6,5%) grâce à un dynamisme commercial sur l'ensemble des activités, dans des conditions de marché devenues plus favorables au cours de l'année 2019.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes sont en légère hausse de **+1,5%**, hors contribution au FRU. Cette maîtrise des charges permet d'afficher un **effet ciseaux positif** de +1,8 point de pourcentage sur la période. Sur les seuls pôles métiers, la hausse des charges d'exploitation hors FRU s'élève à +2,0%. Elle est principalement concentrée sur les pôles Gestion de l'épargne et Assurances et Grandes Clientèles, qui connaissent des hausses de charges en lien avec le développement de leurs activités. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 61,0%**, y compris les charges IFRIC21 du premier trimestre, en amélioration de 1,1 point de pourcentage par rapport à 2018.

Enfin, le **coût du risque de crédit**, enregistre une augmentation de +25,5%/-254 millions d'euros par rapport à 2018 à -1 256 millions d'euros. Cette hausse s'explique essentiellement par le pôle Grandes clientèles (qui enregistre une charge du risque de -160 millions d'euros à fin décembre 2019, contre une reprise nette de +64 millions d'euros à fin

¹⁵ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 86

décembre 2018) et en particulier la Banque de financement, à cause d'un retour progressif à un niveau normal de coût du risque et à des dotations ponctuelles constatées sur la période.

Solidité financière

A fin décembre 2019, la solvabilité de Crédit Agricole S.A. demeure à un niveau élevé, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 12,1%, en hausse de +0,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019**. Cette hausse s'explique notamment par l'impact positif significatif de +32 points de base lié à l'issue favorable du litige portant sur le traitement fiscal des titres de participation dans Emporiki ayant généré un gain en résultat de +1 038 millions d'euros ; ce bénéfice sera entièrement alloué au financement du démantèlement partiel de la garantie Switch à hauteur de 35% dès le premier trimestre 2020 (impact attendu d'environ -40 points de base sur le ratio CET1). Hors cet impact, le ratio est resté globalement stable sur le trimestre : la génération de capital (+16 points de base intégrant une provision de dividende de 0,23 euro sur le trimestre ce qui porte le dividende à 0,70 euro pour l'exercice 2019) et la baisse sensible des emplois pondérés (+18 points de base) ont permis de compenser la baisse des réserves latentes (-10 points de base) dans le contexte de remontée des taux, ainsi que les autres impacts (rapprochement de CACEIS avec Santander pour -5 points de base, cession complémentaire de titres BSF pour +8 points de base, réglementation pour -8 points de base).

Les emplois pondérés s'élèvent à 324 milliards d'euros à fin décembre 2019 et enregistrent une baisse sensible sur le quatrième trimestre 2019 (-6,6 milliards d'euros/-2,0%), notamment grâce à des opérations de titrisation dans la Banque de financement et d'investissement, ainsi que grâce à la baisse de la valeur de mise en équivalence des participations d'assurance (-3,1 milliards d'euros).

Le **ratio de levier** phasé s'établit à **4,2%** à fin décembre 2019. Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé¹⁶ atteint 3,9% au quatrième trimestre 2019.

Le ratio LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) moyen sur douze mois de Crédit Agricole S.A. s'élève à 131,6%¹⁷ à fin décembre 2019 soit un niveau supérieur à l'objectif du Plan à moyen terme d'environ 110%.

A fin décembre 2019, Crédit Agricole S.A. a réalisé à hauteur de 97% son programme de financement moyen long terme sur les marchés pour l'année. La banque a levé l'équivalent de 16,4 milliards d'euros, dont 10,1 milliards d'euros équivalents de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée, ainsi que 4,5 milliards d'euros équivalents en dette senior non préférée et 1,8 milliard d'euros équivalents en dettes Tier 2. Le programme 2020 s'élève à 12 milliards d'euros, dont environ 5 à 6 milliards d'euros de dette éligible TLAC (dette Tier 2 ou dette senior non préférée). A fin janvier 2020, 22% du programme de financement a été réalisé.

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé en 2019 :

- une émission de dette senior non préférée Green Bond pour 1 milliard d'euros (inclus dans les montants ci-dessus).
- une émission CAHL SFH de dette senior collatéralisée Green Bond pour un montant de 1,25 milliard d'euros (inclus dans les montants ci-dessus).
- une émission de dette senior préférée Panda Bond pour 1 milliard de CNY (inclus dans les montants ci-dessus).

Par ailleurs, une émission d'AT1 a été réalisée pour un montant 1,1 milliard d'euros équivalents en février 2019 (hors plan de financement).

* *
*

Commentant ces résultats et l'activité de Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre 2019 et sur l'année 2019, Philippe Brassac, Directeur Général, a déclaré : « *Les résultats sous-jacents de Crédit Agricole S.A. sont en hausse de +23,5% ce trimestre, et de +4,0% sur l'année. Tous les pôles métiers contribuent à cette croissance annuelle, grâce à une activité commerciale dynamique, qui se traduit notamment par un gain net de*

¹⁶ Le levier intra-trimestriel se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois dudit trimestre.

¹⁷ Les numérateur et dénominateur du ratio s'élèvent respectivement à 189,3 Mds€ et 143,8 Mds€ pour Crédit Agricole S.A.

370 000 clients particuliers et entrepreneurs en France et Italie cette année ; les synergies de revenus atteignent 9 Mds€ au sein du Groupe, témoignant de notre potentiel de croissance organique. Enfin, les métiers de Crédit Agricole S.A., et notamment la gestion d'actifs, les services financiers aux institutionnels, et le crédit à la consommation, participent activement à la consolidation européenne, en signant ou en renforçant des partenariats, en France, en Italie ou en Espagne. La croissance de notre profitabilité est solide. Elle est tirée aussi bien par le dynamisme des revenus que par l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, sans obérer les investissements dans le développement de nos métiers. Et elle se fait en maîtrisant les emplois pondérés, et en maintenant le coût du risque à un bas niveau. Notre solidité financière continue d'ailleurs de se renforcer : le ratio CET1 de Crédit Agricole S.A. atteint 12,1%, rendant possible un premier démantèlement du Switch en 2020, et sécurisant notre politique de distribution de 50% en numéraire. Le dividende est en hausse de 1,4% en 2019, pour atteindre 0,70€ par action, illustrant la performance et la régularité de notre politique de distribution. ».

Groupe Crédit Agricole

Au quatrième trimestre, le résultat net part du Groupe sous-jacent du Groupe Crédit Agricole ressort à 1 986 millions d'euros, en hausse de +22,1% par rapport au quatrième trimestre 2018. Sur l'année 2019, le résultat net part du Groupe sous-jacent du Groupe Crédit Agricole atteint 7 191 millions d'euros, en hausse de +5,0% par rapport à l'année 2018.

Les performances du Groupe cette année reposent sur la mise en œuvre des trois piliers du Projet de Groupe. Concernant le Projet Client, l'indice de recommandation clients progresse chez LCL et dans les Caisses régionales (de +8 points et +5 points), des offres innovantes ont été lancées (EKO, LCL Essentiel, Je suis entrepreneur, Yapla), la relation digitale s'est intensifiée, et 500 000 clients ont été rencontrés dans le cadre de Trajectoires Patrimoine. La conquête de clients atteint 1 800 000 de clients particuliers et entrepreneurs en France et en Italie sur l'année 2019 et la conquête nette atteint 370 000. Concernant le Projet Humain, le Groupe Crédit Agricole a été classé premier des services financiers en France en matière de diversité par le *Financial Times*. Enfin, concernant le Projet Sociétal, un Green bond de 1 milliard d'euro a été émis par Crédit Agricole SA en octobre 2019, et un Green covered bond de 1,25 milliard d'euro a été émis par Crédit Agricole Home Loan SFH en novembre 2019.

La contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe sous-jacent est en hausse de +26,6% au quatrième trimestre 2019. Les revenus sous-jacents des Caisses régionales sont en augmentation (+5,7%). Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en hausse de +1,8% par rapport au quatrième trimestre 2018, reflétant la poursuite des investissements informatiques prévus dans le Projet de Groupe et le Plan à Moyen Terme. Le coefficient d'exploitation sous-jacent s'améliore par rapport au quatrième trimestre 2018 (-2,6 point de pourcentage) pour atteindre 66,7%.

Les revenus sous-jacents du Groupe atteignent 33 790 millions d'euros en 2019, en hausse de +3,0% sur un an, témoignant de la force du modèle de Banque universelle de proximité, stable et diversifié, générateur de croissance organique dans tous les métiers, notamment grâce aux synergies de revenus entre métiers spécialisés et réseaux de distribution. Les charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU sont bien maîtrisées (hausse de +1,7% en 2019), tout en intégrant des investissements IT dans les Caisses régionales et des investissements de développement des métiers de Crédit Agricole S.A., notamment dans le pôle Gestion de l'épargne et Assurances. On observe un effet ciseaux positif cette année de 1,3 points de pourcentage. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'améliore de -0,8 point de pourcentage par rapport à 2018, et atteint 63,2% cette année, témoignant du haut niveau d'efficacité opérationnelle du Groupe.

Le coût du risque sur encours des Caisses régionales est toujours bas (10 points de base, après 14 points de base fin 2018). Par ailleurs, le taux de créance douteuses est en baisse (1,87% vs 2% à fin 2018) et le taux de couverture est toujours élevé (99,1%). Le coût du risque de crédit du Groupe augmente de +7,1% en 2019, sous l'effet de l'inversion du coût du risque en Banque de financement et d'investissement, mais reste à un niveau très bas, et le taux de couverture atteint 82,6%.

Le ratio Common Equity Tier 1 du Groupe atteint 15,9% à fin décembre 2019, soit une progression de +0,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019, supérieur de 6,2 points de pourcentage aux exigences du régulateur¹⁸.

La performance du Groupe s'explique notamment par la mise en œuvre des trois piliers de son Projet de Groupe, qui sous-tendent sa Raison d'Être, « Agir chaque jour dans l'intérêt des clients et de la société » : le projet Client, le projet Humain et le projet Sociétal.

¹⁸ Selon Exigence SREP à 9,7% (y compris coussin contra cyclique) ; supérieur de 32 Mds€ au seuil de déclenchement des restrictions de distribution.

Projet Client

Le Groupe s'est mis en mouvement afin d'engager la mise en œuvre de son Projet de Groupe et de son PMT lancé en juin 2019. Des actions concrètes ont été initiées en faveur de **l'excellence relationnelle** qui est au cœur du Projet client. Tous les métiers du Groupe ont ainsi été mobilisés autour de la satisfaction client, comme en témoigne l'IRC, qui progresse sensiblement depuis fin 2018 : de +8 au sein de LCL et +5 au sein des Caisses régionales sur le segment des particuliers. Crédit Agricole Assurances a par ailleurs été classée n°1 sur la gestion des sinistres automobiles et habitation par le magazine « Que Choisir » dans son édition du mois de janvier 2020. Une culture du zéro-défaut a été insufflée au sein des entités avec la désignation de 70 « *Customer Champions* », voix du client, dans tous les métiers, pour la résolution des irritants et la conception de parcours fluides. Un plan de bataille anti-irritants a d'ores et déjà été lancé avec 25 actions prioritaires identifiées. Enfin, le Groupe continue d'accompagner ses clients en proposant des offres innovantes et adaptées à leurs besoins. La démarche « Trajectoires Patrimoine » l'illustre : cette nouvelle approche du conseil offre une vision globale et dynamique du patrimoine des clients permettant de choisir les meilleures options possibles pour le développer et le protéger dès le premier euro. Depuis son lancement début 2019, plus de 500 000 clients ont été accompagnés dans le cadre de cette démarche.

Le Groupe continue d'adapter ses offres aux nouveaux usages afin de devenir une **banque digitale de référence**. Plus de 127 000 clients ont souscrit à « EKO », l'offre bancaire d'entrée de gamme du Crédit Agricole lancée fin 2017. L'offre bancaire « LCL Essentiel », lancée en avril 2019 pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes actifs urbains, a attiré plus de 20 000 clients. De nouvelles offres « sur-mesure » continueront d'être déployées, dont l'offre « Globe-Trotter », pour les jeunes âgés de 18 à 30 ans qui voyagent, qui a été lancée en février 2020. La relation multicanale s'est par ailleurs intensifiée, le nombre de clients contactés au sein des Caisses régionales a augmenté (+1,9 point de pourcentage depuis 2018), comme le nombre de clients utilisant nos applicatifs mobiles : +6 points de pourcentage pour l'application mobile de LCL depuis fin 2018, et +4 points de pourcentage pour l'application « MaBanque ». L'application mobile LCL a par ailleurs été élue meilleure application mobile pour la 3^{ème} année consécutive par le comparateur « meilleurebanque.com » et la performance digitale du Crédit Agricole a été récompensée en 2019, la note D-rating du Groupe à BBB étant en effet en progression sur la transformation digitale.

L'innovation est enfin au cœur de la stratégie du Crédit Agricole : 547 start-up sont aujourd'hui accompagnées par les Villages By CA. Le réseau est aujourd'hui constitué de 33 Villages By CA en France et en Italie avec quatre nouveaux Villages créés en 2019. La Fabrique By CA (*fintech startup studio* du Groupe) a par ailleurs lancé en 2019 deux plateformes visant à offrir une large gamme de services bancaires et extra-bancaires : « Je suis entrepreneur » destinée à la création d'entreprise, du choix de l'implantation à la sécurisation du business plan en passant par des simulations de financement, et « Yapla » dédiée à la gestion d'associations.

Dans ce contexte, la conquête du Groupe est très dynamique en France et en Italie, à 1 800 000 particuliers et entrepreneurs¹⁹, et le fonds de commerce croît de 370 000 clients en 2019, dont 280 000 clients particuliers.

Projet Humain

Dans le cadre du Projet humain du Groupe, la **transformation managériale**, visant à responsabiliser davantage, est engagée. A janvier 2020, 53% des dirigeants de Crédit Agricole S.A. ont été formés à la transformation managériale. Des évaluations circulaires (180°) ont été mises en place chez CA Italia et chez Amundi. Afin d'adopter une **organisation en chaînes plus raccourcies**, pour davantage d'engagement et d'autonomie des collaborateurs et une plus forte proximité clients, le nombre de strates hiérarchiques a été limité chez Crédit Agricole Payment Services. Le télétravail a par ailleurs été déployé dans 80% des entités du Groupe à fin 2019.

Pour renforcer le **dialogue social**, un accord cadre international a été signé le 31 juillet, avec, comme première concrétisation, un congé maternité rémunéré de 16 semaines pour l'ensemble des collaboratrices en dehors de la France. La politique de **mixité** du Groupe a par ailleurs été amplifiée cette année, avec 23,5% de femmes dans le Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. (en hausse de +17 points par rapport à 2018), et 28% de femmes dans les instances dirigeantes des entités de Crédit Agricole S.A. fin 2019 (en hausse de +5 points par rapport

¹⁹ LCL/CA Italia : inclus les professionnels – Caisses régionales : inclus les professionnels, agriculteurs, petites entreprises et associations

à 2018). Enfin, en matière de diversité sociale, 100% des entités du Groupe Crédit Agricole SA ont participé à l'accueil de 300 stagiaires de 3^{ème}.

Ces actions sont reconnues par **VIGEO**, qui a relevé en 2019 la note de Crédit Agricole, faisant du Groupe l'une des entreprises les plus attractives en Europe. Le Groupe, avec une note de A1, est classé parmi les meilleures 2% des 5 000 entreprises évaluées par VIGEO, et est 4^{ème} dans le secteur bancaire sur 31 banques. Enfin, le Groupe Crédit Agricole a été classé premier parmi les services financiers en France par le **Financial Times** en matière de diversité, dans le classement « *Diversity Leaders 2020* ».

Projet Sociétal

Gouvernance

Dans le cadre de la stratégie climat du Groupe, un Comité Scientifique est en phase finale de constitution. Ce Comité, qui regroupe des experts et scientifiques du climat externes au Groupe Crédit Agricole, est en charge de conduire les travaux scientifiques nécessaires pour orienter et mettre en œuvre la stratégie climat du Groupe. Il nourrit les décisions du Comité du Projet Sociétal.

Dans le cadre de la note de transition mise en œuvre cette année, le Crédit Agricole demandera à ces clients grandes entreprises de lui communiquer d'ici 2021 un plan détaillé de retrait de leurs actifs industriels d'extraction et de production de charbon thermique dans le calendrier 2030/2040 selon la localisation de leurs actifs. A la fois outil de dialogue et de prise de décision, cette note de transition complète la note financière et vient enrichir le dossier d'analyse client. La consolidation des notes de transition nous permettra de cerner plus précisément les effets potentiels du changement climatique sur nos portefeuilles de financements, et d'élaborer des stress tests climatiques à horizon 2050 alignés avec différents types de scénarios.

Finance verte

Unifergie – filiale de Crédit Agricole Leasing & Factoring – la Caisse régionale Nord de France et Crédit Agricole CIB ont participé au refinancement du portefeuille d'actifs français de Boralex, une société canadienne qui développe, construit et exploite des sites de production d'électricité renouvelable en Amérique du Nord et en Europe. Environ 50 % de ses capacités sont des fermes éoliennes en France. Boralex a mené une opération portant sur le refinancement de 57 fermes éoliennes et de 2 centrales photovoltaïques et la construction de 4 fermes éoliennes supplémentaires dans les deux prochaines années, soit une capacité totale de plus de 1 014 MW correspondant à la consommation annuelle de 500 000 foyers. L'opération, d'un montant de plus de 1,1 Md€, constitue le plus important refinancement de portefeuille d'actifs d'énergie renouvelable en France.

Crédit Agricole Home Loan SFH, société de financement à l'habitat filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., a émis une obligation garantie verte (*green covered bond*) d'un montant de 1,25 milliard d'euros à 10 ans. Les fonds seront alloués au refinancement de crédits à l'habitat des Caisses régionales et de LCL, performants sur le plan énergétique et permettant la réduction des émissions de carbone. Cette émission verte inaugurale vient renforcer la présence du Groupe sur les marchés de capitaux dédiés au financement de la transition énergétique et met en avant le rôle des Caisses régionales et de LCL dans la promotion de l'immobilier résidentiel sobre en énergie.

LCL a lancé une 1^{ère} gamme complète de placements dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cette gamme se compose de fonds actions ou obligations d'entreprises qui réduisent leurs émissions de CO2, renforcés par un mécanisme de compensation carbone.

Crédit Agricole S.A. a réalisé en octobre 2019 une émission de dette senior non préférée Green Bond de 1 milliard d'euros pour une maturité de 6 ans.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a structuré en 2019 plus de 42,9 milliards d'euros green bonds.

Finance inclusive

Crédit Agricole CIB a joué un rôle de premier plan au niveau mondial pour l'arrangement des *Social Bonds*, en participant notamment à la structuration de plus de 3,7 milliards d'euros de *Social Bonds* en 2019, représentant une part de marché de plus de 30%, cette dernière dépassant même les 40% sur le marché des émetteurs européens (source Dealogic).

Amundi poursuit l'objectif défini en 2018 de doubler les encours du fonds solidaire Amundi Finance et Solidarité d'ici 3 ans. Dans le même temps, la ligne métier pose les premiers jalons d'une offre similaire à dimension européenne. L'objectif est à terme de proposer un véhicule dans les entreprises sociales des pays européens où le groupe Crédit Agricole et Amundi sont plus particulièrement présents.

Résultats du Groupe

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole ressort à **2 186 millions d'euros**, contre 1 571 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet net positif de +200 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**²⁰ atteint **1 986 millions d'euros**, en hausse de +22,1% par rapport au quatrième trimestre 2018.

Table 3. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T4-2019 et au T4-2018

En m€	T4-19 publié	T4-18 publié	Var T4/T4 publié	T4-19 sous-jacent	T4-18 sous-jacent	Var T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	8 399	8 110	+3,6%	8 602	8 064	+6,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 582)	(5 478)	+1,9%	(5 566)	(5 440)	+2,3%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
Résultat brut d'exploitation	2 818	2 632	+7,1%	3 035	2 624	+15,7%
Coût du risque de crédit	(494)	(499)	(1,0%)	(494)	(499)	(1,0%)
Coût du risque juridique	-	(75)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	83	10	x 8	83	77	+7,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	15	48	(69,2%)	21	48	(56,1%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(642)	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	1 780	2 116	(15,9%)	2 646	2 175	+21,6%
Impôt	587	(416)	ns	(525)	(412)	+27,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(0)	x 1768,1	(0)	(0)	x 8,1
Résultat net	2 320	1 700	+36,5%	2 120	1 763	+20,3%
Intérêts minoritaires	(134)	(130)	+3,7%	(134)	(137)	(2,1%)
Résultat net part du Groupe	2 186	1 571	+39,2%	1 986	1 626	+22,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	66,5%	67,5%	-1,1 pp	64,7%	67,5%	-2,7 pp

Au quatrième trimestre 2019, le **produit net bancaire sous-jacent** progresse de **+6,7%** par rapport au quatrième trimestre 2018, à 8 602 millions d'euros, et de **+7,3%** pour les pôles métiers hors Activités hors métiers. Cette croissance est tirée par les revenus sous-jacents du pôle Grandes clientèles qui progressent de +20,7%/+244 millions d'euros, par ceux des Caisses régionales qui progressent de +5,7%/+185 millions d'euros sur la période et par ceux du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, qui progressent de +10,4%/+153 millions d'euros. Les revenus sous-jacents du pôle Services financiers spécialisés reculent de -2,6%/-18 millions d'euros mais rappelons que les résultats des partenariats automobiles sont comptabilisés en mise en équivalence. La Banque de proximité à l'international affiche des revenus sous-jacents en hausse de +1,3%.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** sont en hausse de **+2,3%** par rapport au quatrième trimestre 2018, en lien avec les investissements informatiques dans les Caisses régionales au titre du Plan à moyen terme, et aux investissements dans le développement des métiers de Crédit Agricole S.A., notamment Gestion de l'épargne et Assurances et Grandes clientèles. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'élève à 64,7%, en nette amélioration de 2,7 points de pourcentage** par rapport au quatrième trimestre 2018. L'efficacité opérationnelle se poursuit, le Groupe dégage un effet ciseaux significativement positif de +4,4 points de pourcentage.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent est donc en hausse à 3 035 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018 (+15,7%).

²⁰ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. p. 88 et suivantes pour plus de détails sur les éléments spécifiques.

Le **coût du risque de crédit** est stable (-1,0%), à -494 millions d'euros contre -499 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. Cette variation provient notamment du pôle Grandes clientèles, où le coût du risque de crédit revient à un niveau normal, avec des dotations nettes de -55 millions d'euros alors que des reprises nettes avaient été enregistrées pour +26 millions d'euros au quatrième trimestre de 2018. Le **coût du risque sur encours**²¹ du groupe Crédit Agricole s'établit à **20 points de base**, en hausse de +2 points de base par rapport au quatrième trimestre 2018, mais à un bas niveau, inférieur à l'hypothèse du Plan à moyen terme de 25 points de base.

En intégrant la contribution des sociétés mises en équivalence, en hausse de +7,5% de 77 à 83 millions d'euros, du fait de la bonne performance des *Joint-Ventures* en gestion d'actifs (en Inde notamment), le **résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 646 millions d'euros**, en hausse de +21,6% par rapport au quatrième trimestre 2018.

La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +27,4%** par rapport au quatrième trimestre 2018, faisant apparaître un taux d'impôt sous-jacent en hausse de +0,9 point de pourcentage de 19,6% à 20,5%. Ainsi, le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +20,3% et le résultat net part du Groupe sous-jacent hausse de +22,1% par rapport au quatrième trimestre 2018.

Les **éléments spécifiques** ont eu un **effet net positif ce trimestre sur le résultat net part du Groupe de +200 millions d'euros**. Ils comprennent la décision favorable du Conseil d'Etat sur le litige du traitement fiscal des titres Emporiki pour +1 038 millions d'euros, les coûts d'intégration et d'acquisition par CACEIS de Santander et Kas Bank (respectivement -15 millions d'euros en frais généraux/-11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et -6 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs/-5 millions d'euros en résultat net part du Groupe), un reclassement d'actifs en cours de cession pour -46 millions d'euros en résultat sur activités en cours de cession. L'acquisition de Kas Bank par CACEIS a généré un *badwill* pour +22 millions d'euros et l'écart d'acquisition de LCL a été partiellement déprécié pour -664 millions d'euros. Enfin, il faut ajouter les éléments de volatilité comptable récurrents en résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, c'est-à-dire les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe) pour -4 millions d'euros, les couvertures de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -12 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -119 millions d'euros.

Au quatrième trimestre 2018, les éléments spécifiques avaient affecté négativement le résultat net part du Groupe à hauteur de -55 millions d'euros, dont -14 millions d'euros venant des coûts d'intégration de Pioneer Investments (-27 avant impôts et minoritaires), -7 millions d'euros pour les coûts d'intégration des trois banques italiennes (-11 avant impôts et minoritaires), -67 millions d'euros au titre de l'amende FCA Bank et, enfin, +33 millions d'euros en résultat net part du Groupe liés aux éléments de volatilité comptables récurrents soit le DVA pour +11 millions d'euros et les couvertures de portefeuilles de prêts dans le pôle Grandes clientèles pour +13 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +9 millions d'euros.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse (+5,0%/+342 millions d'euros) par rapport à 2018, à **7 191 millions d'euros**. La hausse du coût du risque de crédit (-117 millions d'euros) est attribuable au retour à un niveau normal du coût du risque en banque de financement et d'investissement. La hausse de la charge d'impôt (-202 millions d'euros) reste inférieure à la très bonne progression du résultat brut d'exploitation (+575 millions d'euros).

Le **produit net bancaire** sous-jacent enregistre une hausse de **+3,0%** et les **charges d'exploitation sous-jacentes hors Fonds de Résolution Unique (FRU)** restent très maîtrisées, à **+1,7%**. Le Groupe enregistre donc un effet ciseaux positif de +1,3 point de pourcentage sur l'année.

²¹ Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

Table 4. Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole en 2019 et en 2018

En m€	2019 publié	2018 publié	Var 19/18 publié	2019 sous-jacent	2018 sous-jacent	Var 19/18 sous-jacent
Produit net bancaire	33 297	32 839	+1,4%	33 790	32 813	+3,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 386)	(21 064)	+1,5%	(21 371)	(21 005)	+1,7%
FRU	(426)	(389)	+9,4%	(426)	(389)	+9,4%
Résultat brut d'exploitation	11 485	11 385	+0,9%	11 993	11 418	+5,0%
Coût du risque de crédit	(1 757)	(1 640)	+7,1%	(1 757)	(1 640)	+7,1%
Coût du risque juridique	-	(80)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	356	266	+33,9%	356	333	+7,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	36	87	(59,0%)	42	87	(51,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(642)	86	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	9 478	10 105	(6,2%)	10 634	10 123	+5,0%
Impôt	(1 737)	(2 733)	(36,5%)	(2 945)	(2 743)	+7,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(38)	(3)	ns	8	(3)	ns
Résultat net	7 704	7 369	+4,5%	7 697	7 377	+4,3%
Intérêts minoritaires	(506)	(525)	(3,5%)	(506)	(527)	(4,0%)
Résultat net part du Groupe	7 198	6 844	+5,2%	7 191	6 849	+5,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,2%	64,1%	+0,1 pp	63,2%	64,0%	-0,8 pp

Caisses régionales

A fin décembre 2019, le niveau de conquête des **Caisses régionales** est très dynamique, à près de 1300 000 particuliers & entrepreneurs, et le fonds de commerce croît de +264 000 clients supplémentaires depuis le début de l'année, dont 185 000 clients particuliers. Le dynamisme du développement commercial des Caisses régionales participe de façon significative à la croissance des métiers de Crédit Agricole S.A., dont les Caisses régionales, premier réseau de banque de proximité en France, sont les premiers partenaires en Banque de proximité, témoignant de la force du modèle de banque universelle de proximité du Groupe. L'équipement des clients continue sa progression : le parc de cartes haut de gamme particuliers enregistre une hausse de +9% entre décembre 2018 et décembre 2019, le stock de contrats d'assurances de biens et de personnes augmente de +4,4%, et les encours de crédits à la consommation augmentent de +7,3%.

Les encours de crédit progressent de **+6,7%** par rapport à fin décembre 2018. Cette croissance est portée par les prêts à l'habitat (+7,6%) et les crédits aux entreprises (+6%).

Les encours de collecte progressent quant à eux de **+5,9%** sur un an, tirés par la collecte bilan (+6,3%), portée notamment par les dépôts à vue (+11,3%). La collecte hors-bilan progresse de 5,2% sur un an, tirée par les encours d'assurance vie (+5,3%).

La contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe sous-jacent** du Groupe Crédit Agricole s'élève à **680 millions d'euros**, en forte hausse de **+26,6%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

A **3 413 millions d'euros**, le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse (+5,7%) par rapport au quatrième trimestre 2018. Cette progression s'explique par un effet marché favorable sur le portefeuille de placements et par une bonne tenue des commissions, permettant de compenser la pression sur les revenus d'intérêts.

Les charges d'exploitation sont en hausse de **+1,8%** par rapport au quatrième trimestre 2018, reflétant principalement la poursuite des investissements informatiques prévus dans le Plan à moyen terme du Groupe. Ainsi, le coefficient d'exploitation sous-jacent ressort à 66,7%, soit une baisse de 2,6 points de pourcentage.

Le coût du risque enregistre une baisse notable au quatrième trimestre 2019 à -155 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018 (-37,9%). Il représente 10 points de base rapporté aux encours²² (contre 14 points au quatrième trimestre 2018), et demeure à un niveau bas. Le taux d'encours douteux est en baisse à 1,87% (contre 2% à fin 2018) et le taux de couverture est toujours élevé à 99,1%.

²² Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

Sur l'année 2019, la contribution des Caisses Régionales **au résultat net part du Groupe sous-jacent** atteint **2 597 millions d'euros**, en hausse de **+8,1%**.

La performance des autres métiers du Groupe Crédit Agricole est détaillée dans la partie Crédit Agricole S.A. de ce communiqué.

Solidité financière

Sur le trimestre, le Groupe Crédit Agricole a maintenu un haut niveau de solidité financière, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) de 15,9%**, en hausse de **+0,4 point de pourcentage** par rapport à fin septembre 2019. Ce ratio présente un coussin substantiel, de 6,2 points de pourcentage, par rapport à l'exigence SREP pour le Groupe Crédit Agricole fixée par la BCE à 9,7% (y compris coussin contra-cyclique).

Le ratio MREL est estimé à 33% des actifs pondérés par les risques (emplois pondérés) au 31 décembre 2019. Il s'établit à 22,6% sans inclure de dette senior préférée éligible, en hausse de 120 points de base sur l'année. L'objectif du Plan à moyen terme du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des emplois pondérés. **Exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (Total Liabilities Own Funds – TLOF), le ratio MREL s'établit à 8,5% au 31 décembre 2019, hors dette senior préférée éligible.** Il est conforme à l'objectif du Plan à moyen terme de maintenir ce ratio au-dessus de 8% du TLOF, niveau qui permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique, sous réserve de la décision de l'Autorité de résolution.

Les exigences de ratio TLAC sont applicables depuis le 27 juin 2019, avec l'entrée en vigueur du règlement européen CRR2 (*Capital Requirement Regulation 2*). **Au 31 décembre 2019, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'établit à 22,6% des emplois pondérés et 7,6% de l'exposition en levier (Leverage Risk Exposure – LRE), sans inclure de dette senior préférée éligible.** Le ratio TLAC progresse de 40 points de base par rapport au 30 septembre 2019 grâce au renforcement du CET1 (gain fiscal lié à Emporiki) et à l'émission de dette senior non préférée Green en octobre. Sur un an, il progresse de 120 points de base. Les niveaux de ratios TLAC du groupe Crédit Agricole au 31 décembre 2019 restent bien supérieurs aux exigences CRR2/CRDV²³, de respectivement 2,9 points de pourcentage en emplois pondérés et 1,6 point de pourcentage en LRE.

Le **ratio de levier phasé** ressort à **5,7%**, à fin décembre 2019.

La situation de liquidité du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 331 milliards d'euros au 31 décembre 2019, fait apparaître un **excédent de ressources stables par rapport aux emplois stables de 126 milliards d'euros**, en augmentation de 8 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2019 et **en ligne avec l'objectif du Plan à moyen terme (supérieur à 100 milliards d'euros)**. L'excédent de ressources stables finance le portefeuille de titres HQLA (*High Quality Liquid Assets*) généré par l'exigence LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) des activités clientèle ou liées à la clientèle. Ces titres (108 milliards d'euros) couvrent plus de 5 fois l'endettement court terme net des dépôts banques centrales.

Les réserves de liquidité, incluant les plus-values et les décotes liées au portefeuille de titres, **s'élèvent à 298 milliards d'euros au 31 décembre 2019.** Le ratio LCR moyen sur douze mois s'élève à 128,8%²⁴ à fin décembre 2019, soit un niveau supérieur à l'objectif du Plan à moyen terme d'environ 110%.

Les **principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 38,4 milliards d'euros de dette à moyen long terme à fin décembre 2019**, dont 43% émis par Crédit Agricole S.A. Par ailleurs, 3,9 milliards d'euros ont également été placés dans les réseaux des Banques de proximité du Groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et d'autres réseaux externes ainsi qu'auprès d'organismes supranationaux à fin décembre 2019.

²³ Avec l'entrée en vigueur de CRR2, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences TLAC suivantes : 16% des emplois pondérés, auquel s'ajoute l'exigence globale de coussins d'après CRDV (dont 2,5% de coussin de conservation, 1% de coussin systémique et 0,20% de coussin contracyclique au 31 décembre 2019) ; et 6% de l'exposition en levier.

²⁴ Les numérateur et dénominateur du ratio s'élèvent respectivement à 223,2 Mds€ et 173,3 Mds€ pour le Groupe Crédit Agricole.

* *

*

Commentant ces résultats et l'activité du Groupe au quatrième trimestre 2019 et sur l'année 2019, Dominique Lefebvre, Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., a indiqué : « *En 2019, tous les métiers du Groupe ont poursuivi leur développement, en France comme à l'international. En cohérence avec notre Raison d'Être 'Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société', formulée à l'occasion de la présentation de notre Plan moyen à terme en juin, la satisfaction clients a progressé sur tous les segments. Nous avons intensifié notre relation avec nos clients, notamment dans le cadre de la démarche Trajectoires patrimoine, qui nous a permis de rencontrer 500 000 clients, et nous avons lancé des offres innovantes, comme EKO, LCL Essentiel, ou Je suis entrepreneur. Les 142 000 collaborateurs du Groupe sont engagés au service des clients. Je suis fier que le Groupe Crédit Agricole ait été classé premier des services financiers en France en matière de diversité par le Financial Times, et que nous intensifions notre engagement sociétal, aussi bien en matière de finance inclusive, avec l'émission de 3,7 Mds€ de social bonds par Crédit Agricole CIB, et la croissance de près de 26% des encours à impact social d'Amundi, qu'en matière de finance verte, avec la définition d'une stratégie climat ambitieuse, et des émissions cette année de green bonds et de green covered bonds* ».

Environnement économique et financier

Bilan de l'année 2019

Dans un climat de fortes incertitudes, la croissance a poursuivi son ralentissement, marqué par les piètres performances de l'investissement productif et du commerce mondial

En 2019, le cycle économique mondial a poursuivi son mouvement de lent ralentissement amorcé depuis le pic récent de 2017 (3,8%). La croissance mondiale se serait ainsi établie à 2,9% (après 3,6% en 2018), soit son rythme le plus modéré depuis le rebond postérieur à la crise financière mondiale de 2008/2009. Ce fléchissement résulte évidemment de tendances lourdes affectant, bien qu'inégalement, l'ensemble des pays et d'éléments propres à chaque économie ou à chaque secteur. Aux tendances générales amplifiant des ralentissements cycliques et structurels déjà à l'œuvre (grandes économies développées et Chine) se sont ajoutées les faiblesses propres à certains pays émergents majeurs (Brésil, Inde, Mexique, Russie). Certains secteurs industriels, tels l'industrie automobile, ont été pénalisés par des changements réglementaires (nouvelles normes d'émissions). Ces chocs spécifiques sont restés cantonnés et ont peu pénalisé les secteurs des services ou de la construction.

Au-delà des spécificités, les tensions commerciales sino-américaines (barrières commerciales effectives mais aussi inquiétudes quant aux secteurs et pays susceptibles de constituer de nouvelles cibles) et le climat d'incertitude ont nettement pesé sur les perspectives de demande, l'incitation à investir et, plus généralement, sur le climat des affaires. Dans un environnement économique plus « anxieux », le ralentissement le plus notable est enregistré par l'investissement productif alors que la consommation des ménages, globalement, résiste.

Les entreprises ont, en effet, révisé à la baisse leurs projets d'investissement et la consommation des ménages en biens durables s'est légèrement infléchie. Confrontées à une demande moins dynamique ou plus incertaine, les entreprises ont fini par ajuster leur production. Plus sensible à l'investissement et à la consommation de biens durables, le commerce mondial s'est encore essoufflé. Les échanges mondiaux de biens et services n'auraient ainsi crû que de 1,1% en 2019, après avoir progressé de 3,6% et de 5,7% en 2018 et 2017, respectivement. Ce fléchissement à près de 1% est également à rapprocher du rythme annuel moyen enregistré entre 2010 et 2018, proche de 5% (3,8% pour le PIB mondial). Cependant, des politiques monétaires très accommodantes et largement préventives (voir ci-après) et des conditions financières favorables ont permis d'amortir le ralentissement et, *in fine*, de contribuer à la résistance du marché du travail. Création d'emplois, augmentation progressive des salaires, inflation toujours contenue, gains de pouvoir d'achat ont soutenu la confiance et les dépenses des ménages.

Une tendance commune à la décélération mais des singularités nationales conditionnées par le degré d'exposition au commerce mondial et au secteur industriel

Aux États-Unis, l'année 2019 s'est achevée sur une croissance trimestrielle annualisée de 2,1%, soutenue par les exportations nettes (contraction des importations) alors que les dépenses de consommation ont ralenti, que les stocks ont pesé sur la croissance et que les investissements en capital fixe des entreprises se sont contractés pour le troisième trimestre consécutif. Sur l'ensemble de l'année, la croissance fléchit de 2,9% à 2,3% mais reste supérieure au rythme potentiel estimé proche de 2%. La demande intérieure en demeure le principal moteur, avec des contributions fortes de la consommation des ménages (1,8 point de pourcentage) et des dépenses publiques (0,4 point) mais en net retrait de l'investissement productif (0,2 point) et négative des échanges extérieurs (-0,2 point). Alors que l'économie est au plein-emploi (avec un taux de chômage à 3,5% fin 2019), l'inflation est restée modérée. L'indice de prédilection de la Réserve Fédérale (indice des prix PCE, *Personal Consumption Expenditures*) a augmenté de 1,4% au quatrième trimestre 2019 (variation trimestrielle annualisée), un rythme inférieur à l'objectif d'inflation de 2%. Après 2,1% en moyenne 2018, l'inflation (PCE) sur l'année atteint 1,4%.

En Chine, aux facteurs de fléchissement lent et naturel de la croissance (tertiarisation, vieillissement, montée de la propension à épargner, repli du rythme des créations d'emplois), sont venus se superposer les pertes d'emplois urbains et le conflit commercial avec les États-Unis. Le rythme de croissance s'est replié en fin d'année portant la croissance moyenne sur 2019 à 6,1%, son plus faible niveau depuis 1990. La consommation privée et publique fournit l'essentiel (60%) de l'expansion, alors que la contribution de l'investissement productif se replie

(1,9 point de pourcentage, sa contribution la plus faible depuis 2000) et que celle des échanges extérieurs reste positive (0,7 point).

Au Royaume-Uni, l'année 2019 a, indéniablement, été dominée par la saga du Brexit. Les interminables tractations parlementaires ont conduit à une impasse impliquant trois reports de la date du Brexit (initialement fixée au 31 mars 2019). En cause ? Les divisions importantes au sein du gouvernement minoritaire de Theresa May et l'impopularité de son « backstop » sur la frontière irlandaise. Après la tenue d'élections européennes au mois de mai, à l'occasion desquelles le parti conservateur a essuyé une lourde défaite, Theresa May a été contrainte de démissionner du poste de Premier ministre. Son successeur Boris Johnson a renégocié le « backstop » avec l'UE et a réussi à acculer le Labour à des élections générales anticipées mi-décembre. Ces élections se sont soldées par une victoire historique des Conservateurs face à un Labour défavorisé par une politique trop à gauche et anti-business.

Dans un contexte de ralentissement mondial, l'incertitude sur le Brexit a pesé sur la croissance britannique qui s'est aussi montrée plus volatile. Si, grâce à un marché du travail au plein-emploi, la consommation des ménages a résisté, l'investissement privé a particulièrement souffert et enregistré le pire taux de croissance des pays du G7. Sur l'ensemble de l'année 2019, la croissance devrait s'établir à 1,3% en moyenne annuelle, le même chiffre qu'en 2018, grâce à un effet d'acquis favorable « boosté » par un important mouvement de stockage en amont de la première date de sortie du 31 mars 2019.

En zone euro, en 2019, la croissance a tout d'abord déçu puis rassuré. Déçu car le rebond attendu au premier semestre après la récession manufacturière de la fin 2018 n'a pas eu lieu. Rassuré car, à défaut de rebondir, l'activité s'est néanmoins stabilisée au deuxième semestre évitant une spirale « récessionniste ». La résilience de la demande intérieure, consommation privée mais aussi investissement, a limité la contagion de l'industrie au secteur des services. Les créations d'emplois ont certes ralenti mais ont encore permis une baisse du taux de chômage (7,4% fin 2019 après 7,8% fin 2018). L'action préventive de la BCE a été efficace : elle a permis de maintenir des conditions de financement favorables, de limiter l'appréciation de l'euro et, finalement, de soutenir la confiance. L'impulsion budgétaire a été moins significative, mais plus importante que par le passé dans les pays disposant de marges de manœuvre. En-deçà de son rythme potentiel (estimé à 1,3%) et toujours incapable de ranimer l'inflation encore bien inférieure à la cible de la BCE (1,2% et 1% pour, respectivement, l'inflation totale et l'inflation core), la croissance du PIB aurait atteint 1,1% (après 1,9% en 2018) : un résultat global recouvrant d'importantes disparités entre pays selon, notamment, leur degré d'exposition au commerce mondial et à l'industrie. Aux performances décevantes de l'Allemagne (0,6%) et de l'Italie (0,2%), plus industrielles et ouvertes, s'oppose ainsi la croissance encore correcte enregistrée par la France (1,2%).

Après 1,7% en 2018, la croissance française a en effet atteint 1,2% grâce à une demande intérieure restée robuste. La consommation des ménages s'est accélérée (+1,2% en 2019 contre 0,9% en 2018), soutenue par les mesures fiscales de soutien au pouvoir d'achat annoncées suite au mouvement des gilets jaunes et au Grand Débat National du printemps. La faible inflation ainsi que des créations d'emplois très dynamiques ont également participé au dynamisme des gains de pouvoir d'achat (+2,1% sur l'année). Le taux de chômage a ainsi diminué passant de 8,7% en moyenne en 2018 à 8,3% en moyenne en 2019. L'investissement des sociétés non financières est également resté très dynamique et a même accéléré, progressant de 4,1% sur l'année. Les sociétés ont ainsi bénéficié d'un environnement de taux bas mais également d'effets temporaires tels que la bascule du CICE en baisse de charges qui a boosté les profits et soutenu l'investissement (et les créations d'emplois). Après une contribution exceptionnellement positive à la croissance en 2018, le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance en 2019. En effet, alors que le dynamisme de la demande intérieure a soutenu les importations, les exportations ont subi les incertitudes internationales et la crise du secteur manufacturier, en particulier en Europe.

La mise en œuvre de politiques monétaires accommodantes propices à une baisse des taux d'intérêt a permis d'amortir le ralentissement économique tout en permettant aux marchés d'actions d'afficher de belles performances

Dans un contexte d'inflation faible, les banques centrales ont réagi de manière agressive et largement préventive au repli de l'activité. Les principales banques centrales des pays avancés (dont la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, BCE) mais aussi celles des grands marchés émergents ont baissé leurs taux d'intérêt directeurs.

La Réserve Fédérale a procédé à trois baisses préventives du taux des Fed Funds de juillet à octobre (- 75 points de base – pb – portant le taux à 1,75%). En septembre, à la suite d'une révision à la baisse des prévisions de croissance assorties d'un aléa baissier en raison d'un degré élevé d'incertitude, d'une inflation « dangereusement » basse et d'un décrochage des anticipations de marchés, la BCE a de nouveau mobilisé tous ses outils d'assouplissement monétaire : Forward Guidance (les taux qui vont rester à leur niveau actuel voire à des niveaux inférieurs tant que l'inflation ne convergera pas « fermement » vers sa cible), baisse du taux de dépôt à -0,5%, introduction d'un système par palier (tiering) pour soulager les banques. La BCE a également réactivé son programme d'achats d'obligations (Quantitative Easing) au rythme mensuel de 20 milliards d'euros à partir du 1er novembre pour une durée indéterminée et assoupli les conditions des TLTRO III.

Outre l'accommodation monétaire, l'année 2019 s'est conclue sur l'espoir d'un accord commercial entre les États-Unis et la Chine se traduisant par une envolée des marchés boursiers aux dépens des actifs les plus sûrs. Les taux des titres d'État américains et allemands à 10 ans se sont brutalement tendus pour terminer l'année à 1,90% et -0,20% alors que les actions profitaient évidemment de l'enthousiasme ambiant. La progression annuelle des marchés les plus représentatifs atteint près de 15% (MSCI, marchés émergents) et culmine à 29% (S&P 500).

Aussi abruptes qu'aient été les remontées des taux américains et allemands fin 2019, leurs baisses respectives n'en ont pas moins atteint près de 75 et 40 points de base sur l'année écoulée du fait de politiques monétaires préventivement très accommodantes mais qui ne parviennent pas à réactiver l'inflation : la croissance sera restée décente voire soutenue pour une inflation faible. La politique de la BCE aura échoué à faire accélérer l'inflation, remonter les taux d'intérêt et la pente de la courbe. Le succès est en revanche manifeste s'il peut être jugé à l'aune du resserrement des primes de risque des pays dits « périphériques » dont l'Espagne et l'Italie fournissent de belles illustrations. Leurs spreads contre Bund se sont contractés de, respectivement, 50 et 90 pb à 65 et 160 pb alors que la prime française (à 30 pb fin 2019) s'est repliée de 15 pb.

Tendances récentes et perspectives 2020

Rien ne suggère actuellement une chute imminente de la croissance ; mais un climat toujours anxiogène et un investissement productif déjà en repli concourent à son fléchissement.

Première source d'incertitudes, le conflit commercial sino-américain semble n'être plus voué à une escalade inexorable à brève échéance, grâce à la signature de l'accord dit de « phase 1 ». L'accord entre les États-Unis et la Chine couvre de nombreux sujets : commerce de biens et notamment de produits agricoles et agro-alimentaires²⁵, propriété intellectuelle, transferts de technologie, services financiers, fin de la « manipulation » du taux de change, instance de résolution des conflits. Tout en étant ambitieux (les importations supplémentaires auxquelles s'est engagée la Chine sont substantielles), cet accord ne couvre évidemment pas les questions des subventions chinoises et, plus largement, du capitalisme parrainé par l'État chinois. S'il permet d'espérer une pause dans la guerre tarifaire, il n'immunise pas contre un déplacement des tensions sur d'autres sujets délicats et ne préjuge en rien d'une pacification durable des relations sino-américaines.

Par ailleurs, à l'issue de leur sortie de l'Union Européenne le 31 janvier, les Britanniques souhaitent voir définis les détails du futur partenariat avec l'Union Européenne (dont un accord de libre-échange) d'ici la fin de l'année 2020. Soumettre les négociations à un calendrier aussi ambitieux va générer des doutes sur la qualité de la relation à venir. Le risque d'un « Brexit sans accord commercial » va se substituer à celui d'un « Brexit sans accord ». Enfin, l'épidémie de Coronavirus et son impact sur la croissance chinoise (baisse de la demande interne) et mondiale (repli de la demande chinoise, flux touristiques, perturbation des chaînes de valeur) constituent désormais une source d'inquiétude majeure.

Les tensions politiques, géopolitiques et l'incertitude peuvent donc temporairement s'apaiser, mais n'ont pas vocation à disparaître durablement et continueront de peser sur le comportement d'investissement.

Certains signes préliminaires semblent indiquer que le recul du secteur manufacturier mais aussi du commerce mondial pourrait avoir atteint son point le plus bas. S'expliquant notamment par une amélioration dans le secteur de l'automobile, ce constat encourageant a néanmoins été dressé avant que l'épidémie de coronavirus n'isole la Chine pour une durée encore inconnue. Quant au secteur des services, il poursuit son expansion grâce à la bonne tenue des dépenses de consommation dopées par une croissance encore soutenue des salaires. Enfin, si l'investissement productif a fait preuve de résilience, son mouvement de repli se dessine. Justifié par l'incertitude sur la demande future, largement issue des inquiétudes relatives au commerce mondial, le repli est à la fois étrangement « prématuré » et encore contenu. Prématuré en ce qu'il n'intervient pas à la suite d'une dégénérescence classique du cycle, contenu en ce qu'il n'est pas encore généralisé et violent. Outre les États-Unis, la zone euro, fragmentée selon le degré d'exposition des pays au commerce mondial et au secteur manufacturier, fournit une bonne illustration. Après plusieurs années d'investissement faible, les entreprises se préparent à affronter le ralentissement sans capacités excédentaires, dont témoigne un taux d'utilisation des capacités en repli mais encore élevé, et semblent attentistes, ne répondant à l'érosion de leurs marges ni par un arrêt brutal de leurs dépenses en capital, ni par une réduction drastique de l'emploi.

Ce n'est pas sur l'investissement productif, ni sur le commerce mondial plus sensible à la croissance de l'investissement qu'à celle de la consommation, qu'il faudra compter pour soutenir la croissance : celle-ci reposera clairement sur les ménages.

Le marché du travail poursuit son ajustement à des rythmes divers et le recul des créations d'emplois ne se traduit pas encore par une remontée sensible du taux de chômage. La consommation devrait, en outre, être dopée par des salaires en légère progression et des gains de pouvoir d'achat entretenus par une inflation toujours très modérée. L'inflation sous-jacente restera faible, alors que, sans un sursaut de la demande de pétrole ou une

²⁵ Les États-Unis ont décidé de renoncer à une taxe supplémentaire (essentiellement sur des biens de consommation grand public) et de réduire de moitié les droits de douane (de 15%) imposés en septembre sur 120 milliards de dollars d'importations en provenance de Chine. Le reste des droits déjà appliqués (25% sur 250 milliards de dollars) ne baisse pas. Environ 65% des importations américaines en provenance de Chine restent taxés. Pour rappel, en 2018, les importations américaines de biens et de services chinois ont atteint, respectivement, 540 et 18 milliards de dollars. Pour sa part, la Chine s'est notamment engagée à importer des États-Unis 200 milliards de dollars de biens et services supplémentaires en 2020-2021 par rapport à 2017, année au cours de laquelle les exportations américaines de biens et services vers la Chine avaient atteint 190 milliards de dollars.

extension de l'accord OPEP+ visant à réduire la production, les prix du pétrole risquent de pâtir d'un excès d'offre. Sans regain de tensions au Moyen-Orient et sans action militaire significative frappant une installation pétrolière, les prix pourraient se retrouver confinés sous les 60 dollars dès le second semestre 2020.

Si la consommation des ménages permet d'espérer un ralentissement et non un effondrement de la croissance, l'équilibre entre emploi, salaires et marges des entreprises est néanmoins délicat. Dans un climat incertain, confrontées à un ralentissement des gains de productivité et à une érosion de leurs marges, les entreprises pourront-elles résister longtemps à un ajustement sévère de leurs coûts se traduisant par une réduction de l'emploi ? Si les entreprises ne procèdent pas à cet ajustement douloureux pour la croissance, les marchés actions pourraient bien entreprendre une révision à la baisse de leurs perspectives de profits.

Notre scénario retient un fléchissement de la croissance américaine vers 1,6%. Suscité par le reflux déjà bien amorcé de l'investissement et privé du soutien des dépenses publiques, ce repli (sous le taux potentiel) serait accompagné d'une inflation toujours modeste (1,9% en décembre 2020, en variation sur un an). En zone euro, dans laquelle, en ce tout début d'année, les indices de confiance se redressent et signalent une activité soutenue dans les services et la construction alors que le secteur industriel semble frémir, notre scénario table sur une croissance proche de 1,1% couplée à une inflation (1,1% en fin d'année) toujours bien inférieure à sa cible. Enfin, la croissance chinoise a été légèrement revue à la baisse pour ne plus atteindre que 5,7% en 2020 : une érosion limitée grâce à la mise en œuvre de soutiens budgétaire et monétaire offensifs.

Alors que les grandes Banques centrales ont entrepris des revues stratégiques de leurs politiques respectives, la tentation de l'assouplissement monétaire restera donc puissante.

Après avoir réagi très rapidement et très en amont du ralentissement, puis avoir opté pour le « mode pause », la Réserve Fédérale devrait finir par succomber à la tentation de l'assouplissement : notre scénario retient l'hypothèse d'une nouvelle baisse du taux des Fed Funds préventive et limitée à 25 points de base en 2020. La BCE n'y résistera pas : aucune hausse de taux (voire une baisse du taux de dépôt de 10 points de base, intégrée dans nos prévisions en 2020), extension du *Quantitative Easing* avec une augmentation de la limite de détention d'un titre de 33% à 50%, *forward guidance*. La Banque d'Angleterre y cédera également. Seule la Banque du Japon, qui connaît les dommages collatéraux des excès, ne serait pas tentée.

Tout concourt, de nouveau, au maintien de taux longs « core » faibles : matérialisation des ralentissements économiques, inflations indolores, politiques monétaires accommodantes, climat empreint de risques avérés ou latents. Notre scénario retient des taux longs (10 ans) souverains à 1,75% et -0,45% en décembre 2020 pour, respectivement, les États-Unis et l'Allemagne. Ce ne sera pas pour déplaire aux primes de risques des marchés obligataires « périphériques » et aux marchés actions : de leur résistance dépendent l'effet de richesse et la consommation des ménages, ingrédient essentiel d'un scénario de ralentissement et non d'effondrement de la croissance.

Crédit Agricole S.A.

Résultats consolidés

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe publié atteint 1 661 millions d'euros contre 1 008 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2018, soit une hausse de +64,9%.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont eu un **effet positif de +343 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe. Ils comprennent la décision favorable du Conseil d'Etat sur le litige du traitement fiscal des titres Emporiki pour +1 038 millions d'euros, les coûts d'intégration et d'acquisition par CACEIS de Santander et Kas Bank (respectivement -15 millions d'euros en frais généraux/-11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et -6 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs/-5 millions d'euros en résultat net part du Groupe), un déclassement d'actifs en cours de cession pour -46 millions d'euros en résultat sur activités en cours de cession. L'acquisition de Kas Bank par CACEIS a généré un *badwill* pour +22 millions d'euros et l'écart d'acquisition de LCL a été partiellement déprécié pour -611 millions d'euros. A cela s'ajoutent les éléments de volatilité comptable récurrents avec un effet net négatif limité, de -44 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du *spread* émetteur du Groupe), auxquels s'ajoute la partie de la *FVA-Funding Value Adjustment* relative à la variation de *spread* émetteur, qui n'est pas couverte, pour -4 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -11 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -29 millions d'euros. Au quatrième trimestre 2018, les éléments spécifiques avaient eu un **effet net limité, négatif de -59 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe**, et ils comprenaient notamment l'amende notifiée par l'autorité de la concurrence italienne (AGCM) à FCA Bank pour -67 millions d'euros. Les autres éléments étaient moins significatifs : les coûts d'intégration de Pioneer chez Amundi pour -27 millions d'euros (-14 en résultat net part du Groupe), les coûts d'intégration des trois banques italiennes pour -6 millions d'euros (-11 en résultat net part du Groupe), et en contrepartie le solde net de +28 millions d'euros en résultat net part du Groupe des éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du *spread* émetteur du Groupe) pour +11 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour +12 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +5 millions d'euros.

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2019 atteint **1 318 millions d'euros**, en hausse de **+23,5%** par rapport au quatrième trimestre 2018 à 1 067 millions d'euros. Cette forte hausse est notamment expliquée par le pôle Grandes clientèles et Gestion de l'épargne et assurances. Le premier enregistre ce trimestre une très bonne performance tirée par la banque de marché. Sa contribution est en forte hausse malgré l'inversion du coût du risque sur le pôle et l'intégration des nouveaux partenariats en services financiers aux institutionnels. Le pôle Gestion de l'épargne et assurances réalise un trimestre à un haut niveau, illustré par une contribution solide de l'assurance et une profitabilité élevée pour la gestion d'actifs. Dans le pôle Banque de proximité, le résultat brut d'exploitation augmente nettement, et le coût du risque poursuit sa baisse chez CA Italia. Le pôle Services financiers spécialisés affiche une résistance de son résultat brut d'exploitation grâce à une bonne maîtrise des coûts.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 0,42 euro par action**, en hausse de **+28,1%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Table 5. Crédit Agricole S.A. - Résultats publiés et sous-jacents, T4-19 et T4-18

En m€	T4-19 publié	T4-18 publié	Δ T4/T4 publié	T4-19 sous-jacent	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	5 119	4 853	+5,5%	5 184	4 814	+7,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 260)	(3 213)	+1,5%	(3 244)	(3 175)	+2,2%
FRU	(0)	-	ns	(0)	-	ns
Résultat brut d'exploitation	1 859	1 641	+13,3%	1 940	1 640	+18,3%
Coût du risque de crédit	(340)	(246)	+38,0%	(340)	(246)	+38,0%
Coût du risque juridique	-	(75)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	76	7	x 10,3	76	74	+2,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	14	56	(74,7%)	20	56	(63,7%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(589)	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	1 021	1 383	(26,2%)	1 697	1 450	+17,1%
Impôt	847	(222)	ns	(219)	(221)	(1,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(0)	ns	(0)	(0)	ns
Résultat net	1 821	1 161	+56,8%	1 479	1 229	+20,3%
Intérêts minoritaires	(160)	(154)	+4,0%	(161)	(162)	(0,6%)
Résultat net part du Groupe	1 661	1 008	+64,9%	1 318	1 067	+23,5%
Bénéfice par action (€)	0,54	0,31	+75,5%	0,42	0,33	+28,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,7%	66,2%	-2,5 pp	62,6%	65,9%	-3,4 pp

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en nette hausse **(+7,7%)** par rapport au quatrième trimestre 2018, à 5 184 millions d'euros. Hors pôle Activité hors métiers, les revenus des pôles métiers enregistrent une hausse de +8,4%, reflétant une activité commerciale dynamique sur la période, notamment au sein du pôle Grandes clientèles (+20,7%), avec un dynamisme commercial sur l'ensemble des activités dans des conditions de marché devenues plus favorables au cours de l'année, du pôle Gestion de l'épargne et assurances (+10,4%) avec une collecte record pour Amundi et un dynamisme des encours UC ainsi qu'une performance supérieure au marché français en assurances dommages, du pôle Banque de proximité (+2%) avec la poursuite de la conquête et de la croissance de l'activité, que ce soit en France ou à l'international, et une marge nette d'intérêts qui résiste grâce à l'effet volume, en dépit d'un environnement de taux d'intérêts bas. Le pôle Services financiers spécialisés connaît pour sa part une évolution contrastée de ses revenus entre l'affacturage et le crédit bail, qui enregistrent une activité très dynamique, et le crédit à la consommation qui évolue dans un contexte de forte pression concurrentielle. Le développement commercial de ses joint ventures automobiles génère un résultat mis en équivalence, par conséquent non intégré dans les revenus sous-jacents.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes enregistrent une hausse modérée de **+2,2%** par rapport au quatrième trimestre 2018, et demeurent **maîtrisées**. En conséquence, l'effet de ciseaux est donc très significativement positif au quatrième trimestre et s'élève à +5,5 points de pourcentage. Le coefficient d'exploitation sous-jacent est en amélioration de 3,4 points de pourcentage sur la période, à 62,6%.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent** retrouve un niveau normal à **340 millions d'euros, en hausse de +38%** par rapport au quatrième trimestre 2018, principalement du fait d'une inversion du coût du risque dans le pôle Grandes clientèles (dotations de -55 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 après des reprises nettes de provisions pour +26 millions d'euros sur la même période en 2018). En conséquence, le coût du risque de crédit sur encours²⁶ ressort à 32 points de base contre 23 points de base au quatrième trimestre 2018.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence** sous-jacente est en **hausse de +2,6%**, à **76 millions d'euros** au quatrième trimestre 2019.

La **charge d'impôt sous-jacente** est en **légère baisse de -1%** par rapport au quatrième trimestre 2018 à 219 millions d'euros, alors que le **résultat avant impôt sous-jacent augmente de +17,1%**. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à **13,5%**, un niveau bas, en baisse de -2,6 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018, conséquence notamment de dossiers favorables chez CACIB. La charge d'impôt sous-jacente est donc en baisse de -1,0% à -219 millions d'euros. Le taux d'impôt est toujours peu représentatif en trimestriel, à fin 2019, il s'établit à 24,4% (vs 23,8% en 2018).

²⁶ Moyenne sur les 4 derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

Ainsi, **le résultat net avant minoritaires sous-jacent est en hausse de +20,3%** par rapport au quatrième trimestre 2018. Les intérêts minoritaires sont stables à -0,6%/-1 million d'euros.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse de **+23,5%** à **1 318 millions d'euros**.

Sur l'ensemble de l'année 2019, le résultat net part du Groupe publié est de 4 844 millions d'euros, contre 4 400 millions d'euros sur l'année 2018, soit une hausse de **+10,1%**.

Les **éléments spécifiques de l'année 2019** ont eu un effet +262 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié. S'ajoutant aux éléments du quatrième trimestre déjà mentionnés *supra*, les éléments des neuf premiers mois 2019 avaient eu un **effet net limité, négatif de -81 millions d'euros, sur le résultat net part du Groupe** ; ils comprenaient uniquement les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, soit les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du spread émetteur du Groupe), auxquels s'ajoute la partie de la *FVA-Funding Value Adjustment* relative à la variation de spread émetteur, qui n'est pas couverte, pour -11 millions d'euros, la couverture de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -20 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -50 millions d'euros. Les **éléments spécifiques pour l'année 2018** avaient eu un effet négatif limité de **-5 millions d'euros** sur le résultat net part du Groupe publié. Par rapport à ceux du quatrième trimestre 2018 déjà mentionnés *supra*, ils ont eu un impact de +56 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2018, soit l'ajustement du montant du badwill constaté lors de l'acquisition des trois caisses d'épargne italiennes à hauteur de +66 millions d'euros, les frais d'intégration de Pioneer à hauteur de -14 millions d'euros (-30 millions avant impôts et intérêts minoritaires), ceux des trois banques italiennes à hauteur de +5 millions d'euros (+9 millions avant impôts et intérêts minoritaires), l'amendu BCE pour -5 millions d'euros ainsi que des éléments spécifiques récurrents, à savoir le DVA pour +5 millions d'euros (+8 millions d'euros avant impôt), les couvertures de portefeuilles de prêts en Grandes clientèles pour +4 millions d'euros (+6 millions d'euros avant impôt), ainsi que les variations de provisions épargne logement pour -7 millions d'euros (-11 millions d'euros avant impôt).

Hors ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse de **+4,0%** par rapport à celui de l'année 2018, à **4 582 millions d'euros**. Tous les pôles métiers contribuent à la croissance annuelle du résultat. L'évolution de la contribution du pôle Activité hors métiers est pénalisée par un premier semestre 2018 élevé, en raison de la volatilité de certains éléments enregistrés dans ce pôle. Ainsi, le résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers (hors AHM) est en hausse sur 2019 (+5,0%). Le taux d'impôt effectif sous-jacent a en outre augmenté de +0,6 point de pourcentage sur la période à 24,4%, en lien notamment avec de moindres externalisations de plus-values chez Crédit Agricole Assurances, alors que le résultat avant impôt sous-jacent affiche une hausse de +3,8% sur l'année. Enfin, l'année 2019 matérialise également un retour à la normalisation du coût du risque en banque de financement après une année 2018 en reprise nette.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,39 euro par action sur 2019**, stable (**+0,1%**) par rapport à 2018. En excluant l'effet change sur les coupons AT1 du troisième trimestre 2019, la progression atteint +2,9%.

Le **RoTE²⁷** (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) sous-jacent atteint **11,9% sur 2019**, en ligne avec les engagements de notre nouveau plan moyen terme 2022 (>11% en 2022).

²⁷ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers en p. 86.

Table 6. Crédit Agricole S.A. - Résultats publiés et sous-jacents, 2019 et 2018

En m€	2019 publié	2018 publié	Δ 2019/2018 publié	2019 sous-jacent	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	20 153	19 736	+2,1%	20 339	19 694	+3,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(12 421)	(12 286)	+1,1%	(12 405)	(12 227)	+1,5%
FRU	(340)	(302)	+12,5%	(340)	(302)	+12,5%
Résultat brut d'exploitation	7 392	7 147	+3,4%	7 594	7 165	+6,0%
Coût du risque de crédit	(1 256)	(1 002)	+25,5%	(1 256)	(1 002)	+25,5%
Coût du risque juridique	-	(80)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	352	256	+37,6%	352	323	+9,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	54	89	(39,5%)	60	89	(32,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(589)	86	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	5 952	6 496	(8,4%)	6 749	6 500	+3,8%
Impôt	(456)	(1 466)	(68,9%)	(1 559)	(1 471)	+6,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(38)	(3)	ns	8	(3)	ns
Résultat net	5 458	5 027	+8,6%	5 198	5 026	+3,4%
Intérêts minoritaires	(614)	(627)	(2,1%)	(616)	(620)	(0,7%)
Résultat net part du Groupe	4 844	4 400	+10,1%	4 582	4 405	+4,0%
Résultat net part du Groupe par action (€)	1,48	1,39	+6,9%	1,39	1,39	+0,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,6%	62,3%	-0,6 pp	61,0%	62,1%	-1,1 pp

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en hausse de **+3,3%** par rapport à l'année 2018, à 20 339 millions d'euros. Hors le pôle Activités hors métiers, la croissance des pôles métiers est plus marquée et s'établit à +3,5%. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances affiche une croissance des revenus de +5,2%, les pôles Grandes clientèles et Banques de proximité affichent des croissances respectivement de +6,5% et +1,9%. Le pôle Services financiers spécialisés, qui réalise une partie de son activité sous forme de joint ventures, générant leur résultat dans la ligne Sociétés mises en équivalence et non en revenus, voit pour sa part son produit net bancaire se rétracter de -1,9%.

Les charges d'exploitation sous-jacentes restent bien maîtrisées, en hausse de +1,5% à 12 405 millions d'euros hors contribution au Fonds de résolution unique. **L'effet de ciseaux est positif sur l'année et s'élève à 1,8 point de pourcentage.** Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU est bien orienté puisqu'il s'affiche en amélioration de 1,1 point de pourcentage à 61,0%.

Le **coût du risque de crédit sous-jacent est en hausse de +25,5%** à 1 256 millions d'euros contre 1 002 millions d'euros à fin 2018, résultat d'un retour à la normale du niveau du coût du risque en banque de financement et d'investissement. Au global, il reste à un niveau toujours bas (32 points de base sur encours à fin décembre 2019) et bien inférieur à l'hypothèse de 40 points de base définie dans le plan moyen terme. Le taux de créances douteuses reste également à un niveau très bas à **3,2%** et le taux de couverture (y compris provisions collectives) atteint **70,1%** à fin décembre 2019.

La **quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence sous-jacente** affiche une hausse de **+9,0%** sur l'année 2019, grâce notamment aux bonnes performances des partenariats automobiles en Crédit à la consommation.

Le **résultat sous-jacent avant impôt** est en hausse (**+3,8%**) à 6 749 millions d'euros. La charge d'impôt sous-jacente s'établit à 1 559 millions d'euros sur l'année 2019, soit +6,0% par rapport à 2018. Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** (hors contribution des sociétés mises en équivalence, ayant déjà supporté l'impôt) est en hausse à 24,4% à fin décembre 2019 contre 23,8% à fin décembre 2018.

Ces évolutions se combinent pour porter la hausse du résultat net sous-jacent avant minoritaires à +3,4% par rapport à 2018. Les **intérêts minoritaires** sont stables (-0,7%).

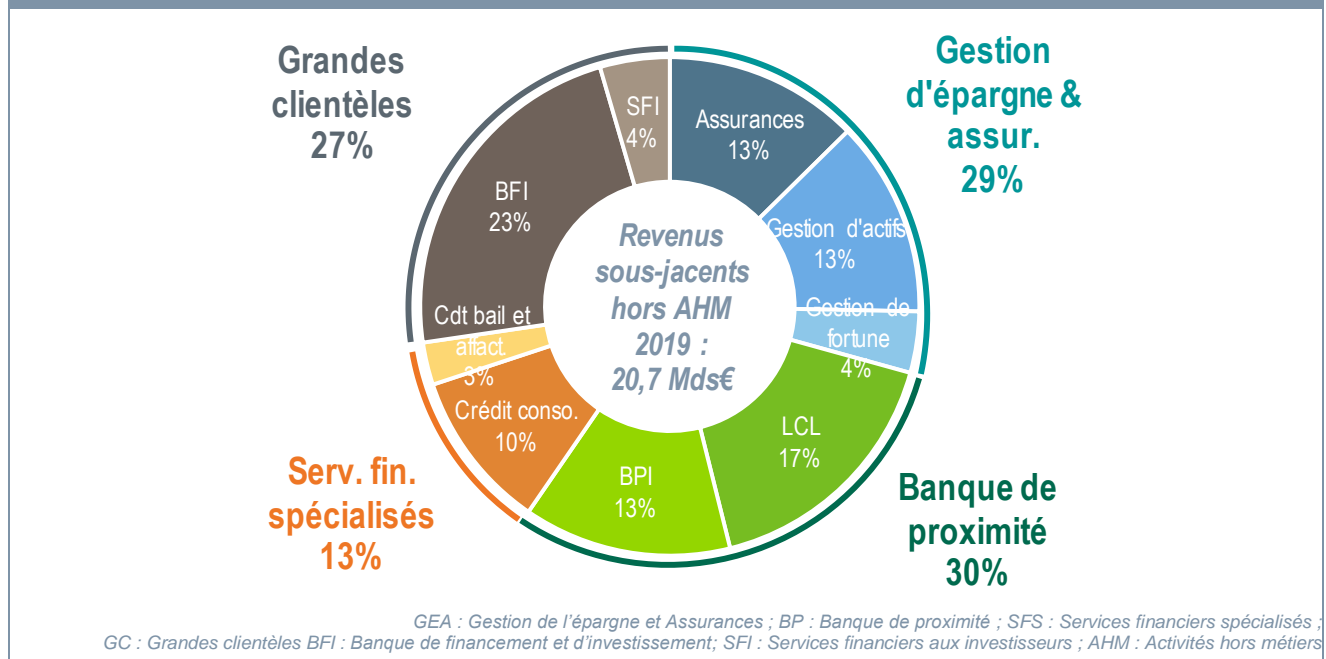
Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** progresse de **+4,0%** à 4 582 millions d'euros.

Résultat par métier – Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole S.A. bénéficie de son modèle économique de Banque universelle de proximité, stable, diversifié et rentable, qui offre un faible profil de risque, gage d'une grande récurrence de résultat.

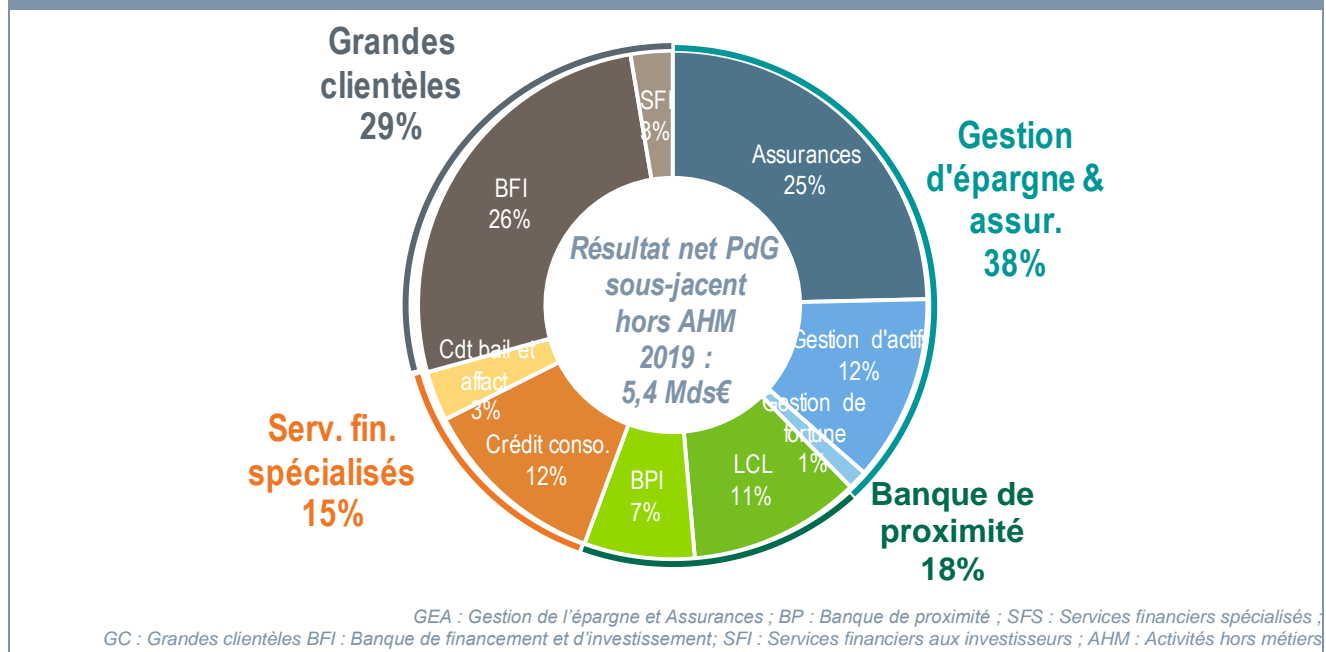
Sur l'année les décompositions du produit net bancaire et du résultat net part du Groupe sous-jacents hors AHM (Activités hors métiers) sont les suivantes :

Table 7. Crédit Agricole S.A. - Produit net bancaire sous-jacent, hors AHM, 2019



Produit net bancaire sous-jacent hors AHM sur 2019 : 20 746 millions d'euros, +3,5% par rapport à 20 036 millions d'euros sur 2018

Table 8. Crédit Agricole S.A. - Résultat net part du Groupe sous-jacent, hors AHM, 2019



Résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM en 2019 : 5395 millions d'euros, +5% par rapport à 5137 millions d'euros en 2018

Aucun métier ne représente plus de 25% du résultat net part du Groupe sous-jacent hors AHM, et aucun pôle ne dépasse 40%. Le premier contributeur est Gestion de l'épargne et Assurances (GEA), avec 38%, un pôle regroupant des métiers à forte dynamique commerciale et dont la croissance organique demande peu de capital.

Les sections suivantes analysent l'activité et les résultats de chaque pôle et métier de Crédit Agricole S.A.

Gestion de l'épargne et Assurances (GEA)

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend les Assurances (Crédit Agricole Assurances), la Gestion d'actifs (Amundi) et la Gestion de fortune (Indosuez Wealth Management).

Table 9. Gestion de l'épargne & assurances (GEA) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	1 623	1 623	+10,4%	6 078	6 078	+5,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(746)	(746)	+7,0%	(2 896)	(2 896)	+4,3%
FRU	-	-	ns	(7)	(7)	x 2,2
Résultat brut d'exploitation	877	877	+13,4%	3 174	3 174	+5,9%
Coût du risque	(5)	(5)	(76,5%)	(19)	(19)	+13,9%
Sociétés mises en équivalence	14	14	+37,2%	46	46	(2,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	11	11	ns	32	32	ns
Résultat avant impôt	896	896	+17,9%	3 233	3 233	+6,9%
Impôt	(224)	(224)	+23,3%	(881)	(881)	+11,7%
Résultat net part du Groupe	583	583	+13,8%	2 034	2 034	+5,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	46,0%	46,0%	-1,4 pp	47,7%	47,7%	-0,4 pp

Activité du pôle

Sur le quatrième trimestre 2019, la hausse des encours atteint 92,6 milliards d'euros, en hausse de +4,5%. En détail, la collecte nette atteint 75,6 milliards d'euros, complétée d'un effet marché et change positif de 17,0 milliards d'euros.

Au 31 décembre 2019, les encours gérés du pôle atteignent 2 141 milliards d'euros, en hausse de +13,9% sur un an. La collecte nette atteint 117,9 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2019, sous l'effet d'une collecte record en gestion d'actif et d'un bon niveau de collecte en assurance.

Sur l'ensemble de l'année 2019, le retournement des marchés a contribué très favorablement à l'évolution des encours gérés (effet marché et change à +143,8 milliards d'euros sur la période, dont +120,5 milliards d'euros pour Amundi).

Les encours hors double compte s'élèvent à 1 794,8 milliards d'euros au 31 décembre 2019, en progression de +13,1% par rapport au 31 décembre 2018.

Table 10. Gestion de l'épargne et Assurances - encours gérés hors double comptes

En Mds€	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Gestion d'actifs – Amundi	1 426,2	1 452,4	1 466,4	1 475,2	1 425,1	1 476,5	1 486,8	1 562,9	1 653,4	+16,0%
Epargne/retraite	278,6	280,3	282,6	285,6	285,2	292,3	297,3	301,3	304,2	+6,6%
Gestion de fortune	162,8	162,3	171,8	173,6	168,9	177,0	180,0	184,2	183,4	+8,6%
Encours gérés - Total	1 867,6	1 895,0	1 920,8	1 934,5	1 879,2	1 945,8	1 964,1	2 048,4	2 141,0	+13,9%
Encours gérés hors double compte	1 591,9	1 602,7	1 626,9	1 640,4	1 587,4	1 641,9	1 652,6	1 727,8	1 794,7	+13,1%

Résultats

Au **quatrième trimestre 2019**, la contribution du pôle au résultat net part du Groupe sous-jacent est en hausse de **+13,8%** et s'élève à 583 millions d'euros.

Au sein du pôle, le métier **Assurances** enregistre une nouvelle hausse du résultat net part du Groupe de **+4,2%** en vision sous-jacente, avec un résultat brut d'exploitation en hausse de +4,5%. Les revenus augmentent de +6,5% et les charges d'exploitation de +12,3% en raison d'un effet de base au quatrième trimestre 2018 et de l'accélération ponctuelle des investissements effectués pour le développement de l'activité notamment à l'international ; la contribution du métier de **Gestion d'actifs** est en nette hausse, de **+26,8%**, avec une forte hausse du résultat brut d'exploitation de +25,5% (des revenus en hausse de +17,1% et des charges hors FRU de +10,4%), et une forte contribution des sociétés mises en équivalences (+37,3%) ainsi qu'une hausse des impôts (+42,4%) ; la **Gestion de fortune** affiche une multiplication par **5,4** de sa contribution sur la même période, par rapport à un quatrième trimestre 2018 qui avait été particulièrement bas. Le métier a bénéficié ce trimestre de l'embellie des marchés et du retour des investisseurs, et les charges sont en baisse de -3,5%, du fait du plan d'économies.

Sur l'ensemble de l'année 2019, la contribution du pôle au résultat net part du Groupe sous-jacent est en hausse de +5,0% par rapport à la même période en 2018 et s'établit à 2 034 millions d'euros.

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurance contribue à hauteur de **38% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'ensemble de l'année 2019 et de **29% aux revenus sous-jacents hors AHM**.

Au 31 décembre 2019, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à **8,9 milliards d'euros** dont 1,0 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs, 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune et 7,3 milliards d'euros sur les Assurances. Quant aux **emplois pondérés**, ceux alloués au pôle sont de **31,1 milliards d'euros** dont 10,4 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs, 5,1 milliards d'euros sur la Gestion de fortune et 15,6 milliards d'euros sur les Assurances.

Ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 34 milliards d'euros d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -50 millions d'euros par trimestre sur son résultat net part du Groupe (soit environ -75 millions d'euros par trimestre enregistrés en produit net bancaire). Ces impacts s'entendent avant le débouclage partiel de 35% annoncé pour le 1^{er} trimestre 2020.

Assurances (CA Assurances)

Le métier des Assurances reflète les résultats de la filiale à 100% de Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances, qui couvre l'ensemble des métiers de l'assurance : épargne/retraite, prévoyance/emprunteur/assurances collectives, dommages.

Aucun élément spécifique n'étant compris dans les comptes du quatrième trimestre 2019 et 2018, ni dans ceux de 2019 et 2018, le résultat sous-jacent du métier Assurances est égal au résultat publié pour ces deux périodes.

Table 11. Assurances - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	711	711	+6,5%	2 617	2 617	+6,8%
Charges d'exploitation	(194)	(194)	+12,3%	(754)	(754)	+8,6%
Résultat avant impôt	516	516	+4,8%	1 864	1 864	+6,3%
Impôt	(131)	(131)	+7,0%	(541)	(541)	+19,0%
Résultat net part du Groupe	385	385	+4,2%	1 329	1 329	+3,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	27,3%	27,3%	+1,4 pp	28,8%	28,8%	+0,5 pp

Activité

Au quatrième trimestre 2019, Crédit Agricole Assurances affiche un **chiffre d'affaires** de 7,9 milliards d'euros, en baisse de **-7,6%** par rapport au quatrième trimestre 2018 en raison du recul de la collecte en euros en Epargne/Retraite. L'activité de Protection des personnes et des biens affiche toujours un bon niveau de croissance. A fin décembre 2019, le chiffre d'affaires global atteint 37,0 milliards d'euros, en progression de plus de 10% par rapport à l'ensemble de l'année 2018.

En Epargne/Retraite, le chiffre d'affaires s'élève à 6,0 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2019 (-12% par rapport au quatrième trimestre 2018). Ce trimestre est marqué par une collecte nette intégralement en UC, démontrant le succès de la nouvelle politique de collecte de Crédit Agricole Assurances : un conseil patrimonial global comprenant des propositions d'épargne personnalisées et adaptées aux besoins des épargnants, tout en leur laissant le libre choix de leur décision. La collecte nette totale atteint 1,0 milliard d'euros soit une baisse de 1,1 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018. La part des contrats UC dans la collecte brute du quatrième trimestre 2019 s'élève à 33,4%, en progression de 4,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018 et de 4,2 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent. Sur l'année **2019**, le chiffre d'affaires en Epargne/retraite atteint 28,5 milliards d'euros, enregistrant une **hausse de +11%** par rapport à 2018 et porté par un fort dynamisme des activités tant en France qu'à l'international.

Par ailleurs, Crédit Agricole Assurances a adapté sa stratégie au nouvel environnement de taux, notamment en mettant en place des mesures incitatives pour les contrats en unités de compte. Crédit Agricole Assurances continue de doter sa **Provision pour Participation aux Excédents (PPE)**²⁸ qui atteint **10,8 milliards d'euros** au 31 décembre 2019 (+1 milliard d'euros par rapport à décembre 2018), soit 5,2 % des encours de contrats en euros, ce qui représente plusieurs années de taux servis aux assurés (sur la base des taux servis en 2018 et 2019) et qui constitue un niveau de couverture supérieur à la moyenne du marché français. Cette dotation est permise par le maintien de l'écart entre le rendement des actifs et la rémunération des passifs sur l'année 2019. Le taux de rendement moyen des actifs (TRMA) atteint 2,46% sur l'année 2019, soit un niveau toujours nettement supérieur au taux minimum garanti moyen (0,28% à fin 2019).

Crédit Agricole Assurances poursuit également la diversification de son mix-produit par le développement de l'assurance dommages et de la protection des personnes.

Table 12. Epargne/Retraite : collecte nette (Mds€)

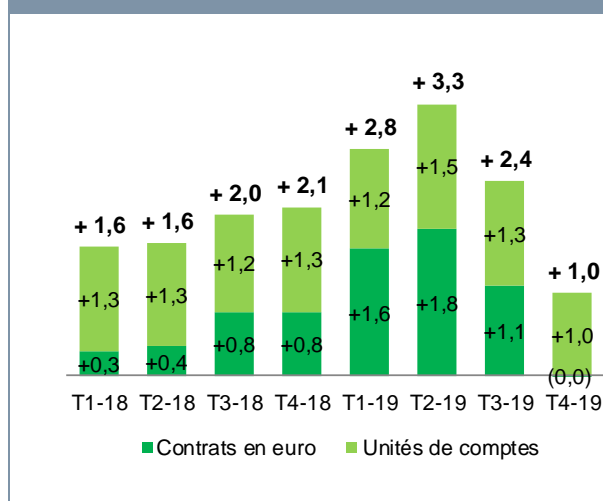
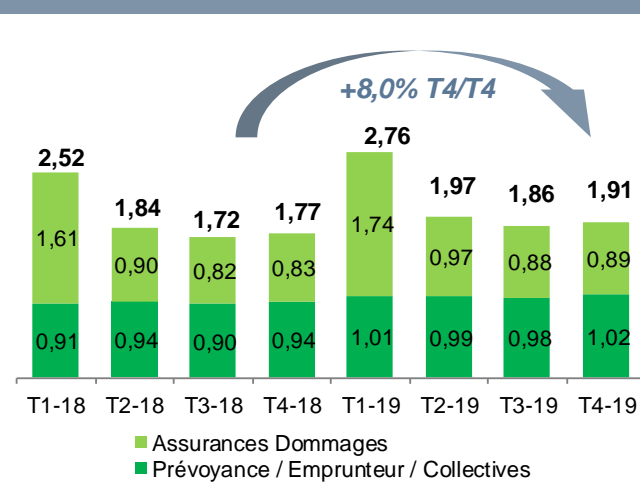


Table 13. Protection des personnes et des biens : chiffre d'affaires



Les **encours gérés** continuent de progresser et s'établissent à **304 milliards d'euros**²⁹ à fin décembre 2019, soit une progression de **+6,6%** sur un an. Les encours UC s'élèvent à 69 milliards d'euros et sont en croissance par rapport à fin décembre 2018 de **+15,7%**, et les encours euros s'élèvent à près de 235 milliards d'euros (+4,2%). A fin décembre 2019, les **contrats en UC** représentent **22,8%** des encours gérés, en hausse de **+1,8 point de pourcentage** par rapport à fin décembre 2018.

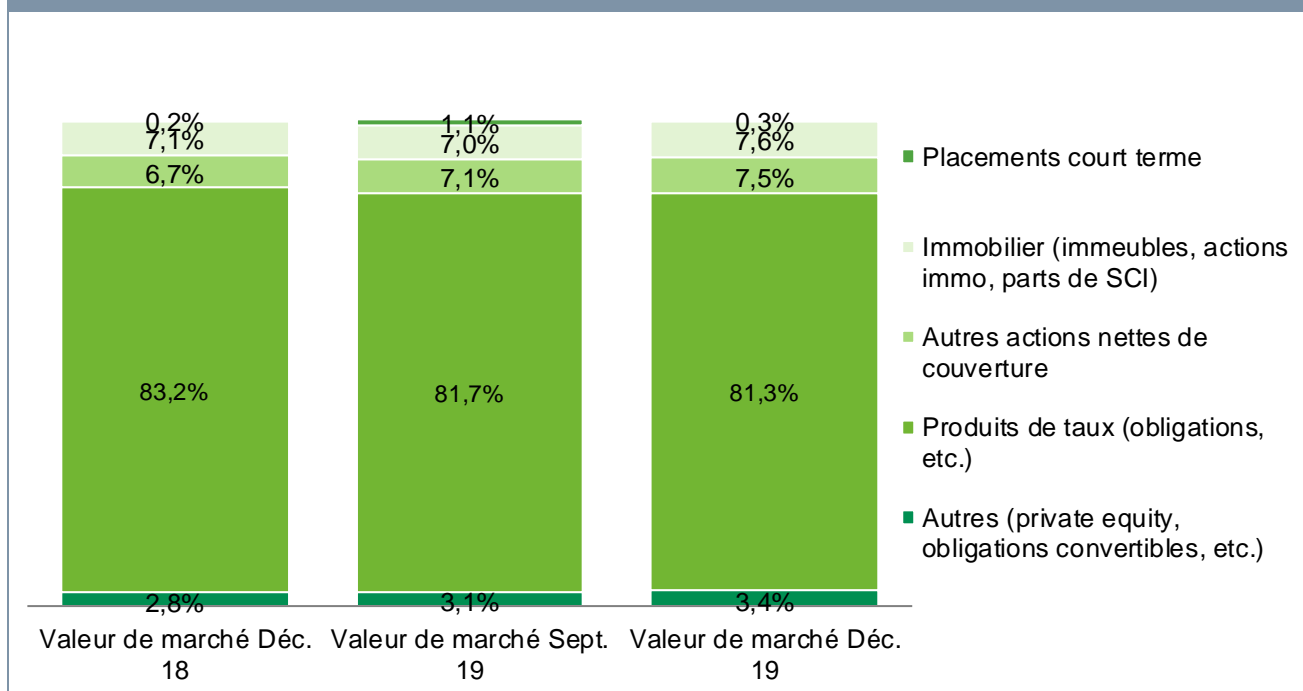
²⁸ Périmètre Vie France (Predica et Spirica)

²⁹ Encours en épargne retraite et prévoyance

Table 14. Assurances - Epargne/Retraite : encours gérés

en mds €	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Dec./Dec.
en UC	59,7	60,2	61,2	61,8	59,9	63,7	65,9	67,4	69,3	+15,7%
en Euros	219,0	220,1	221,4	223,8	225,3	228,6	231,4	234,0	234,8	+4,2%
Total	278,6	280,3	282,6	285,6	285,2	292,3	297,3	301,4	304,2	+6,6%
Taux d'UC	21,4%	21,5%	21,7%	21,7%	21,0%	21,8%	22,2%	22,4%	22,8%	+1,8pp

Table 15. Assurances – Ventilation des placements (hors unités de comptes)



En Assurance dommages, Crédit Agricole Assurances continue d'enregistrer une bonne dynamique de son activité aussi bien en France qu'à l'international. Ainsi, les primes progressent de **+6,7%** (6,9% en France et +1,6% en Italie) par rapport au quatrième trimestre 2018. L'assurance dommages enregistre un **apport net d'environ +115 000 contrats** sur le trimestre, pour atteindre **près de 14,1 millions de contrats à fin décembre 2019**. Le taux de résiliation demeure toujours bien maîtrisé malgré la loi Hamon³⁰. **Sur l'année 2019**, le chiffre d'affaires (primes) enregistre une forte croissance de **+8%** à 4,5 milliards d'euros, tirée autant par la France (+8%) que par les filiales internationales (+5%). La **croissance solide des taux d'équipement** des clients particuliers³¹ dans les réseaux de LCL (25,0% à fin décembre 2019, soit une augmentation de +1,1 point depuis décembre 2018), des Caisses régionales (40,7% à fin décembre 2019, soit une augmentation de +1,5 point depuis décembre 2018) et de CA Italia (15,4%, soit une augmentation de +1,7 point depuis décembre 2018) illustre à la fois la très bonne dynamique d'activité, mais également le potentiel de croissance encore important d'équipement des clients du Groupe.

En Prévoyance / Emprunteur / Collectives, le chiffre d'affaires atteint près de 1 024 millions sur le quatrième trimestre de 2019, en hausse de +9,1% par rapport à la même période en 2018. Sur l'année 2019, le chiffre d'affaires s'établit à 4,0 milliards d'euros et progresse d'environ 9% soit +322 millions d'euros par rapport à 2018. Cette progression est portée par la croissance de l'ensemble des trois segments d'activité. L'assurance emprunteur enregistre une excellente progression du chiffre d'affaires trimestriel de +11% par

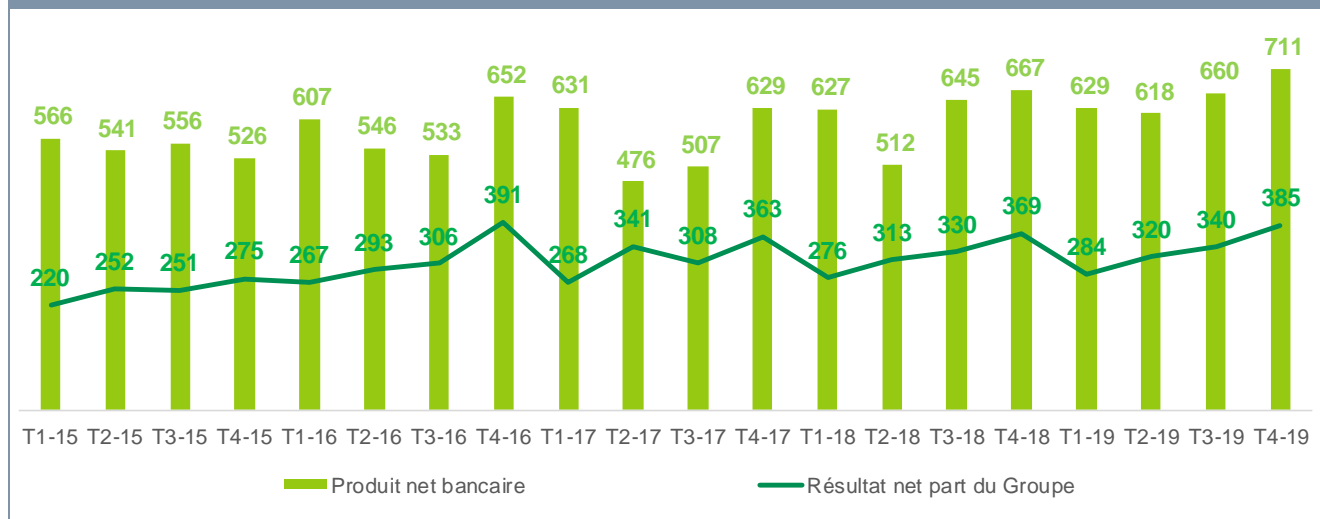
³⁰ La loi Hamon autorise une résiliation d'un contrat d'assurance dommages à tout moment de la vie du contrat, et non seulement à sa date anniversaire.

³¹ Taux d'équipement : part des clients bancaires particuliers détenant au-moins un produit d'assurance (estimations Pacifica). Périmètre : assurance auto, habitation, santé, GAV et protection juridique pour l'équipement des réseaux LCL et Caisses régionales. Pour CA Italia, part des clients du réseau ayant au moins un contrat commercialisé par CA Assicurazioni, filiale d'assurance non-vie de Crédit Agricole Assurances »

rapport au quatrième trimestre 2018 à 650 millions d'euros, tirée par les bonnes performances du crédit immobilier. Les assurances collectives et la prévoyance continuent d'afficher un bon dynamisme.

Résultats

Table 16. Assurances : Evolution de la contribution au produit net bancaire et résultat net part du Groupe sous-jacents



Au quatrième trimestre 2019, Crédit Agricole Assurances affiche un **résultat net part du Groupe** à 385 millions d'euros, en hausse de **+4,2%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **produit net bancaire** s'élève à 711 millions d'euros, en hausse de **+6,5%** par rapport au quatrième trimestre 2018. En **Assurance dommages**, le ratio combiné est bien maîtrisé, malgré les événements climatiques du 2nd semestre. Il augmente légèrement de 0,4 point de pourcentage sur un an pour atteindre 95,9%³².

Les **charges d'exploitation** enregistrent une hausse par rapport au quatrième trimestre 2018 de +12,3% et atteignent 194 millions d'euros. Cette hausse s'explique notamment par un effet de base au quatrième trimestre 2018 ainsi que par l'accélération ponctuelle des investissements effectués pour accompagner le développement de l'activité notamment à l'international. Le **coefficient d'exploitation** s'établit à **27,3%** en hausse de +1,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **résultat brut d'exploitation** s'élève à 517 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, en progression de +4,5% par rapport au quatrième trimestre 2018. La charge **d'impôts** sur le quatrième trimestre 2019 à 131 millions d'euros est en hausse de +7,0% par rapport au quatrième trimestre 2018, dont la charge d'impôts était de 122 millions d'euros. Cette hausse marginale est due à un effet de base défavorable.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe** du métier Assurances s'établit à **1 329 millions d'euros**, en hausse de **+3,2%** par rapport à 2018. Les revenus ressortent à 2 617 millions d'euros en hausse de **+6,8%**, les charges d'exploitation s'établissent à 754 millions d'euros (+8,6%) et le **coefficient d'exploitation** sur l'année 2019 ressort à **28,8%**, en **légère hausse de 0,5 point** par rapport à 2018.

Les Assurances contribuent à hauteur de **25% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2019 et de **13% à leurs revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2019, les **fonds propres alloués** à l'Assurance s'élèvent à **7,3 milliards d'euros** ; les **emplois pondérés** sont de **15,6 milliards d'euros**.

³² Ratio (sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance, périmètre Pacifica

Ces emplois pondérés sont calculés en tenant compte de la garantie « Switch », qui permet au groupe Crédit Agricole S.A. d'économiser 34 milliards d'euros d'emplois pondérés sur le traitement prudentiel du métier des Assurances, mais qui pèse à hauteur d'environ -50 millions d'euros par trimestre sur son résultat net part du Groupe. Ces impacts s'entendent avant le débouclage partiel de 35% annoncé pour le 1^{er} trimestre 2020.

Gestion d'actifs (Amundi)

Le métier de Gestion d'actifs reflète les résultats d'Amundi, filiale à 70,0% du Groupe Crédit Agricole, dont 68,4% détenu par Crédit Agricole S.A.

Depuis le troisième trimestre 2017, les comptes intègrent la contribution de Pioneer, société de gestion d'actifs d'UniCredit, dont l'acquisition a été finalisée le 3 juillet 2017.

A partir du premier trimestre 2019, les coûts d'intégration liés à cette acquisition ne sont plus identifiés en éléments spécifiques. Au premier trimestre 2018, ces coûts s'élevaient à -9 millions d'euros avant impôt soit -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Au deuxième trimestre 2018, les montants étaient respectivement de -8 millions d'euros et -4 millions d'euros. Au troisième trimestre 2018, les montants étaient respectivement de -12 millions d'euros et -6 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Au quatrième trimestre 2018, ces coûts s'élèvent à -27 millions d'euros avant impôt soit -14 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et -56/-29 millions d'euros sur l'année 2018

Aucun élément spécifique n'est compris ni dans les comptes du quatrième trimestre 2019, ni dans ceux de 2019.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont détaillés en annexes p.96.

Table 17. Gestion d'actifs - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	702	702	+17,1%	2 636	2 636	+5,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(368)	(368)	+10,4%	(1 402)	(1 402)	+3,1%
FRU	-	-	ns	(3)	(3)	x 2,3
Résultat brut d'exploitation	335	335	+25,5%	1 231	1 231	+7,6%
Coût du risque	(4)	(4)	(72,3%)	(11)	(11)	(4,9%)
Sociétés mises en équivalence	14	14	+37,3%	46	46	(2,9%)
Impôt	(85)	(85)	+42,4%	(326)	(326)	+4,8%
Résultat net	260	260	+27,5%	941	941	+8,3%
Intérêts minoritaires	(83)	(83)	+29,0%	(302)	(302)	+8,5%
Résultat net part du Groupe	176	176	+26,8%	638	638	+8,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	52,3%	52,3%	-3,2 pp	53,2%	53,2%	-1,1 pp

Activité

Amundi affiche des **encours sous gestion**³³ de **1 653 milliards d'euros** à fin décembre 2019, en hausse de +16% par rapport à fin décembre 2018, et ce, malgré un contexte mondial encore incertain.

La collecte nette est en hausse de +108 milliards d'euros sur l'année 2019. Le **quatrième trimestre 2019**, est marqué par une collecte nette record de +76,8 milliards d'euros tirée par les actifs moyen long terme (+82,4 milliards d'euros). La bonne performance des actifs moyen long terme s'explique par un l'excellente performance de la collecte retail dans les *Joint-Ventures* (+71,7 milliards d'euros) dont 59,4 milliards d'euros pour la JV en Inde, ainsi que les distributeurs tiers (+3,1 milliards d'euros). Cette bonne performance de la JV indienne se retrouve dans le résultat des sociétés mises en équivalence.

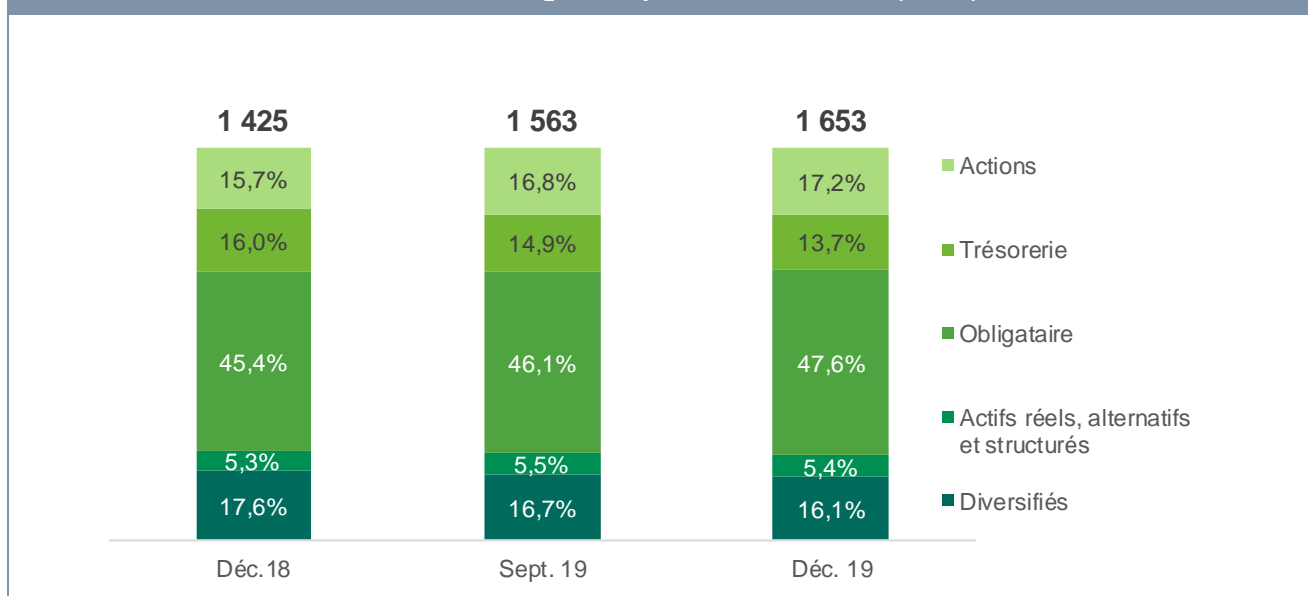
³³ Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, sauf Wafa au Maroc (pour laquelle les encours et collecte sont repris pour leur quote-part)

Table 18. Gestion d'actifs - Encours sous gestion⁽¹⁾ (Mds€)



⁽¹⁾ Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part.

Table 19. Gestion d'actifs - Encours sous gestion par classe d'actifs⁽¹⁾ (Mds€)



⁽¹⁾ Encours gérés, conseillés et commercialisés y compris 100% des encours et collecte des JV asiatiques, pour Wafa au Maroc les encours sont repris pour leur quote-part.

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le métier **Gestion d'actifs** enregistre une contribution en hausse de +26,8%, à 176 millions d'euros, grâce à une croissance de l'activité et du résultat d'exploitation (+25,5%), à la contribution des sociétés mises en équivalences (en hausse de +37,3%) contre balancé par une hausse des impôts (+42,4%).

Les **revenus** sont en hausse au quatrième trimestre 2019 de +17,1% par rapport au quatrième trimestre 2018 et atteignent 702 millions d'euros. Avec des marchés revenus ayant connu une embellie en 2019, les commissions de gestion résistent dans un contexte de forte pressions sur les marges et enregistrent une légère hausse de +0,9% par rapport au quatrième trimestre 2018. La bonne progression des revenus de gestion s'explique notamment par une forte progression des commissions de surperformance (x4 par rapport au quatrième trimestre 2018, à 85 millions d'euros contre 21 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, grâce au contexte favorable de marché). Après une année 2018 marquée par des rendements négatifs liés à des baisses sensibles des marchés, les produits financiers réalisent 10 million d'euros de revenus ce trimestre.

Les **charges d'exploitation sous-jacentes** s'élèvent à **-368 millions d'euros** sur le quatrième trimestre 2019, en hausse de +10,4% par rapport au quatrième trimestre 2018, marqué par la création d'une nouvelle JV avec Bank of China et par le rachat des activités de Sabadell Asset Management. Ces investissements de développement étant financés par des économies récurrentes liées à l'intégration de Pioneer. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **52,3%**, en **amélioration de 3,2 points de pourcentage** par rapport au quatrième trimestre 2018.

La **contribution des sociétés mises en équivalence** (14 millions d'euros) au résultat net part du Groupe d'Amundi, est en forte hausse de +37,3%, liée notamment à la performance opérationnelle de l'Inde. A noter que le taux d'impôt est en hausse (+42,4%) par rapport au quatrième trimestre 2018 en rapport avec l'activité.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **638 millions d'euros**, en hausse de **+8,2%** par rapport à 2018. Les **revenus** atteignent 2 636 millions d'euros, en hausse de +5,3% par rapport à la même période de 2018. Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU** atteignent 1 402 millions d'euros, et sont en hausse modérée sur la période (+3,1%). L'année 2019 inclue une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 3 millions d'euros, contre 1 million d'euros pour 2018.

La **contribution des sociétés mises en équivalence**, qui reprend notamment le résultat des JVs d'Amundi en Asie, est en **légère baisse de -2,9%** par rapport à 2018, du fait d'une baisse conjoncturelle sur le début de l'année de l'activité en Chine, malgré des solides performances opérationnelles en Inde et en Corée.

La **Gestion d'actifs** contribue à hauteur de **12%** au **résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur 2019 et **13%** de leurs **revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2019, les **fonds propres alloués** à la Gestion d'actifs s'élèvent à **1,0 milliard d'euros** ; les **emplois pondérés** sont de **10,4 milliards d'euros**.

Gestion de fortune (CA Indosuez Wealth Management)

Le métier de Gestion de fortune reflète les résultats de CA Indosuez Wealth (Group), filiale à 100% de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), qui détient notamment 100% des filiales CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (France), CA Indosuez Wealth (Europe), CA Indosuez Wealth (Italie) et 70% de CFM Indosuez Wealth à Monaco.

Aucun élément spécifique n'étant compris dans les comptes des quatrième trimestres et ceux des années 2019 et 2018, le résultat sous-jacent du métier Gestion de fortune est égal au résultat publié pour ces deux périodes.

Table 20. Gestion de fortune - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	210	210	+3,2%	824	824	+0,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(185)	(185)	(3,5%)	(740)	(740)	+2,4%
FRU	-	-	ns	(4)	(4)	x 2,1
Résultat brut d'exploitation	25	25	x 2,1	80	80	(17,8%)
Coût du risque	(1)	(1)	(84,5%)	(10)	(10)	+76,6%
Résultat avant impôt	35	35	x 8,8	102	102	+11,2%
Impôt	(8)	(8)	ns	(15)	(15)	(37,7%)
Résultat net	27	27	x 6,1	87	87	+28,3%
Résultat net part du Groupe	21	21	x 5,4	66	66	+12,9%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	88,1%	88,1%	-6,1 pp	89,8%	89,8%	+1,9 pp

Activité

Les encours gérés mentionnés dans l'activité reprennent uniquement ceux du groupe Indosuez Wealth Management. Pour mémoire les actifs des clients de la banque privée de LCL s'élèvent à 51,3 milliards d'euros à fin décembre 2019, en hausse de +11,2% par rapport à fin décembre 2018. Les résultats relatifs aux encours de la banque privée de LCL sont comptabilisés chez LCL.

CA Indosuez Wealth Management voit ses **encours gérés** augmenter de **+7,6%** sur un an (+9,3 milliards d'euros), à **132,1 milliards d'euros** à fin décembre 2019, proche du plus haut historique de fin septembre 2019, portée un effet marché et change positifs de 10,5 milliards d'euros). L'année 2019 a bénéficié du rebond des marchés, ce qui permet de retrouver une bonne croissance des encours.

Au global les encours gérés de la Gestion de fortune s'élèvent à 183,4 milliards d'euros à fin décembre 2019, en hausse de +8,6% sur un an.

Table 21. Gestion de fortune - répartition des encours gérés

En Mds€	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
LCL Banque privée	44,5	44,2	45,2	46,1	46,1	48,4	49,6	50,6	51,3	+11,2%
CA Indosuez Wealth Management	118,3	118,1	126,6	127,4	122,8	128,6	130,4	133,6	132,1	+7,6%
<i>dont France</i>	30,8	31,2	31,8	32,1	30,6	31,9	32,7	32,9	33,3	+8,8%
<i>dont International</i>	87,5	86,9	94,8	95,3	92,2	96,7	97,6	100,7	98,9	+7,3%
Total	162,8	162,3	171,8	173,6	168,9	177,0	180,0	184,2	183,4	+8,6%

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe est multiplié par 5,4 à **21 millions d'euros**, contre 4 millions d'euros au quatrième trimestre 2018. La reprise de l'activité et la hausse des marchés financiers contribuent à la hausse du produit net bancaire de +3,2% sur la période.

Les charges sont en baisse, sous l'effet du plan d'économies, et aboutissent à un résultat brut d'exploitation qui fait plus que doubler à 25 millions d'euros.

Sur l'ensemble de l'année 2019, le résultat net part du Groupe de la Gestion de fortune s'établit à **66 millions d'euros**, en hausse de **+12,9%** par rapport à la même période de 2018.

La Gestion de fortune contribue à hauteur de **1% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2019 et **4% à leurs revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2019, **les fonds propres alloués** à la Gestion de fortune s'élèvent à **0,5 milliard d'euros** ; les **emplois pondérés** sont de **5,1 milliards d'euros**.

Banque de proximité en France (LCL)

Le métier de Banque de proximité en France reflète, pour Crédit Agricole S.A., uniquement les résultats de sa filiale à 95,6% LCL. Les résultats des Caisses régionales de Crédit Agricole ne sont plus comptabilisés dans le périmètre Crédit Agricole S.A. depuis le début de l'exercice 2016.

Les variations de la provision Epargne Logement constituent un élément spécifique récurrent dans les comptes de LCL. Au quatrième trimestre 2019, cette variation a un impact de -12 millions d'euros en produit net bancaire et de -8 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Au quatrième trimestre 2018, une reprise avait été comptabilisée pour +1 million d'euros en produit net bancaire et +1 million d'euros en résultat net part du groupe. Sur l'année 2019, la provision Epargne Logement représente -31 millions d'euros en produit net bancaire et -20 millions d'euros en résultat net part du Groupe, contre respectivement -1 million d'euros et -1 million d'euros sur la même période en 2018.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont détaillés en annexes p.96.

Table 22. Banque de proximité en France (LCL) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	851	863	+2,7%	3 457	3 488	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(598)	(598)	+0,2%	(2 340)	(2 340)	(1,0%)
FRU	0	0	ns	(32)	(32)	+13,2%
Résultat brut d'exploitation	254	266	+8,9%	1 086	1 117	+7,0%
Coût du risque	(64)	(64)	+2,7%	(217)	(217)	(1,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	1	1	(97,7%)	2	2	(96,5%)
Résultat avant impôt	191	203	(11,4%)	870	901	+3,2%
Impôt	(53)	(57)	(34,8%)	(274)	(285)	(1,3%)
Résultat net	138	146	+3,0%	596	617	+5,6%
Résultat net part du Groupe	132	139	+3,0%	570	589	+5,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	70,2%	69,2%	-1,7 pp	67,7%	67,1%	-1,7 pp

Activité

LCL poursuit sa croissance avec une conquête clientèle brute de +360 000 clients particulier et professionnels en 2019, soit une croissance nette du fonds de commerce de +40 000 clients particuliers et +12 000 clients professionnels depuis le début de l'année. LCL a lancé sa nouvelle offre « LCL essentiel » en avril 2019 et enregistre 17 000 clients à fin décembre. Le stock des cartes haut de gamme augmente de +4,6% sur l'année 2019 et celui des contrats Habitation-Auto-Santé de +62 000 sur la même période, soit +6,6%. Les taux d'équipement sur les produits assurance dommages demeurent sur une tendance favorable, avec une hausse de +1,1 pp sur l'année 2019.

Table 23. Banque de proximité en France (LCL) - Encours de collecte

Encours de collecte (Mds€)*	Déc. 17	Mars18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Titres	10,0	9,7	9,9	9,9	8,7	10,1	10,2	10,1	10,5	20,5%
OPCVM	10,2	9,5	9,4	9,2	9,0	8,7	8,5	8,5	8,5	-5,2%
Assurance-vie	60,6	60,6	61,2	61,1	60,1	61,5	62,7	63,1	63,4	5,5%
Collecte Hors bilan	80,8	79,8	80,5	80,2	77,8	80,3	81,4	81,8	82,4	6,0%
Dépôts à vue	45,0	43,2	45,5	47,2	48,6	48,3	51,2	52,3	54,2	11,7%
Epargne logement	9,4	9,6	9,6	9,6	9,6	9,8	9,8	9,8	9,8	1,8%
Obligations	3,5	3,5	3,5	4,0	4,3	4,5	4,1	4,5	4,6	5,8%
Livrets*	36,3	37,8	37,2	37,4	39,4	40,7	40,9	42,0	42,5	7,8%
CAT, PEP	12,2	11,8	11,8	11,9	12,2	11,9	12,2	12,5	12,9	5,5%
Collecte Bilan	106,4	106,0	107,7	110,1	114,1	115,2	118,1	121,2	124,0	8,6%
TOTAL	187,2	185,8	188,2	190,3	191,9	195,5	199,5	202,9	206,4	7,6%

Livrets*, dont (Mds€)	Déc. 17	Mars18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Livret A	8,4	8,7	8,9	9,0	9,1	9,5	9,8	9,9	9,9	+8,9%
LEP	1,1	1,1	0,9	0,9	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	+1,0%
LDD	7,8	7,9	8,0	8,0	7,9	8,2	8,2	8,2	8,2	+3,0%

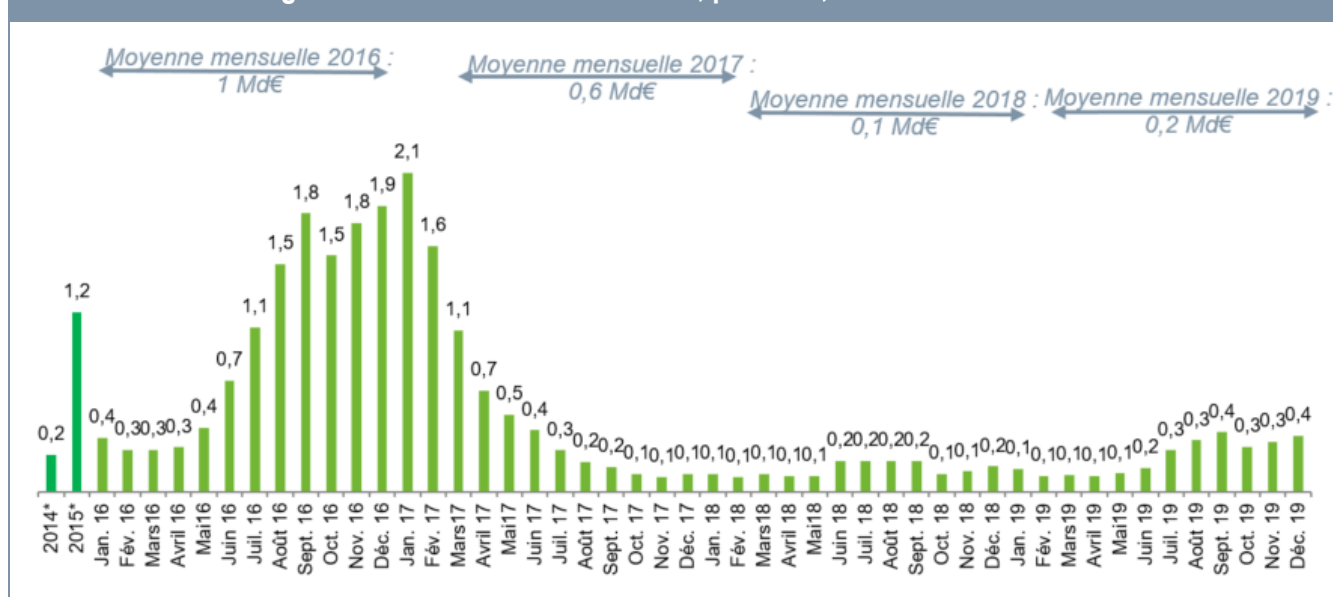
Les **encours de collecte globale** progressent de **+7,6%** sur un an pour atteindre 206,4 milliards d'euros à fin décembre 2019. La collecte bilan augmente de **+8,6%** et s'élève à 124,0 milliards d'euros, portée par les dépôts à vue (+11,7%) et les livrets (+7,8%). La collecte hors bilan progresse de **+6,0%** s'établissant à 82,4 milliards d'euros à fin décembre, principalement grâce à l'assurance vie (+5,5%).

Les **encours de crédits** enregistrent une hausse de **+8,2%** sur un an pour s'établir à 129,8 milliards d'euros à fin décembre 2019. Les encours de crédits à l'habitat atteignent 82,4 milliards d'euros (63% du total des encours crédits) et affichent une croissance de **+9,2%** sur l'année 2019. Les encours de crédits aux professionnels enregistrent également une belle performance progressant de **+11,4%** en 2019.

Table 24. Banque de proximité en France (LCL) - Encours de crédit

Encours de crédit (Mds€)	Déc. 17	Mars18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Entreprises	20,8	20,8	21,6	22,5	23,2	23,5	24,1	24,5	23,9	+3,3%
Professionnels	12,6	12,9	13,2	13,5	13,8	14,2	14,6	15,0	15,4	+11,4%
Consommation	7,1	7,1	7,2	7,3	7,6	7,4	7,6	7,8	8,1	+7,0%
Habitat	70,8	71,0	71,9	73,8	75,4	76,9	78,3	80,4	82,4	+9,2%
TOTAL	111,4	111,8	113,8	117,0	120,0	122,0	124,6	127,8	129,8	8,2%

Après une période de stabilité, le volume des renégociations enregistre une hausse depuis deux trimestres, atteignant 1,0 milliard d'euros ce trimestre, après 1,0 milliard d'euros au trimestre précédent. Les volumes restent toutefois bien en dessous du point haut de 5,2 milliards d'euros du quatrième trimestre 2016. En parallèle, le volume des remboursements anticipés ressort à 1,2 milliard d'euros vs environ 1,3 milliard d'euros au trimestre précédent.

Table 25. LCL - Renégociations de crédits immobiliers, par mois, 2014-2019


Résultats

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2019 s'établit à **139 millions d'euros**, en hausse de **+3,0%** porté par la croissance du résultat brut d'exploitation sous-jacent. Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent, progresse de +8,9% grâce à un effet ciseaux positif**. Le coefficient d'exploitation sous-jacent (hors FRU) continue de s'améliorer de 1,7 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018 pour atteindre 69,2%.

Le **produit net bancaire sous-jacent est en hausse**, de **+2,7%** par rapport au quatrième trimestre 2018, à 863 millions d'euros.

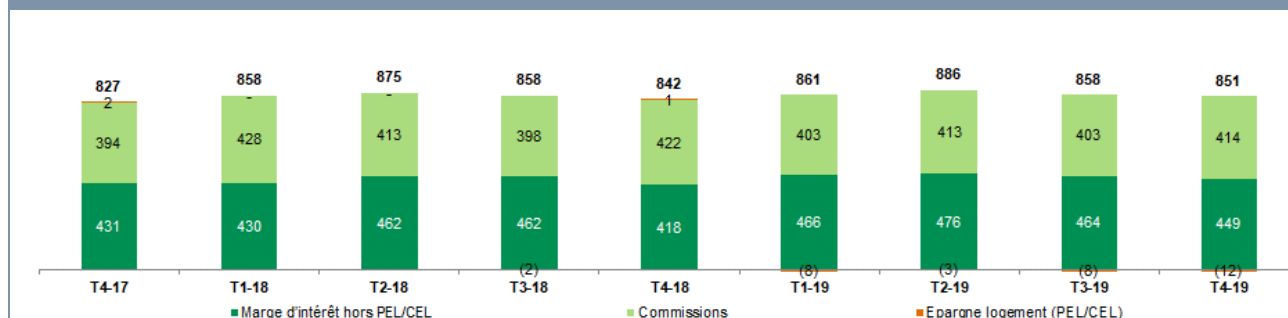
Malgré un environnement économique marqué par des taux durablement bas, les revenus d'intérêts restent en hausse (+7,4% hors PEL/CEL) grâce à un effet volume positif sur les crédits, qui compense l'effet négatif des taux bas.

Les **commissions** sont en baisse de -1,9% par rapport au quatrième trimestre 2018 et atteignent 414 millions d'euros. La reprise des commissions de gestion mobilière (+14,6%) ne permet pas de compenser la baisse des commissions de gestion de comptes services et moyens de paiement (-3,6%) et des commissions d'assurance (-2,1%), pénalisées par l'impact des mesures vis-à-vis de la clientèle fragile et une hausse de la sinistralité.

Table 26. LCL - Détail du produit net bancaire

Produit net bancaire (m€)	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	T1-19	T2-19	T3-19	T4-19	Δ T4/T4
Marge d'intérêt	433	430	462	460	419	458	473	456	437	+4,3%
<i>Epargne logement (PEL/CEL)</i>	2	-	-	(2)	1	(8)	(3)	(8)	(12)	N.S.
Marge d'intérêt hors PEL/CEL	431	430	462	462	418	466	476	464	449	+7,4%
Commissions	394	428	413	398	422	403	413	403	414	(1,9%)
- <i>Gestion mobilière</i>	40	33	35	31	26	28	26	21	30	+14,6%
- <i>Assurance</i>	160	162	155	147	155	167	158	153	152	(2,1%)
- <i>Gestion de comptes services et moyens de paiement</i>	194	233	223	220	241	208	228	228	232	(3,6%)
TOTAL	827	858	875	858	842	861	886	858	851	1,2%
TOTAL HORS EL	825	858	875	860	841	869	889	867	863	+2,7%

Table 27. LCL - Evolution du produit net bancaire



Les **charges d'exploitation** s'établissent à 598 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, en légère hausse de **+0,2%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **coût du risque** s'élève à -64 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2019, en légère hausse de **+2,7%** par rapport au quatrième trimestre 2018. Le coût du risque sur encours³⁴ reste à un **niveau bas, 17 points de base**. Le taux de créances douteuses se maintient à 1,8% à fin décembre 2019 et le taux de couverture atteint 74,1% y compris provisions collectives.

Les **impôts** baissent de -34,8% pour s'établir à 57 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2019, suite à une normalisation de l'impôt après un effet de base défavorable au quatrième trimestre 2018.

³⁴ Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

Le **résultat après impôt** est en hausse de +3,0% sur le quatrième trimestre 2019 par rapport au quatrième trimestre 2018.

Sur l'année 2019, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à **589 millions d'euros**, en hausse de +5,6%, grâce à une croissance des revenus de +1,6%, à une baisse des charges d'exploitation sous-jacentes hors FRU de -1,0%, et à une baisse du coût du risque de -1,2%.

Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent progresse de +7,0%, et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU ressort à 67,1%, en amélioration de 1,7 point de pourcentage par rapport à l'année 2018 grâce à un effet ciseaux positif.

Malgré l'environnement de taux toujours difficile, **les objectifs de RONE et de CoEx à 2022 sont reconfirmés.**

LCL contribue à hauteur de **11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers** de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur l'année 2019 et **17% de leurs revenus sous-jacents.**

Au 31 décembre 2019, le **capital** alloué à LCL s'élève à **4,9 milliards d'euros** (13% du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **51,8 milliards d'euros** (16% du total).

Banque de proximité à l'international (BPI)

Le pôle Banque de proximité à l'international regroupe les réseaux de banque de proximité en Italie, regroupés sous l'appellation « Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia » (ci-après dénommé « CA Italia »), à savoir CA Cariparma, CA Friuladria et CA Carispezia (fusionnée juridiquement avec CA Italia en juillet 2019), les trois banques (Cassa di Risparmio – CR) de Cesena, de Rimini et de San Miniato acquises fin décembre 2017, et ensuite absorbées par CA Italia, opérant tous désormais sous la marque Crédit Agricole, ainsi que l'ensemble des banques de proximité du Groupe à l'étranger, dont les principales sont Crédit Agricole Pologne (détenue à 100%³⁵), Crédit Agricole Ukraine (100%³⁵), Crédit Agricole Egypte (60,2%³⁵) et Crédit du Maroc (78,7%³⁵).

Table 28. Banque de proximité à l'international (BPI) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	713	713	+1,2%	2 796	2 796	+2,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(454)	(454)	(0,6%)	(1 731)	(1 731)	+1,0%
FRU	(0)	(0)	ns	(22)	(22)	+1,5%
Résultat brut d'exploitation	259	259	+4,5%	1 042	1 042	+4,6%
Coût du risque	(78)	(78)	(6,6%)	(335)	(335)	(6,5%)
Résultat avant impôt	184	184	+3,5%	710	710	+8,8%
Impôt	(49)	(49)	+13,0%	(199)	(199)	+7,3%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(0)	ns	(46)	(0)	ns
Résultat net	90	136	+0,4%	465	511	+9,4%
Intérêts minoritaires	(31)	(31)	(6,3%)	(132)	(132)	+5,6%
Résultat net part du Groupe	59	104	+2,6%	333	379	+10,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,6%	63,6%	-1,2 pp	61,9%	61,9%	-0,8 pp

Au quatrième trimestre 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle banque de proximité à l'international s'élève à **104 millions d'euros**, en hausse de **+2,6%** par rapport au quatrième trimestre 2018, principalement grâce à la progression du résultat brut d'exploitation de **+4,5%** (avec **+2,4%** pour BPI Italie et **+8,7%** pour autres BPI) et à la baisse du coût du risque de **-6,6%** tant chez CA Italia (**-4,0%**) que chez les autres BPI (**-15,4%**) par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** du trimestre s'établit à **63,6%**, en amélioration de **1,2 point de pourcentage** par rapport à la même période en 2018.

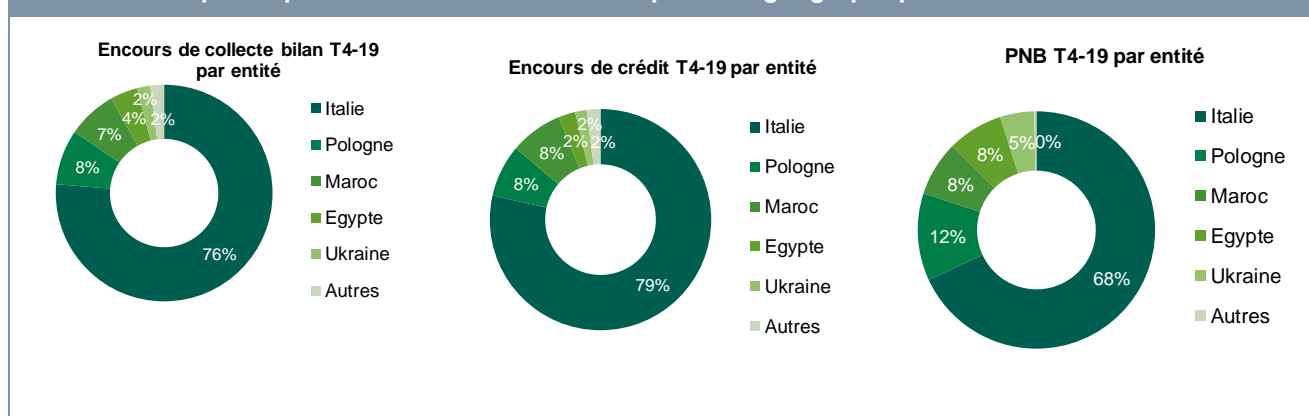
Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe** s'élève à **379 millions d'euros**, en hausse également, de **+10,8%** par rapport à l'année 2018, là encore grâce à un résultat brut d'exploitation en hausse de **+4,6%** et à un coût du risque en baisse de **-6,5%**, ce qui permet de réaliser un résultat avant impôt de **710 millions d'euros**, en hausse de **+8,8%** par rapport à l'année 2018. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** de la période s'établit à **61,9%**, en légère amélioration de **0,8 point de pourcentage** par rapport à l'année 2018. Cette amélioration de l'efficacité opérationnelle se vérifie à la fois en Italie (amélioration du coefficient d'exploitation de **0,5 point de pourcentage**) et dans les autres Banques de proximité à l'international (amélioration de **1,5 point de pourcentage**).

La Banque de proximité à l'international contribue à hauteur de **7% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) **sur l'année 2019** et **13% à leurs revenus sous-jacent**.

Au 31 décembre 2019, les **fonds propres alloués** au pôle Banque de proximité à l'international s'élèvent à **4,0 milliards d'euros** (11% du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **41,6 milliards d'euros** (13% du total).

³⁵ Pourcentage d'intérêt au 31 décembre 2019

Table 29. Banque de proximité à l'international - répartition géographique



Banque de proximité en Italie (BPI Italie)

La Banque de proximité en Italie regroupe les réseaux de banque de proximité en Italie, regroupés sous l'appellation « Gruppo Bancario Crédit Agricole Italia » (ci-après dénommé « CA Italia »), à savoir CA Cariparma, CA Friuladria et CA Carispezia (fusionnée juridiquement avec CA Italia en juillet 2019), les trois banques (Cassa di Risparmio – CR de Cesena, de Rimini et de San Miniato) acquises fin décembre 2017, et ensuite absorbées par CA Italia. Ils opèrent tous désormais sous la marque Crédit Agricole,

Au quatrième trimestre 2019, et sur l'année 2019, aucun élément spécifique n'est enregistré. Au quatrième trimestre 2018 l'élément classé en spécifique pour BPI Italie concerne les coûts d'intégration des trois banques italiennes, avec un impact en résultat net part du Groupe de -6 millions d'euros (-11 millions d'euros en charges d'exploitation). Sur l'année 2018, ils ont eu un impact de -1 million d'euros en résultat net part du Groupe (-2 millions d'euros en charges d'exploitation). Pour rappel, au deuxième trimestre 2018, une reprise avait été comptabilisée sur cette même nature de retraitement.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont détaillés en annexes p.97.

Table 30. Banque de proximité en Italie (BPI Italie) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	485	485	+0,2%	1 883	1 883	(0,1%)
Charges d'exploitation hors FRU	(317)	(317)	(0,9%)	(1 180)	(1 180)	(0,8%)
FRU	(0)	(0)	ns	(22)	(22)	+1,5%
Résultat brut d'exploitation	168	168	+2,4%	681	681	+1,1%
Coût du risque	(62)	(62)	(4,0%)	(251)	(251)	(8,7%)
Résultat avant impôt	106	106	+6,4%	429	429	+7,9%
Impôt	(33)	(33)	+16,9%	(134)	(134)	+5,3%
Résultat net	73	73	+2,3%	296	296	+9,1%
Intérêts minoritaires	(20)	(20)	+2,0%	(80)	(80)	+6,1%
Résultat net part du Groupe	54	54	+2,4%	216	216	+10,3%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	65,4%	65,4%	-0,7 pp	62,7%	62,7%	-0,5 pp

Activité

L'activité commerciale de CA Italia demeure solide et sa croissance reste supérieure au marché, dans un contexte de croissance économique mitigée.

Ainsi, les encours de **collecte totale** enregistrent une hausse de +4,9% par rapport au 31 décembre 2018 pour s'établir à 77,9 milliards d'euros, hors titres en conservation, grâce à de bonnes performances de la collecte

hors bilan (+8,9%), supérieure au marché (+6,8%³⁶). En parallèle, les encours de collecte bilan enregistrent une croissance de +1,6% et s'établissent à 41,2 milliards d'euros au 31 décembre 2019.

Les encours de **crédits** atteignent **43,3 milliards d'euros** à fin décembre 2019. Ils enregistrent une croissance de **+2,6%** par rapport à fin décembre 2018, supérieure à celle du marché (+0,3%³⁷). La croissance des encours de CA Italia est tirée par la croissance des crédits aux particuliers (+4,9% sur un an) ainsi que celle des crédits aux entreprises et PME (+4,3% sur un an).

La conquête brute s'établit à + 116 000 clients particuliers en 2019. La croissance du fonds de commerce de CA Italia enregistre ainsi +33 000 clients particuliers actifs en 2019. L'équipement des clients en produits d'assurances dommages s'améliore rapidement : CA Italia enregistre en effet une hausse de +25% du nombre de contrats sur l'année 2019 tandis que le taux d'équipement³⁸ des clients s'améliore de +1,7 point de pourcentage sur 1 an)

Table 31. BPI Italie - Encours de collecte et de crédit

CA Italia (mds€)	Déc. 17**	Mars 18**	Juin 18**	Sept 18**	Déc 18**	Mars 19**	Juin 19**	Sept. 19**	Déc. 19**	Δ Déc./Déc.
Total encours de crédits	42,3	43,1	42,9	42,1	42,2	42,5	43,0	43,4	43,3	+2,6%
dont crédits aux particuliers	22,6	22,9	22,1	20,0	20,3	20,5	20,8	21,1	21,3	+4,9%
dont crédits aux professionnels	6,7	6,7	7,0	8,0	7,9	7,5	7,5	7,5	7,5	(5,1%)
dont crédits aux entreprises, y compris PME	10,9	11,4	11,7	12,0	11,9	12,4	12,6	12,7	12,4	+4,3%
Total encours de collecte bilan	42,4	42,1	42,2	40,9	40,6	39,8	40,6	40,9	41,2	+1,6%
Total encours de collecte hors bilan**	33,7	33,6	33,9	34,3	33,7	34,5	35,2	35,8	36,7	+8,8%
Total collecte	76,1	75,7	76,1	75,3	74,3	74,3	75,7	76,7	77,9	+4,9%

* y compris intégration de Calit pour 1,9 Md€
** pro forma du reclassement au T3-16 de dépôts de clients financiers de la collecte bilan vers les ressources marché
** hors titres en conservation

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe de BPI Italie s'établit à 54 millions d'euros, en hausse de **+2,4%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **produit net bancaire** s'élève à 485 millions d'euros, stable (**+0,2%**) par rapport au quatrième trimestre 2018. La hausse des commissions, +3,1% par rapport au quatrième trimestre 2018, notamment sur l'épargne gérée (+10,2% par rapport au quatrième trimestre 2018) compense la baisse des revenus d'intérêts (-4,0% par rapport au quatrième trimestre 2018).

Les **charges d'exploitation** demeurent bien maîtrisées à 317 millions d'euros, en baisse par rapport au quatrième trimestre 2018. Ces deux variations combinées permettent à CA Italia de générer un effet ciseaux positif sur le trimestre de + 1,1 point de pourcentage.

Grâce à cette efficacité opérationnelle, le **coefficient d'exploitation sous-jacent** du trimestre à **65,4%** s'améliore de 0,7 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **coût du risque** s'établit à -62 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, en **baisse de -4,0%** par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **coût du risque sur encours** ressort à 57 points de base³⁹, **en baisse de -10 points de base sur un an** et de -2 points de base par rapport au troisième trimestre 2019. Le **taux de créances douteuses** ressort à **7,8%** contre 8,4% à fin décembre 2018. Le **taux de couverture** est stable et s'élève à **59,4%** contre 60% à fin décembre 2018.

Sur l'année 2019, le résultat net part du Groupe de BPI Italie s'établit à 216 millions d'euros, en hausse de **+10,3%** par rapport à l'année 2018. A noter, sur cette période, une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -22 millions d'euros, en légère hausse de +1,5% par rapport à

³⁶ Source Estimation Prometeia Déc 19

³⁷ Source Abi, Déc 19

³⁸ Nombre de clients détenant au-moins un contrat d'assurance dommages

³⁹ Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

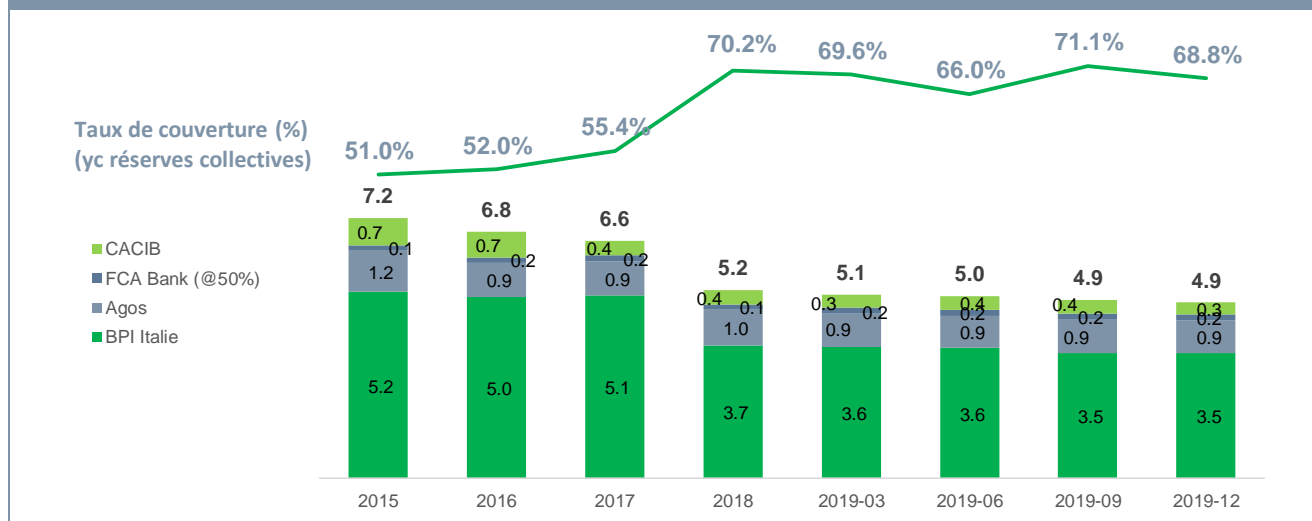
la même période en 2018. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent hors FRU 2019 ressort à **62,7%**, en amélioration de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2018.

Le Groupe Crédit Agricole en Italie

Sur l'année 2019, le **résultat net part sous-jacent du Groupe** de l'ensemble des entités Crédit Agricole S.A. en Italie hors pôle AHM s'élève à **645 millions d'euros**, en hausse de +12% par rapport à l'année 2018. Elles contribuent à hauteur de **14,3%** au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A.

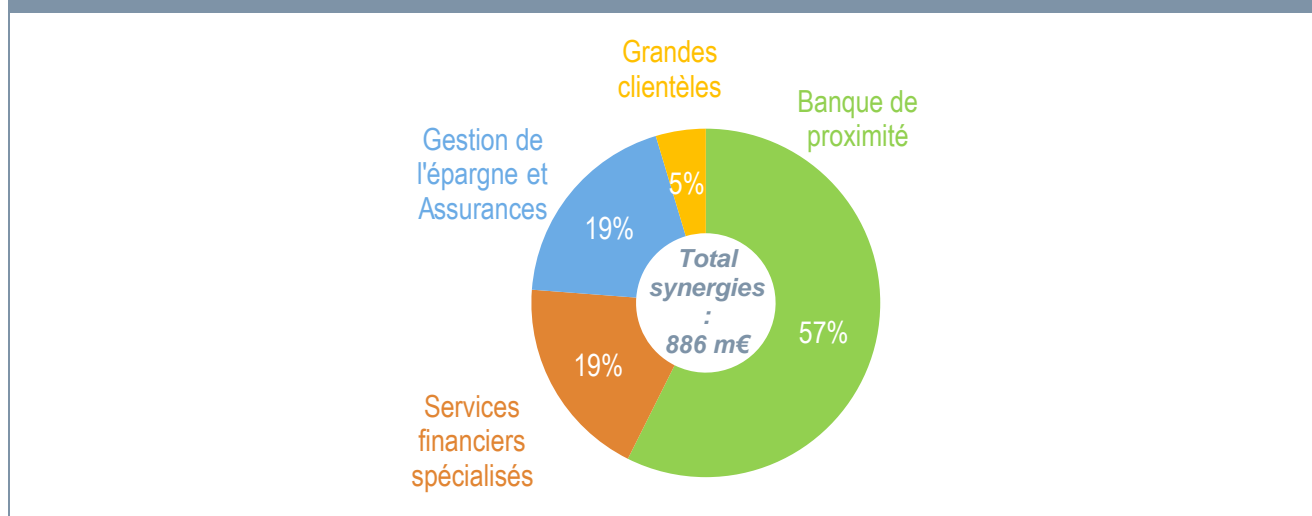
Les encours de crédit s'élèvent à **76 milliards d'euros** à fin décembre 2019, alors que les dépôts et fonds clientèle s'élèvent à **261 milliards d'euros**.

Table 32. Groupe en Italie - encours douteux bruts (Mds€) et taux de couverture



Les synergies de revenus intra-groupe ont progressé sur l'année (+8% depuis 2018), pour s'établir à **886 millions d'euros** grâce au renforcement des ventes croisées et aux différents projets stratégiques transversaux, auxquels tous les métiers ont contribué.

Table 33. Groupe en Italie – répartition des synergies par métier



Banque de proximité à l'international (Autres BPI)

Au quatrième trimestre 2019 le déclassement d'actifs en cours de cession pour -46 millions d'euros en résultat est enregistré en spécifique. Aucun élément spécifique n'est intégré dans les comptes du quatrième trimestre 2018 ni de l'année 2018.

Table 34. Banque de proximité à l'international hors Italie (BPI Autres) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	227	227	+3,4%	913	913	+7,7%
Charges d'exploitation	(136)	(136)	+0,2%	(552)	(552)	+5,2%
Résultat brut d'exploitation	91	91	+8,7%	361	361	+11,9%
Coût du risque	(16)	(16)	(15,4%)	(83)	(83)	+1,1%
Gains ou pertes sur autres actifs	3	3	(75,4%)	2	2	(83,1%)
Résultat avant impôt	78	78	(0,3%)	280	280	+10,2%
Impôt	(16)	(16)	+5,5%	(66)	(66)	+11,4%
Résultat net	17	62	(1,7%)	169	215	+9,8%
Intérêts minoritaires	(12)	(12)	(17,5%)	(52)	(52)	+5,0%
Résultat net part du Groupe	5	51	+2,8%	117	163	+11,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,9%	59,9%	-1,9 pp	60,4%	60,4%	-1,5 pp

Activité

La Banque de proximité à l'international hors Italie (Autres BPI) poursuit sa croissance ce trimestre, grâce à une accélération de l'activité commerciale dans différentes entités et une meilleure efficacité opérationnelle.

Le **total d'encours de collecte bilan et hors bilan** augmente de **+13,4%** à 15,0 milliards d'euros entre fin décembre 2018 et fin décembre 2019. L'encours de **collecte bilan** atteint 12,8 milliards d'euros à fin décembre 2019, en hausse de **+5,3%**⁴⁰ par rapport à 2018. Cette croissance est tirée notamment par de fortes hausses de la collecte bilan en Pologne (+10,2%⁴⁰).

L'encours de **crédits** atteint 11,9 milliards d'euros à fin décembre 2019, en hausse de **+6,6%**⁴⁰ par rapport à fin décembre 2018, portée par l'Egypte (+13,2%⁴⁰), l'Ukraine (+4,5%⁴⁰), et la Pologne (+4,6%⁴⁰).

L'excédent net de collecte sur les crédits s'élève à 1,5 milliard d'euros à fin décembre 2019.

La conquête brute en 2019 s'établit à 398 000 clients, avec une hausse du fonds de commerce de 76 000 clients sur l'année.

Table 35. BPI hors Italie - Encours de collecte et de crédit

Autres BPI (mds€)	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept 18	Déc 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Total encours de crédits	10.0	9.9	10.2	10.7	10.714	11.0	11.5	11.8	11.9	+10.7%
dont Crédits aux particuliers	5.1	5.2	5.2	5.3	5.4	5.7	5.6	5.8	5.9	+9.0%
dont Crédits aux professionnels et PME	0.8	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	1.1	1.1	1.1	+14.6%
dont Crédits aux grandes entreprises	3.9	4.0	4.2	4.3	4.4	4.2	4.7	5.0	4.9	+11.2%
Total encours de collecte bilan	10.7	10.5	10.9	11.4	11.6	11.8	12.2	12.7	12.8	+10.6%
Total encours de collecte hors bilan	1.3	1.5	1.5	1.6	1.7	1.8	2.1	2.1	2.2	+33.4%
Total collecte	12.0	12.0	12.5	13.0	13.3	13.6	14.3	14.8	15.0	+13.4%

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le **résultat net part du Groupe** des autres BPI s'établit à **51 millions d'euros**, en hausse de +2.8% par rapport au quatrième trimestre 2018. Ce bon niveau de rentabilité est rendu possible grâce à une hausse du résultat brut d'exploitation (+8,7%), ainsi qu'un coût du risque à nouveau en baisse (-15,4%). La hausse du RNPG (+3,2%) reste toutefois limitée en comparaison de la hausse du RBE (+8,7%) en

⁴⁰ Hors effet change

raison d'un effet de base – des plus-values de cession de terrain avaient été enregistrées pour 10 millions d'euros sur le RNPG du quatrième trimestre 2018.

Le **produit net bancaire** est en croissance par rapport au quatrième trimestre 2018 et s'établit à 227 millions d'euros, soit +3,4%.

Les **charges d'exploitation** restent stables avec +0,2% sur la même période, et les autres BPI enregistrent à nouveau un effet ciseaux positif de 3,2 points de pourcentage. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent s'établit à **59,9%**, en amélioration de 1,9 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **coût du risque** recule nettement ce trimestre et s'établit à -16 millions d'euros (-15,4% par rapport à la même période 2018).

Par pays :

- **la Pologne** voit son résultat brut d'exploitation augmenter de +39% (hors effet de change) par rapport au quatrième trimestre 2018. Son RNPG est en hausse de +69% (hors effet de change) par rapport à la même période, grâce au dynamisme commercial et à la maîtrise des charges ;
- **l'Égypte** garde un coût du risque sur encours modéré, s'établissant à 16 points de base⁴¹ et un RONE de 41%;
- **l'Ukraine** enregistre des résultats records, en progression continue du RNPG (+42% hors effet de change par rapport au quatrième trimestre 2018) ;
- **Crédit du Maroc** enregistre un produit net bancaire en hausse de +5% (hors effet de change).

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle s'établit à **163 millions d'euros**, en hausse de **+11,4%** par rapport à l'année 2018. Retraité des effets change le résultat net part du Groupe affiche une hausse de +2,0%⁴⁰. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent** sur l'année s'établit à **60,4%** s'améliorant de 1,5 point de pourcentage. Ce métier réalise une rentabilité constante avec un RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de 19,3% sur l'année 2019.

⁴¹ Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

Services financiers spécialisés (SFS)

Le pôle Services financiers spécialisés comprend le crédit à la consommation (CA Consumer Finance – CACF) et les activités de crédit-bail et d'affacturage (CA Leasing & Factoring – CAL&F).

Table 36. Services financiers spécialisés (SFS) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	672	672	(2,6%)	2 716	2 716	(1,9%)
<i>dont CACF</i>	523	523	(4,6%)	2 144	2 144	(2,7%)
<i>dont CAL&F</i>	149	149	+5,1%	572	572	+1,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(331)	(331)	(6,8%)	(1 343)	(1 343)	(1,4%)
FRU	(0)	(0)	ns	(18)	(18)	+4,3%
Résultat brut d'exploitation	341	341	+1,8%	1 354	1 354	(2,5%)
Coût du risque	(127)	(127)	+28,9%	(497)	(497)	+6,6%
Sociétés mises en équivalence	65	65	+0,2%	295	295	+16,2%
Résultat avant impôt	278	278	(7,4%)	1 152	1 152	(2,1%)
Impôt	(40)	(40)	+0,2%	(233)	(233)	(4,4%)
Résultat net	238	238	(8,6%)	919	919	(1,5%)
Résultat net part du Groupe	213	213	(3,6%)	815	815	+1,2%
<i>dont CACF</i>	159	159	(11,1%)	644	644	+0,9%
<i>dont CAL&F</i>	54	54	+28,2%	171	171	+2,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	49,3%	49,3%	-2,2 pp	49,5%	49,5%	+0,3 pp

Au quatrième trimestre 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle Services financiers spécialisés (SFS) s'établit à 213 millions d'euros, en diminution de -3,6% par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **produit net bancaire** est en contraction (-2,6%), sous l'effet d'une forte pression concurrentielle en crédit à la consommation, notamment en France, mais le **résultat brut d'exploitation** est en augmentation (+1,8%) grâce à une diminution significative des charges d'exploitation (-6,8% hors contribution au FRU). Le **coût du risque** enregistre une hausse sous l'effet notamment de l'actualisation des paramètres des modèles de provisionnement de Crédit Agricole Consumer Finance (+28,9%), mais demeure à un niveau bas avec un coût du risque sur encours moyen (84 pb) inférieur à l'hypothèse de normalisation du PMT (90-100 pb). Enfin, la **contribution des sociétés mises en équivalence**, principalement les *joint-ventures* automobiles de Crédit Agricole Consumer Finance, est stable (+0,2%). Le **coefficient d'exploitation** hors FRU du trimestre s'établit à 49,3%, en amélioration de 2,2 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle Services financiers spécialisés atteint **815 millions d'euros**, en hausse de +1,2% par rapport à 2018. Le **résultat brut d'exploitation** baisse (-2,5%) sous l'effet de la baisse du PNB, et malgré une baisse des charges. L'effet ciseaux ressort à -53 pb sur l'année. Le poids de la contribution des **sociétés mises en équivalence** dans le résultat est en augmentation (+16,2%) et le **coefficient d'exploitation** hors FRU atteint **49,5%**, stable par rapport à 2018 (+0,3 point de pourcentage).

Le pôle Services financiers spécialisés contribue à hauteur de **15% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A (hors AHM) sur l'année 2019 et de **13% à leurs revenus sous-jacents** (hors AHM).

Au 31 décembre 2019, les **fonds propres alloués** au pôle Services financiers spécialisés s'élèvent à **5,2 milliards d'euros** (14% du total alloué) ; les **emplois pondérés** sont de **54,8 milliards d'euros** (17% du total).

Crédit à la consommation (CACF)

Le métier crédit à la consommation comprend la société faîtière du métier, CA Consumer Finance (CACF) qui opère en France sous la marque Sofinco, ainsi que sa filiale à 61% Agos en Italie (le reste du capital est détenu par Banco BPM), Creditplus en Allemagne, Credibom au Portugal, CACF NL aux Pays-Bas, et les joint-ventures avec des constructeurs automobiles, FCA Bank (avec Fiat Chrysler Automotive, détenue à 50% par CACF et 50% par FCA) et GAC-Sofinco en Chine (avec Guangzhou Automobile Group, détenue à 50% par CACF et 50% par GAC) et des partenaires bancaires, Wafasalaf au Maroc (détenu à 49% par CACF et 51% par Attijariwafa Bank) et SoYou en Espagne (détenu à 51% par CACF et 49% par Bankia).

Les comptes du quatrième trimestre 2019 n'intègrent pas d'élément spécifique. En 2018, les comptes du quatrième trimestre intégraient un complément de provision enregistrée par l'entité FCA Bank (filiale à 50% de CACF et de FCA) pour couvrir une amende imposée par l'autorité de la concurrence italienne. L'impact s'élevait à 67 millions d'euros en contribution des sociétés mises en équivalence du métier Crédit à la consommation.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont détaillés en annexes p.98.

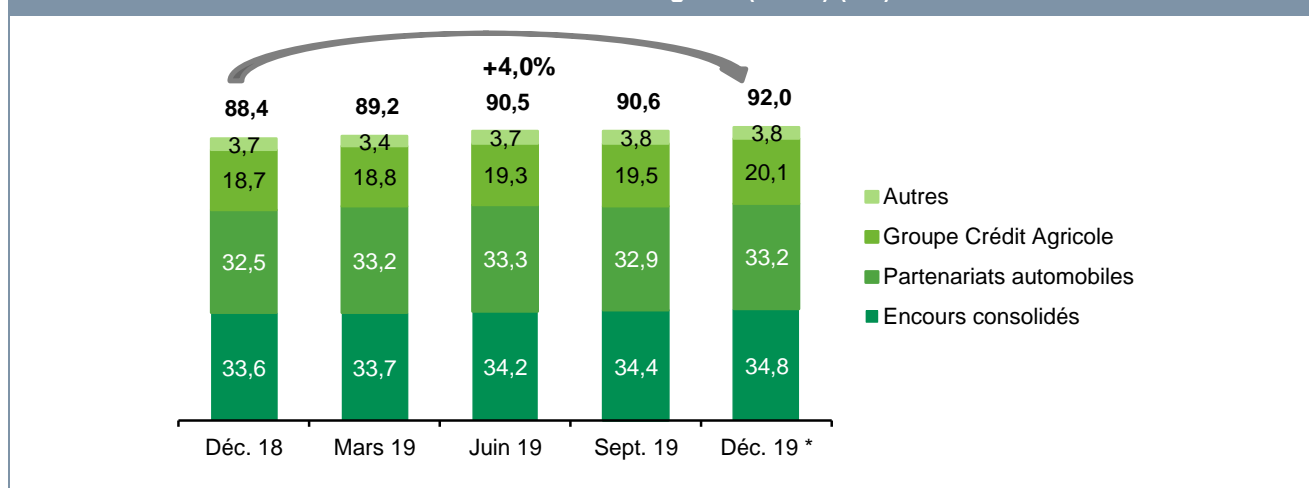
Table 37. Crédit à la consommation (CACF) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	523	523	(4,6%)	2 144	2 144	(2,7%)
Charges d'exploitation hors FRU	(261)	(261)	(7,9%)	(1 057)	(1 057)	(1,8%)
FRU	(0)	(0)	ns	(11)	(11)	+5,2%
Résultat brut d'exploitation	261	261	(1,1%)	1 076	1 076	(3,7%)
Coût du risque	(115)	(115)	+40,6%	(451)	(451)	+9,0%
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	65	65	+0,2%	295	295	+16,2%
Gains ou pertes sur autres actifs	(1)	(1)	+57,9%	(0)	(0)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	210	210	(14,7%)	920	920	(4,0%)
Impôt	(26)	(26)	(6,9%)	(172)	(172)	(10,5%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net	184	184	(15,7%)	749	749	(2,3%)
Intérêts minoritaires	(25)	(25)	(36,5%)	(104)	(104)	(18,4%)
Résultat net part du Groupe	159	159	(11,1%)	644	644	+0,9%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	50,0%	50,0%	-1,8 pp	49,3%	49,3%	+0,5 pp

Activité

La **production commerciale** du quatrième trimestre 2019 atteint **11,5 milliards d'euros** et poursuit sa **tendance haussière** (+3,3% par rapport au quatrième trimestre 2018) avec une **forte contribution des Caisses régionales et de LCL** (respectivement +12,9% et +7,6%). Dans ce contexte, les **encours gérés** atteignent **92 milliards d'euros** et **augmentent** ainsi de +4% sur l'année. Les encours consolidés sont également en progression (+3,6%) et atteignent 34,8 milliards d'euros.

Table 38. Crédit à la consommation - encours bruts gérés (Mds€) (1/2)



(*) 38% des encours gérés sont localisés en France, 30% en Italie et 32% dans les autres pays.

Table 39. Crédit à la consommation - encours bruts gérés (2/2)

(en Mds€)	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19 *	Δ Déc./Déc.
Encours consolidés	32,9	32,9	33,1	33,2	33,6	33,7	34,2	34,4	34,8	+3,6%
Partenariats automobiles	29,2	29,5	30,7	30,8	32,5	33,2	33,3	32,9	33,2	+2,4%
Groupe Crédit Agricole	17,0	17,3	17,9	18,3	18,7	18,8	19,3	19,5	20,1	+7,6%
Autres	3,5	3,5	3,6	3,7	3,7	3,4	3,7	3,8	3,8	+4,3%
Total	82,6	83,2	85,3	85,9	88,4	89,2	90,5	90,6	92,0	+4,0%
dont Agos Ducato total géré	13,8	13,9	13,9	13,8	13,9	13,9	14,4	14,4	14,6	5,1%

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 159 millions d'euros, en baisse de -11,1% par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **produit net bancaire** atteint 523 millions d'euros, en retrait de -4,6% par rapport au quatrième trimestre 2018, tout comme le **résultat brut d'exploitation** (-1,1%), dans un contexte de forte pression concurrentielle en France. Les **charges d'exploitation** diminuent cependant significativement sur la période (-7,9% à 261 millions d'euros) en lien notamment avec la poursuite du plan d'économies mené en France. Le **coût du risque** enregistre une hausse de 40,6% sous l'effet notamment de l'actualisation des paramètres des modèles de provisionnement mais demeure à un niveau bas avec un coût du risque sur encours moyen (128 pb) inférieur à l'hypothèse de normalisation du PMT (<160 pb). Enfin, la **contribution des sociétés mises en équivalence** au résultat net part du Groupe est stable par rapport au quatrième trimestre 2018 (+0,2%). Le **coefficient d'exploitation** hors FRU s'améliore (-1,8 point) et atteint 50%.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe** sous-jacent s'établit à 644 millions d'euros, en hausse de **+0,9%**, grâce à la bonne performance des **sociétés mises en équivalence** (hausse de +16,2% à 295 millions d'euros) et à la baisse des **charges d'exploitation** hors FRU (-1,8% à 1 057 millions d'euros). Dans ce contexte, le **coefficient d'exploitation** hors FRU ressort à **49,3%**, **stable par rapport à 2018** (+0,5 point de pourcentage).

Leasing & factoring (CAL&F)

Crédit Agricole Leasing & Factoring (CA-LF) regroupe les activités de crédit-bail (mobilier et immobilier) destiné à une clientèle d'entreprises, et d'affacturage.

Les comptes du quatrième trimestre n'intègrent pas d'élément spécifique, ni en 2019, ni en 2018.

Table 40. Crédit-bail & affacturage (CAL&F) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	149	149	+5,1%	572	572	+1,4%
Charges d'exploitation hors FRU	(70)	(70)	(2,6%)	(286)	(286)	+0,4%
FRU	(0)	(0)	ns	(8)	(8)	+3,2%
Résultat brut d'exploitation	80	80	+13,0%	278	278	+2,5%
Coût du risque	(12)	(12)	(28,6%)	(47)	(47)	(12,3%)
Coût du risque juridique	-	-	ns	-	-	ns
Sociétés mises en équivalence	-	-	ns	-	-	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	ns	0	0	x 21,1
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	68	68	+26,1%	232	232	+6,1%
Impôt	(13)	(13)	+18,0%	(61)	(61)	+18,1%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	ns	-	-	ns
Résultat net	54	54	+28,3%	171	171	+2,4%
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	ns	(0)	(0)	(16,7%)
Résultat net part du Groupe	54	54	+28,2%	171	171	+2,5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	46,8%	46,8%	-3,7 pp	50,0%	50,0%	-0,5 pp

Activité

Le quatrième trimestre 2019 est marqué par un **très bon niveau d'activité** avec une **production commerciale en affacturage en forte augmentation** depuis le quatrième trimestre 2018 (+119% à 4,9 milliards d'euros) tant en **France** (+144% à 3 milliards d'euros) qu'à **l'international** (+87% à 1,8 milliard d'euros). Dans ce contexte, le **chiffre d'affaires factoré** enregistre une progression sur la période (+0,6% à 20,6 milliards d'euros).

La **production commerciale en crédit-bail** atteint par ailleurs son **plus haut niveau depuis 2014** (1,8 milliard d'euros, soit une augmentation de +9,3% depuis le quatrième trimestre 2018). Les **encours financés en crédit-bail** atteignent **15 milliards d'euros, en hausse de +3,1%** sur l'année.

Table 41. Crédit Agricole Leasing & Factoring - Encours de crédit-bail et C.A. factoré

(en Mds€)	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Encours Crédit-bail	14,2	14,3	14,3	14,3	14,6	14,7	14,8	14,7	15,1	+3,1%
dont France	11,7	11,8	11,8	11,8	11,9	11,9	11,9	11,9	12,1	+1,9%
Chiffre d'affaires factoré	19,6	18,4	19,6	18,0	20,5	18,9	20,6	18,7	20,6	+0,6%
dont France	13,1	11,9	12,9	11,6	13,5	12,2	13,7	12,4	14,0	+3,7%

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le **résultat net part du Groupe** de CA Leasing & Factoring (CAL&F) s'établit à 54 millions d'euros, en hausse de +28,2% par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **produit net bancaire** augmente sur la même période (+5,1% à 149 millions d'euros), grâce notamment une **hausse sensible de la production commerciale**. Les **charges d'exploitation** diminuent (-2,6% à 70 millions) et le **résultat brut d'exploitation** atteint 80 millions d'euros, en hausse de +13%. Le **coût du risque** baisse (-28,6% à 12 millions d'euros) sous l'effet notamment de l'actualisation des paramètres des modèles de provisionnement. Le **coefficient d'exploitation** hors FRU atteint 46,8%, en amélioration de 3,7 points de pourcentage depuis le quatrième trimestre 2018.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe** s'établit à **171 millions d'euros**, affichant une **hausse de +2,5% par rapport à 2018** et le **coefficient d'exploitation** hors FRU atteint **50%, stable par rapport à 2018** (-0,5 point de pourcentage).

Grandes clientèles (BFI et SFI)

Le pôle Grandes clientèles regroupe les activités de Banque de marché, de Banque d'investissement, de Financements structurés et de Banque commerciale regroupées au sein de Crédit Agricole Corporate & Investment Bank (CACIB), ainsi que les Services financiers aux institutionnels (SFI) regroupés au sein de CACEIS.

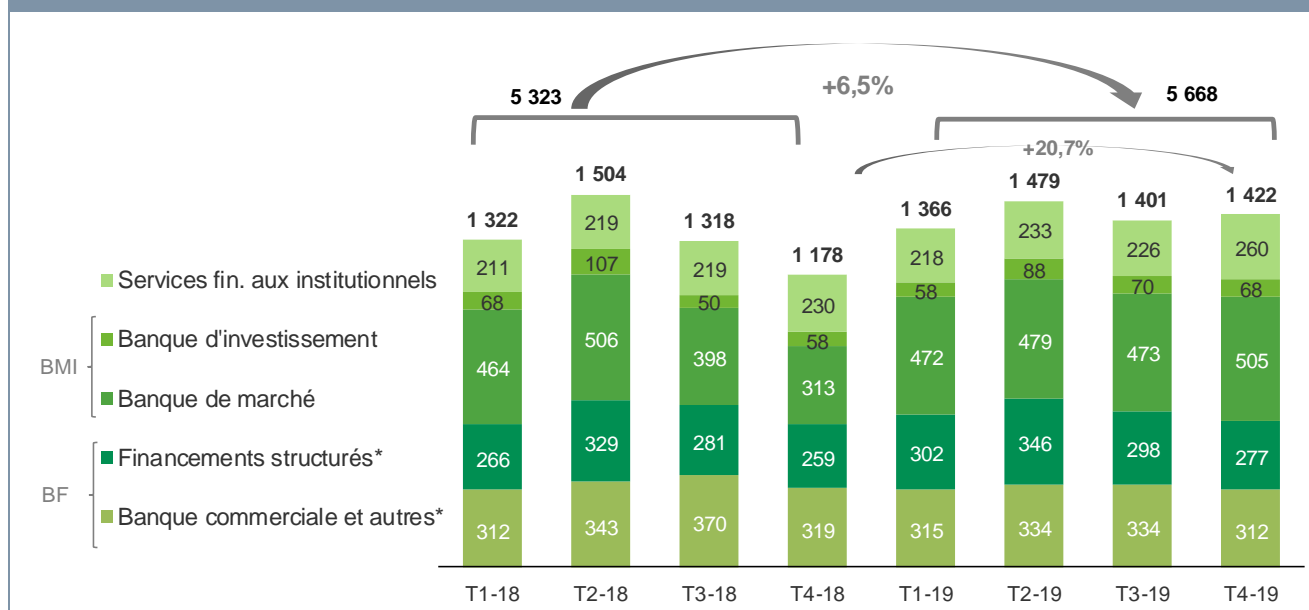
Table 42. Grandes clientèles (GC) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	1 401	1 422	+20,7%	5 603	5 668	+6,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(902)	(887)	+9,1%	(3 321)	(3 305)	+4,3%
FRU	0	0	ns	(177)	(177)	+4,6%
Résultat brut d'exploitation	499	536	+46,7%	2 105	2 185	+10,1%
Coût du risque	(55)	(55)	ns	(160)	(160)	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	7	13	ns	6	12	(10,5%)
Résultat avant impôt	476	497	+27,5%	1 978	2 042	(1,0%)
Impôt	(67)	(79)	+11,9%	(407)	(431)	(20,1%)
Résultat net	409	418	+30,9%	1 570	1 612	+5,8%
Résultat net part du Groupe	399	408	+30,1%	1 538	1 579	+5,6%
dont Banque de Financement et d'Investiss.	356	372	+38,0%	1 388	1 435	+8,6%
dont Services Financiers aux Institutionnels	43	36	(18,0%)	150	143	(17,6%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,4%	62,4%	-6,7 pp	59,3%	58,3%	-1,2 pp

Sous-jacent : retraité des impacts comptables (couverture de portefeuilles de prêts, DVA), voir p.98.

Activité

Table 43. Grandes clientèles - revenus sous-jacents par métier



Sous-jacent : Retraité des impacts comptables (couvertures des portefeuilles de prêts, DVA), voir p 98.

Un transfert de portefeuilles entre Banque commerciale et financements structurés a été réalisé au deuxième trimestre 2019, les séries historiques ont fait l'objet d'un proforma.

(*) Un transfert de portefeuilles entre Banque commerciale et financements structurés a été réalisé au T2-19, les séries historiques ont fait l'objet d'un proforma

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe publié du pôle Grandes clientèles s'établit à **399 millions d'euros**, en hausse de +18,5% par rapport au quatrième trimestre 2018.

Les **éléments spécifiques**⁴² ont un impact net de -9 millions d'euros en résultat net part du Groupe au quatrième trimestre 2019, à savoir :

- le DVA (*Debt Valuation Adjustment*), -6 millions d'euros en produit net bancaire et -4 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisé en BFI/BMI (Banque de marché et d'investissement) ;
- les couvertures de portefeuilles de prêts, à hauteur de -16 millions d'euros en produit net bancaire et -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisées en BFI/BF Banque de financement ;
- les coûts d'intégration Santander/Kas Bank, -15 millions d'euros en charges et -11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisés en Services financiers aux institutionnels ;
- les coûts d'acquisition de Santander/Kas Bank, -6 millions d'euros en gains/pertes nets sur autres actifs et -5 millions d'euros en résultat net part du Groupe, comptabilisés en Services financiers aux institutionnels ;
- le Badwill Kas Bank, 22 millions d'euros en variation des écarts d'acquisition et en résultat net part du Groupe, comptabilisés en Services financiers aux institutionnels.

Pour rappel, l'impact total net des éléments spécifiques au quatrième trimestre 2018 (DVA et couvertures des portefeuilles de prêts) s'élevait à 23 millions d'euros en résultat net part du Groupe.

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe** du pôle Grandes clientèles atteint **408 millions d'euros**, en hausse de **+30,1%** par rapport au quatrième trimestre 2018. Le résultat net part du Groupe sous-jacent bénéficie de bonnes performances de la banque de marché et d'investissement et equity ainsi que de performances stables de la banque de financement. La baisse de la contribution des Services financiers aux institutionnels (-18%) est liée principalement à la hausse des charges pour accompagner la conquête de nouveaux client.

Le **produit net bancaire sous-jacent** est en forte hausse de +20,7% par rapport au quatrième trimestre 2018, porté par une excellente performance en banque de marché et de la banque d'investissement et equity (respectivement en hausse de +61,4% et +18,5% par rapport au quatrième trimestre 2018), une bonne dynamique commerciale sur les financements structurés (+7,2% par rapport au quatrième trimestre 2018) et des performances en légère baisse en banque commerciale tout en gardant une position de leader sur les prêts syndiqués (numéro 2 dans la zone EMEA)⁴³.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes progressent ce trimestre de +9,1%, mais de manière moins significative que le produit net bancaire sous-jacent générant un effet ciseau positif significatif à +117 points de base. Le **coefficient d'exploitation** sous-jacent s'établit à 62,4%, en amélioration de 6,7 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **coût du risque de crédit** est toujours en phase de normalisation, enregistrant une dotation à hauteur de -55 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 contre une reprise nette de +26 millions d'euros au quatrième trimestre 2018.

L'impôt est en hausse ce trimestre de +11,9% par rapport au quatrième trimestre 2018, liée notamment à la Banque de financement et d'investissement. Cette hausse est relative à des effets globalement favorables au quatrième trimestre 2018.

Sur l'année 2019, les **éléments spécifiques** du compte de résultat sont essentiellement le DVA, les couvertures de portefeuilles de prêts (dont les impacts ont été de -65 millions d'euros sur le produit net bancaire et -47 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe), ainsi que les éléments spécifiques cités supra au titre du quatrième trimestre. A rappeler que l'année 2018 avait pour éléments spécifiques uniquement la DVA et les couvertures de portefeuilles de prêts, dont les impacts étaient de 45 millions d'euros sur le produit net bancaire et 33 millions

⁴² Pour le détail des éléments spécifiques du troisième trimestre et des neuf premiers mois 2019, ainsi que pour les mêmes périodes de 2018, voir p. 86

⁴³ Refinitiv R17

d'euros sur le résultat net part du Groupe. Le tableau présentant le passage des résultats publiés aux résultats sous-jacents est détaillé en annexe, page 98.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent de l'année 2019 s'établit à 1 579 millions d'euros, en hausse de **+5,6%** par rapport à l'année 2018. Les **revenus sous-jacents** enregistrent une hausse de +6,5% par rapport à l'année 2018. Les charges hors contribution FRU sont en hausse de +4,3% par rapport à l'année 2018. Mais parallèlement, le coût du risque, retrouvant un niveau normal en Banque de financement et d'investissement, enregistre une dotation de -160 millions d'euros sur l'année 2019 contre une reprise nette de + 64 millions d'euros sur 2018. A rappeler que l'année 2018 intégraient la plus-value de cession des activités de CACEIS en Amérique du Nord (14 millions d'euros). Enfin, la contribution au FRU a augmenté de +4,6%. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'améliore de -1,2 point de pourcentage et s'établit à **58,3%** sur l'année 2019.

Le pôle Grandes clientèles contribue à hauteur de **29% au résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) sur l'année **2019** et de **27% à leurs revenus sous-jacents**.

Au 31 décembre 2019, les **fonds propres alloués** au pôle Grandes clientèles s'élèvent à **11,4 milliards d'euros**, dont 6,6 milliards d'euros pour la Banque de financement, 3,8 milliards d'euros pour la Banque de marché et d'investissement et equity et 0,9 milliard d'euros pour les Services financiers aux institutionnels.

Les **emplois pondérés** du pôle sont de **119,6 milliards d'euros** dont 69,8 milliards d'euros pour la Banque de financement, 40,1 milliards d'euros pour la Banque de marché et d'investissement et equity et 9,7 milliards d'euros pour les Services financiers aux institutionnels. Les emplois pondérés (119,6 milliards d'euros) sont stable par rapport à fin décembre 2018, mais en baisse par rapport à fin septembre 2019 (-3%), grâce notamment à des actions d'optimisation de la Banque de Financement et d'investissement (titrisations synthétiques -1,7 milliards d'euros et la cession de la Banque Saudi Fransi -1,1 milliards d'euros). Le ratio du produit net bancaire sous-jacent sur les emplois moyens pondérés a toutefois progressé de 66 points de base par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **RONE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) de la Banque de financement et d'investissement s'établit à 12,4% sur l'année 2019, stable par rapport à 2018.

Banque de financement et d'investissement (BFI)

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2019 ainsi que les mêmes périodes en 2018 sont détaillés en annexe p. 98.

Table 44. Banque de financement & d'investissement (BFI) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	1 141	1 163	+22,6%	4 667	4 731	+6,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(685)	(685)	+6,1%	(2 595)	(2 595)	+3,0%
FRU	0	0	ns	(161)	(161)	+4,2%
Résultat brut d'exploitation	456	478	+57,6%	1 911	1 975	+11,5%
Coût du risque	(55)	(55)	ns	(155)	(155)	ns
Sociétés mises en équivalence	3	3	ns	4	4	x 11
Gains ou pertes sur autres actifs	13	13	ns	16	16	ns
Résultat avant impôt	418	439	+33,4%	1 775	1 840	+0,4%
Impôt	(52)	(58)	+6,1%	(355)	(372)	(22,9%)
Résultat net	366	382	+38,8%	1 420	1 468	+8,8%
Intérêts minoritaires	(10)	(10)	+73,9%	(32)	(33)	+15,1%
Résultat net part du Groupe	356	372	+38,0%	1 388	1 435	+8,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	60,0%	58,9%	-9,1 pp	55,6%	54,8%	-1,8 pp

Activité

La Banque de financement et d'investissement enregistre ce trimestre une activité de très bon niveau avec des revenus sous-jacent en forte hausse de +22,6%, avec un produit net bancaire dégagé ce trimestre de 1 163 millions d'euros. Les revenus de la banque de marché et d'investissement et equity sont en forte progression, grâce à un dynamisme commercial sur l'ensemble des activités dans des conditions de marché devenues plus favorables après un quatrième trimestre 2018 bas. Grâce à des performances solides sur le crédit, le taux et le change, l'activité commerciale a été dynamique en banque de marché (+61,4%) comme en banque d'investissement et equity (+18,5%). Par rapport au troisième trimestre, les revenus de banque d'investissement et equity sont stables, et la banque de marché a connu une bonne reprise avec une hausse de +6,7% faisant apparaître une saisonnalité moins marquée sur l'ensemble de l'année. En dépit de l'absence de transactions majeures, les financements structurés ont enregistré de bons revenus (+7,2%) et la banque commerciale a vu ses revenus (-2,3%) pénalisés par le ralentissement du marché des prêts syndiqués EMEA (-10% sur un an⁴⁴), bien qu'elle ait maintenu sa position de leader (numéro 2) sur ce marché⁴⁵.

La Banque de financement et d'investissement a été classé 2^{ème} en Financements aéronautiques (monde), 2^{ème} en Financements de projet (EMEA), 2^{ème} en Émissions d'obligations en EUR et en USD (France), et 2^{ème} en Green bonds (Monde).

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe publié de la Banque de financement et d'investissement s'établit à 356 millions d'euros. Hors éléments spécifiques mentionnés ci-dessus, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** ressort à **372 millions d'euros**, en hausse de **+38,0%** par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le produit net bancaire sous-jacent atteint 1 163 millions d'euros, en forte hausse de **+22,6%** par rapport au quatrième trimestre 2018, grâce aux bons résultats de l'activité de la Banque de Marché et d'Investissement et equity (+54,7%) ainsi qu'à la légère hausse des revenus de la Banque de financement (+2,0%).

Les **charges d'exploitation hors contribution au FRU** s'élèvent à 685 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, en hausse de **+6,1%** par rapport au quatrième trimestre 2018. La hausse des charges est liée à un effet taxes, aux rémunérations et enfin à un effet change. La hausse des charges reste modérée par rapport à la hausse des revenus (+22,6%), faisant apparaître un effet ciseaux positif de 16,50 points de pourcentage. Ainsi, le **coefficient d'exploitation sous-jacent** s'établit à **58,9%**, en forte amélioration de 9,1 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

Le **coût du risque de crédit** enregistre des dotations nettes ce trimestre à hauteur de -55 millions d'euros, alors qu'il était en reprise nette au quatrième trimestre 2018 (+28 millions d'euros). Le ratio de **coût du risque sur encours**⁴⁶ pour la Banque de financement s'établit à **12 points de base** en moyenne annuelle sur quatre trimestres glissants.

Les **impôts** sont en hausse de +6,1% par rapport au quatrième trimestre 2018 et s'établissent à 58 millions d'euros. Cette hausse s'explique notamment par des dossiers favorables au T4-18.

Le **résultat net part du Groupe sous-jacent** de la Banque de financement et d'investissement est composé de la contribution de la **Banque de financement**, à hauteur de **250 millions d'euros** (contre 273 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, soit une baisse de -8,2%) et de la **Banque de marché et d'investissement** à hauteur de **122 millions d'euros** (contre -3 millions d'euros au quatrième trimestre 2018).

⁴⁴ Thomson Reuters, sur la zone EMEA au 30 septembre 2019

⁴⁵ Crédits syndiqués sur la zone EMEA 2019, teneur de livres (Source Refinitiv)

⁴⁶ Relatif aux encours consolidés, calculé en moyenne annualisée sur quatre trimestres glissants.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent de la Banque de financement et d'investissement pour l'année 2019 s'établit à 1 435 millions d'euros, soit une hausse de +8,6% par rapport à l'année 2018. Le produit net bancaire est en hausse entre les deux périodes (+6,5%) et les charges d'exploitation hors FRU réalisent une hausse modérée (+3,0%). A rappeler que l'année 2019 inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de 161 millions d'euros, en hausse de +4,2% par rapport à la même période en 2018. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU sur l'année 2019 ressort à 54,8%, en amélioration de 1,8 point de pourcentage depuis un an.

Banque de financement (BF)

Table 45. Banque de financement (BF) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	573	589	+1,9%	2 474	2 518	+1,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(277)	(277)	+14,9%	(1 016)	(1 016)	+5,1%
FRU	0	0	ns	(45)	(45)	(2,6%)
Résultat brut d'exploitation	296	312	(7,4%)	1 413	1 457	(0,8%)
Coût du risque	(58)	(58)	ns	(132)	(132)	ns
Sociétés mises en équivalence	3	3	ns	4	4	x 11
Gains ou pertes sur autres actifs	13	13	ns	14	14	ns
Résultat avant impôt	254	270	(23,7%)	1 299	1 343	(13,4%)
Impôt	(10)	(14)	(81,4%)	(240)	(251)	(38,5%)
Résultat net	244	256	(8,2%)	1 060	1 092	(4,4%)
Intérêts minoritaires	(5)	(5)	(7,6%)	(22)	(23)	(5,2%)
Résultat net part du Groupe	239	250	(8,2%)	1 037	1 069	(4,4%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	48,3%	47,1%	+5,3 pp	41,1%	40,3%	+1,4 pp

Pour l'activité **financements structurés**, le niveau de production est resté satisfaisant au quatrième trimestre 2019. Sur un an, la croissance des encours (en hausse de +8%) se concentre notamment sur l'immobilier. Par ailleurs, en application de son modèle *Distribute to Originate*, la Banque de financement a enregistré un **taux de distribution primaire moyen sur les douze derniers mois de 41%**, en hausse de +2 points par rapport au quatrième trimestre 2018 et de +15 points de pourcentage par rapport à 2013, année d'intensification de cette politique.

Les principales opérations du trimestre de la Banque de financement sont les suivantes :

NOVEMBER 2019 Z HOLDINGS z HOLDING CORPORATION Japan JPY 400,000,000,000 Bridge Facility MLA & Bookrunner	NOVEMBER 2019 les cinémas PATHE GAUMONT LES CINÉMAS PATHÉ GAUMONT FRANCE EUR 815,000,000 Acquisition facilities: TL, RCF & Bridge Underwriter, MLAB, Facility Agent	DECEMBER 2019 VOLKSWAGEN GERMANY EUR 10,000,000,000 Revolving Credit Facility Coordinator, MLA & Bookrunner	OCTOBER 2019 376 MW Formosa 2 Offshore Wind Project Taiwan TWD 62.5 billion Project Financing MLA, Lead Documentation Bank, ECA Coordinator, Intercreditor Agent, ECA Facilities Agent, Commercial Facility Agent, IRS and FX Hedge Arranger	NOVEMBER 2019 BORALEX Refinancing Renewable Portfolio FRANCE EUR 1,100,000,000 MLA, Account Bank, Hedge Provider	DECEMBER 2019 EUR 1,600,000,000 Global Refinancing incl. Bank Debt and Private Placements Green & Rating Advisor, MLA, Facility Agent
---	---	---	---	---	---

Ainsi, sur le quatrième trimestre 2019, **les revenus des financements structurés s'établissent à 277 millions d'euros**, en hausse de +7,2% par rapport au quatrième trimestre 2018.

En **banque commerciale**, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank confirme son leadership et est deuxième ce trimestre en syndication sur la zone EMEA⁴⁷. Crédit Agricole Corporate and Investment Bank enregistre une hausse de ses revenus de prêts aux entreprises et de distribution (*Debt Optimisation & Distribution*) dans un contexte où le marché des prêts syndiqués sur la zone euro est en baisse de -10%. Les activités de financement du commerce international et de cash management d'International Trade & Transaction Banking restent stables par rapport au quatrième trimestre 2018, la baisse sur l'export est compensée par une hausse des autres métiers. Ainsi, au global, **les revenus sous-jacents de la banque commerciale s'établissent à 312 millions d'euros**, en légère baisse de -2,3% par rapport au quatrième trimestre 2018.

⁴⁷ Crédits syndiqués sur la zone EMEA 2019, teneur de livres (Source Refinitiv)

Au quatrième trimestre 2019, la Banque de financement dans son ensemble affiche un résultat net part du Groupe publié de 239 millions d'euros. Hors éléments spécifiques, à savoir les couvertures de portefeuilles de prêts pour -11 million d'euros, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **250 millions d'euros**, soit une **baisse de -8,2%**.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **1 milliard d'euros**, en **baisse de -4,4%** par rapport à la même période en 2018. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **40,3%**, en légère dégradation de 1,4 point de pourcentage sur un an.

Banque de marché et d'investissement (BMI)

Table 46. Banque de marché & d'investissement (BMI) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	568	574	+54,7%	2 192	2 213	+12,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(408)	(408)	+0,8%	(1 579)	(1 579)	+1,8%
FRU	-	-	ns	(116)	(116)	+7,1%
Résultat brut d'exploitation	160	166	ns	498	519	+70,8%
Coût du risque	4	4	(61,0%)	(24)	(24)	+8,3%
Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	ns	2	2	ns
Résultat avant impôt	164	170	ns	476	497	+76,4%
Impôt	(42)	(44)	ns	(115)	(121)	+62,9%
Résultat net	122	126	ns	361	376	+81,2%
Intérêts minoritaires	(4)	(4)	ns	(10)	(10)	x 2,3
Résultat net part du Groupe	117	122	ns	351	366	+80,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	71,8%	71,1%	-38,0 pp	72,0%	71,3%	-7,7 pp

Au quatrième trimestre 2019, les **revenus sous-jacents** de la **banque de marché** (FICC seulement) hors DVA s'élèvent à 505 millions d'euros, en forte hausse de **+61,4%** sur un an dans un contexte d'amélioration progressive des conditions de marché. Ce trimestre est caractérisé par une performance très solide sur la trésorerie, le crédit, le taux et le change et une faible saisonnalité des revenus. Les activités de crédit poursuivent leurs bonnes performances sur tous les secteurs, dans la lignée des trimestres précédents, grâce à des conditions de marché favorables sur le crédit et avec la signature de plusieurs mandats importants. Les bonnes performances du change sont tirées par l'ensemble des activités, et tirant notamment partie de la volatilité liée à l'environnement politico-économique instable entre la Chine et les Etats-Unis, les crises à Hong Kong et le Brexit et dans la continuité de la bonne activité commerciale du troisième trimestre 2019. La **VaR** a augmenté sur le trimestre passant de 7,4 millions d'euros au troisième trimestre 2019 à 9,8 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2019, mais reste à un bas niveau. La banque de marché confirme un solide positionnement sur l'ensemble des classements, et est notamment classée deuxième sur les émissions obligataires en euros⁴⁸ et en dollars.

La **Banque d'investissement** affiche une amélioration de ses revenus (+18,5%) avec un volume d'activité stable entre le quatrième trimestre 2019 et le quatrième trimestre 2018, mais avec des opérations de taille importante sur la période de 2019, malgré un marché du M&A européen en retrait et au plus bas en France.

Les mandats significatifs de la Banque de marché et d'investissement comprennent, au quatrième trimestre 2019, les opérations suivantes :

⁴⁸ Refinitiv N1 – worldwide, bookrunner by volume au 31 december 2019



Au quatrième trimestre 2019, la Banque de marché et d'investissement et equity dans son ensemble affiche un résultat net part du Groupe publié de 117 millions d'euros. Retraité des éléments spécifiques, à savoir le DVA pour -4 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **122 millions d'euros**. A rappeler que le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du quatrième trimestre 2018 était négatif (-3 millions d'euros).

Sur l'année 2019, le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint **366 millions d'euros**, en forte hausse de **+80,2%** par rapport à la même période en 2018. Ces résultats incluent une contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) à hauteur de -116 millions d'euros, en hausse de +7,1% par rapport à l'année 2018. Le **coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** ressort à **71,3%** sur la période, soit une amélioration de 7,7 points de pourcentage.

Services financiers aux institutionnels (CACEIS)

Les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2019 intègrent en éléments spécifiques les coûts d'intégration de KAS Bank/Santander Securities Services, dont les impacts pour le quatrième trimestre 2019 comme pour l'année 2019 sont de -15 millions d'euros sur les charges et -11 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe, les coûts d'acquisition de KAS Bank/Santander Securities Services dont les impacts pour le quatrième trimestre 2019 comme pour l'année 2019, sont de -6 millions d'euros sur les gain/pertes sur autres actifs et de -5 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe et le badwill de KAS bank dont les impacts pour le quatrième trimestre 2019 comme pour l'année 2019 sont de 22 millions d'euros sur la variation des écarts d'acquisition et 22 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe. Les comptes du quatrième trimestre 2018 et de l'année 2018 n'intègrent aucun élément spécifique.

Les éléments spécifiques du compte de résultat permettant de passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2019 ainsi que les mêmes périodes en 2018 sont détaillés en annexe p. 98.

Table 47. Services financiers aux institutionnels - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	260	260	+13,1%	937	937	+6,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(217)	(202)	+20,4%	(726)	(711)	+9,1%
FRU	0	0	ns	(16)	(16)	+8,6%
Résultat brut d'exploitation	42	58	(6,9%)	195	210	(1,3%)
Coût du risque	(0)	(0)	(91,3%)	(4)	(4)	ns
Résultat avant impôt	58	58	(4,7%)	202	202	(12,2%)
Impôt	(15)	(21)	+31,0%	(52)	(59)	+4,2%
Résultat net	43	36	(18,0%)	150	143	(17,6%)
Résultat net part du Groupe	43	36	(18,0%)	150	143	(17,6%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	83,7%	77,8%	+4,8 pp	77,5%	75,9%	+1,8 pp

Activité

L'activité de CACEIS poursuit son développement, se traduisant **au quatrième trimestre 2019** par des niveaux record d'encours conservés et administrés grâce non seulement à la consolidation de KAS Bank et Santander Securities Services (« S3 »), respectivement au troisième trimestre 2019 et au quatrième trimestre 2019, mais aussi à un bon dynamisme commercial à périmètre constant, et à un effet marché favorable. Les

encours conservés s'établissent ainsi à **3 879 milliards d'euros** à fin décembre 2019, en hausse de **+47,3% (+1 246 milliards d'euros)** sur un an et de **+23,4% (+735 milliards d'euros)** par rapport à fin septembre 2019. A rappeler que sur les 1 246 milliards d'euros d'encours supplémentaires à fin décembre 2019, 196 milliards d'euros proviennent de KAS Bank et 654 milliards d'euros de S3. Le solde (+395 milliards d'euros) est lié à une bonne dynamique commerciale sur le périmètre CACEIS, ainsi qu'à un effet marché favorable. Les **encours administrés** atteignent **2 047 milliards d'euros**, en hausse de **+21,0% (+355 milliards d'euros)** sur un an avec, notamment, 142 milliards d'euros apportés par **Kas Bank** et 12 milliards d'euros par Santander Fund Administration. Hormis ces nouvelles entités, la hausse est de +201 milliards d'euros. Par rapport au trimestre précédent, la croissance des **encours administrés est de +1,2% (+24 milliards d'euros)** et celle **des encours conservés de +23,4% (+735 milliards d'euros)**.

S3 a été consolidé au 31 décembre 2019 dans les comptes de CACEIS, sans impact sur le résultat sur ce trimestre, suite à la signature d'un protocole d'accord relatif au rapprochement des activités de conservation et d'*asset servicing* de Santander et de Crédit Agricole S.A. A rappeler que la nouvelle entité est détenue par Crédit Agricole S.A. et Santander, respectivement à hauteur de 69,5 % and 30,5%. Le premier impact de **KAS Bank** sur ce trimestre a été de 20 millions d'euros en produit net bancaire ; l'impact est marginal sur le résultat net part du Groupe à environ -0,1 million d'euros.

Table 48. Services financiers aux institutionnels - Encours

Mds€	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Encours conservés	2 656	2 605	2 631	2 702	2 633	2 776	2 874	3 144	3 879	+47,3%
Encours administrés	1 762	1 768	1 776	1 786	1 692	1 778	1 819	2 023	2 047	+21,0%

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** des Services financiers aux institutionnels s'établit à **36 millions d'euros**, en **baisse de -18,0%** par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à **58 millions d'euros**, en baisse de -6,9% par rapport au quatrième trimestre 2018, liée notamment à la hausse des charges de +20,4%.

Le **produit net bancaire** progresse de **+13,1%** (+33 millions d'euros) par rapport au quatrième trimestre 2018 pour atteindre **260 millions d'euros**, grâce au bon développement de l'activité et la progression tant des commissions nettes que de la marge nette d'intérêts, mais aussi à l'impact positif de Kas Bank pour +20 millions d'euros. Les **charges d'exploitation sous-jacentes** s'établissent à **202 millions d'euros**, en **hausse de 34 millions d'euros** par rapport au quatrième trimestre 2018. Cette hausse est liée notamment aux charges relatives aux projets de développement de l'activité.

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à **143 millions d'euros**, en **repli de -17,6% par rapport à 2018**. Hors les coûts d'intégration et d'acquisition de Kas Bank et S3 (-16 millions d'euros) et le badwill de Kas Bank (+22 millions d'euros), la baisse du résultat net part du Groupe est de **-13,8%** entre les deux périodes. A rappeler que l'année 2018 intégrait la plus-value de cession de CACEIS Amérique du Nord (CNA) pour 14 millions d'euros (au troisième 2018). Le **résultat brut d'exploitation sous-jacent** est en légère baisse (-1,3%) à **210 millions d'euros**. Les **revenus** progressent de **+6,6%** en lien avec l'activité et les bonnes performances de la trésorerie qui bénéficie d'une augmentation des volumes, ainsi que Kas Bank (+20 millions d'euros sur le produit net bancaire pour le seul quatrième trimestre). Les **charges d'exploitation sous-jacentes hors contribution au FRU** progressent de **+9,1%** sur la même période du fait de la hausse des frais de personnel et informatiques servant à accompagner la conquête de nouveaux clients. La contribution au FRU augmente quant à elle de +8,6%. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** ressort à **75,9%**, en **dégradation de 1,8 point**.

Activités hors métiers (AHM)

Ce pôle comprend trois types d'activités.

- la fonction d'organe central de Crédit Agricole S.A., la gestion Actif-Passif, la gestion des dettes liées aux acquisitions de filiales ou de participations financières ainsi que les effets nets de l'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. ;
- le résultat des activités de capital-investissement et de diverses autres sociétés du Groupe Crédit Agricole S.A. (notamment CA Immobilier, Uni-médias, Foncaris, , etc.) ;
- les résultats des sociétés de moyens assurant des activités dédiées pour le compte du Groupe Crédit Agricole et de ses filiales : production informatique (CAGIP), activités de paiement (CAPS) et exploitation du parc immobilier (SCI) ;
- Ce pôle inclut également d'autres éléments, notamment les impacts techniques volatiles liés aux opérations intragroupe.

Les comptes du quatrième trimestre 2019 intègrent plusieurs éléments spécifiques pour un impact total de +406 millions d'euros en résultat net part du Groupe qui concernent l'impact positif lié à la décision favorable du Conseil d'Etat sur le litige du traitement fiscal des titres Emporiki pour +1 038 millions d'euros, l'impact négatif lié à la dépréciation de l'écart d'acquisition constaté sur LCL pour -611 millions d'euros, ainsi que la dotation à la provision épargne logement dotée par Crédit Agricole S.A. pour -21 million d'euros. Au quatrième trimestre 2018, le seul élément spécifique concernait également la provision épargne logement (+6 millions d'euros en produit net bancaire, impact en résultat net part du Groupe de +4 millions d'euros).

Les éléments spécifiques du compte de résultat permettant de passer des montants et variations publiés aux montants et variations sous-jacents pour le quatrième trimestre et l'année 2019 ainsi que les mêmes périodes en 2018 sont détaillés en annexe p. 99.

Table 49. Activités hors métiers (AHM) - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	(141)	(109)	+57,6%	(497)	(407)	+19,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(229)	(229)	(10,6%)	(789)	(789)	(6,3%)
FRU	(0)	(0)	ns	(83)	(83)	+34,3%
Résultat brut d'exploitation	(370)	(338)	+3,9%	(1 369)	(1 279)	+2,7%
Coût du risque	(10)	(10)	+86,0%	(28)	(28)	x 6,3
Sociétés mises en équivalence	(5)	(5)	ns	6	6	(70,8%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(8)	(8)	x 2,6	12	12	(10,7%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(611)	-	ns	(611)	-	ns
Résultat avant impôt	(1 004)	(361)	(11,4%)	(1 991)	(1 290)	(0,1%)
Impôt	1 278	229	+14,1%	1 539	470	(18,2%)
Résultat net	274	(132)	(36,2%)	(452)	(820)	+14,4%
Intérêts minoritaires	2	2	ns	7	7	ns
Résultat net part du Groupe	276	(130)	(40,1%)	(445)	(813)	+11,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	-162,3%	-209,9%	+160,1 pp	-158,8%	-193,8%	+53,1 pp

Sous-jacent : Retraité des éléments spécifiques, cf. p. 99

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** du pôle affiche une **perte de -130 millions d'euros**, ce qui représente une amélioration significative de +87 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018.

La contribution négative du pôle Activité hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » des autres éléments. La composante « structurelle » se décompose en trois types d'activités :

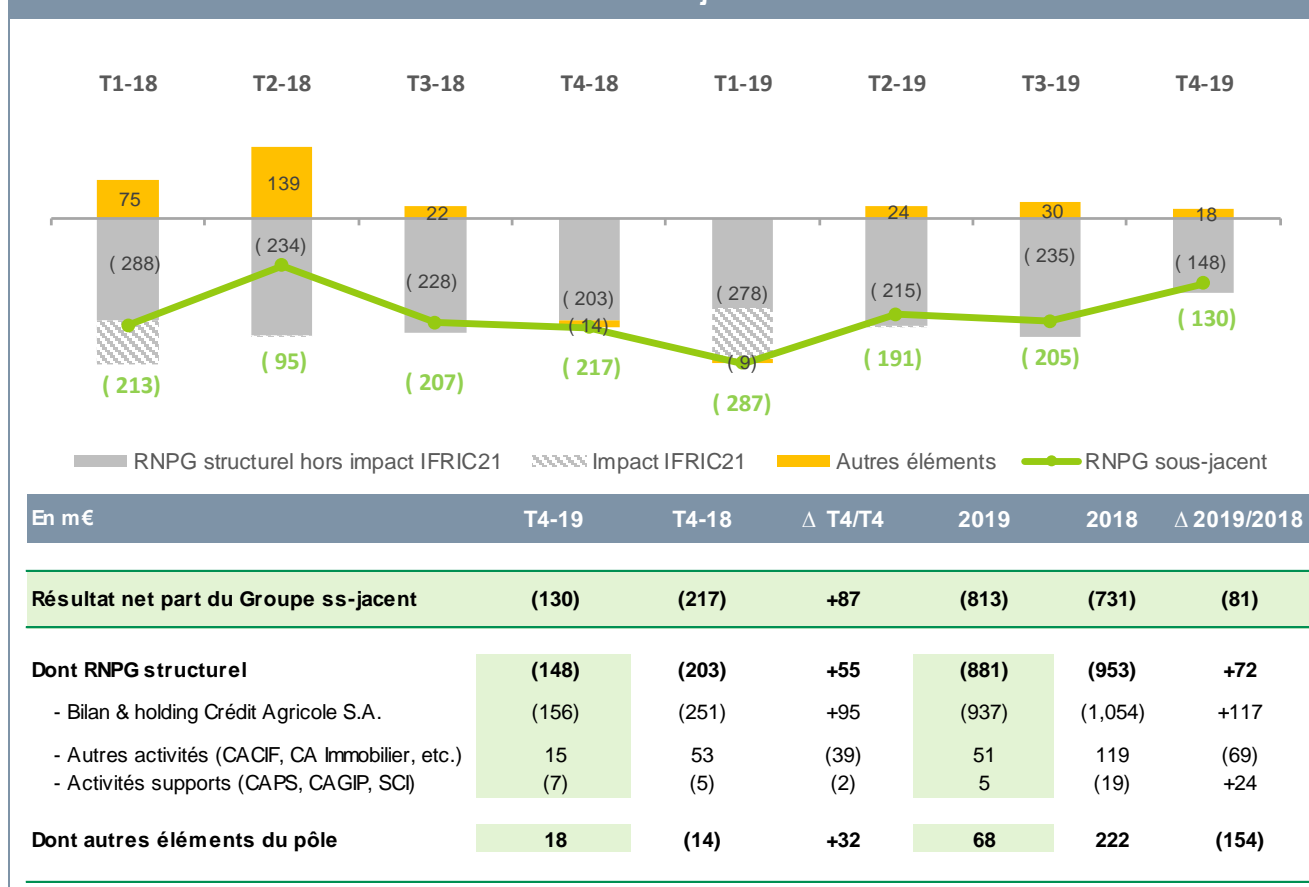
- les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution négative atteint -156 millions d'euros au quatrième trimestre 2019, en amélioration sensible (-37,9%) par

rapport au quatrième trimestre 2018 (-251 millions d'euros) grâce à la baisse continue du coût d'endettement ;

- les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (private equity) et CA Immobilier : leur contribution affiche une baisse au quatrième trimestre 2019 (+15 millions d'euros, soit -39 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2018). Cette baisse s'explique par une opération enregistrée par CACIF au quatrième trimestre 2018 liée à l'introduction en bourse de NEOEN (impact positif de +46 millions d'euros en résultat net part du Groupe) ;
- les fonctions support du Groupe : le quatrième trimestre 2019 enregistre un impact négatif de -7 millions d'euros, en légère dégradation par rapport au quatrième trimestre 2018 (-5 millions d'euros). Leur contribution reste toutefois globalement nulle sur une année glissante, leurs prestations faisant l'objet de refacturations aux autres entités du Groupe.

L'amélioration notable de ce pôle s'explique également par un effet de base favorable de la contribution des « autres éléments » qui enregistrent un impact positif de +18 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 (contre -14 millions d'euros au quatrième trimestre 2018).

Table 50. AHM : Evolution trimestrielle du RNPG sous-jacent



Sur l'année 2019, le résultat net part du Groupe sous-jacent de ce pôle s'établit à -813 millions d'euros, (contre -731 millions d'euros sur l'année 2018). Il inclut une contribution au Fonds de Résolution Unique à hauteur de -83 millions d'euros, en dégradation de +34,3% par rapport à l'année 2018.

La contribution « structurelle » s'améliore à hauteur de +72 millions d'euros pour atteindre -881 millions d'euros sur l'année 2019, principalement grâce à une amélioration de la contribution des activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. (la contribution négative se réduit de 117 millions d'euros entre les deux périodes).

En parallèle, les autres éléments contribuent positivement à hauteur de +68 millions d'euros sur l'année 2019, en nette diminution par rapport à l'année 2018 (+222 millions d'euros).

Au 31 décembre 2019, les emplois pondérés sont de 24,9 milliards d'euros et le capital alloué de 2,4 milliards d'euros.

Groupe Crédit Agricole

Résultats consolidés

Table 51. Groupe Crédit Agricole - Résultats publiés et sous-jacents, T4-19 et T4-18

En m€	T4-19 publié	T4-18 publié	Δ T4/T4 publié	T4-19 sous-jacent	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	8 399	8 110	+3,6%	8 602	8 064	+6,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 582)	(5 478)	+1,9%	(5 566)	(5 440)	+2,3%
FRU	-	-	ns	-	-	ns
Résultat brut d'exploitation	2 818	2 632	+7,1%	3 035	2 624	+15,7%
Coût du risque de crédit	(494)	(499)	(1,0%)	(494)	(499)	(1,0%)
Coût du risque juridique	-	(75)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	83	10	x 8	83	77	+7,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	15	48	(69,2%)	21	48	(56,1%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(642)	-	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	1 780	2 116	(15,9%)	2 646	2 175	+21,6%
Impôt	587	(416)	ns	(525)	(412)	+27,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(0)	x 1768,1	(0)	(0)	x 8,1
Résultat net	2 320	1 700	+36,5%	2 120	1 763	+20,3%
Intérêts minoritaires	(134)	(130)	+3,7%	(134)	(137)	(2,1%)
Résultat net part du Groupe	2 186	1 571	+39,2%	1 986	1 626	+22,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	66,5%	67,5%	-1,1 pp	64,7%	67,5%	-2,7 pp

Au quatrième trimestre 2019, le résultat net part du Groupe publié du groupe Crédit Agricole ressort à **2 186 millions d'euros**, contre 1 571 millions d'euros au quatrième trimestre 2018., en hausse de +39,2%.

Les éléments spécifiques ont eu un effet net positif ce trimestre sur le résultat net part du Groupe de **+200 millions d'euros**. Ils comprennent la décision favorable du Conseil d'Etat sur le litige du traitement fiscal des titres Emporiki pour +1 038 millions d'euros, les coûts d'intégration et d'acquisition par CACEIS de Santander et Kas Bank (respectivement -15 millions d'euros en frais généraux/-11 millions d'euros en résultat net part du Groupe, et -6 millions d'euros en gains et pertes sur autres actifs/-5 millions d'euros en résultat net part du Groupe), un déclassement d'actifs en cours de cession pour -46 millions d'euros en résultat sur activités en cours de cession. L'acquisition de Kas Bank par CACEIS a généré un *badwill* pour +22 millions d'euros et l'écart d'acquisition de LCL a été partiellement déprécié pour -664 millions d'euros. Enfin, il faut ajouter les éléments de volatilité comptable récurrents, à savoir le DVA (*Debt Valuation Adjustment*, c'est-à-dire les gains et pertes sur instruments financiers liés aux variations du *spread* émetteur du Groupe) pour -4 millions d'euros, les couvertures de portefeuille de prêts en Grandes clientèles pour -12 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour -119 millions d'euros.

Au quatrième trimestre 2018, les éléments spécifiques avaient affecté négativement le résultat net part du Groupe à hauteur de -55 millions d'euros, dont -14 millions d'euros venant des coûts d'intégration de Pioneer Investments (-27 avant impôts et minoritaires), -7 millions d'euros pour les coûts d'intégration des trois banques italiennes (-11 avant impôts et minoritaires), -67 millions d'euros au titre de l'amende FCA Bank et, enfin, +33 millions d'euros en résultat net part du Groupe liés aux éléments de volatilité comptables récurrents soit le DVA pour +11 millions d'euros et les couvertures de portefeuilles de prêts dans le pôle Grandes clientèles pour +13 millions d'euros et les variations de provisions épargne logement pour +9 millions d'euros.

Hors éléments spécifiques⁴⁹, le résultat net part du Groupe sous-jacent atteint **1 986 millions d'euros**, en hausse de +22,1% sur un an..

A 8 602 millions d'euros ce trimestre, le produit net bancaire sous-jacent enregistre une hausse de **+6,7%**, portée principalement par les pôles Gestion de l'épargne et Assurances (+10,4%), Grandes clientèles (+20,7%) et Banque de proximité (+5,1%). Les charges d'exploitation sous-jacentes sont en hausse de **+2,3%** par rapport au

⁴⁹ Cf. p. 88 pour plus de détails sur les éléments spécifiques du Groupe Crédit Agricole

quatrième trimestre 2018, en lien notamment avec les investissements informatiques prévus dans le Plan Moyen Terme du Groupe au niveau des Caisses régionales, avec l'accélération ponctuelle des investissements effectués par Crédit Agricole Assurances pour le développement de son activité notamment à l'international et auprès des entreprises. (cet effet se cumulant avec un effet de base sur ce métier par rapport au quatrième trimestre 2018). En gestion d'actifs, la progression des charges s'explique par la hausse des rémunérations variables (en lien avec les bonnes performances), et par des coûts ponctuels liés aux projets stratégiques. Enfin, les Services financiers aux institutionnels réalisent des investissements pour accompagner les récents partenariats et la conquête de nouveaux clients (ETP et frais IT). L'effet ciseaux est donc très positif à hauteur de +4,4 points de pourcentage par rapport au quatrième trimestre 2018.

A -494 millions d'euros contre -499 millions d'euros au quatrième trimestre 2018, le **coût du risque de crédit** est stable à **-1,0%**. Le retour à la normal du coût du risque en banque de financement et d'investissement (provisions nettes de -55 millions d'euros alors que des reprises nettes avaient été enregistrées pour +28 millions d'euros au quatrième trimestre de 2018) est compensé par la baisse marquée de celui des Caisses régionales sur la période (provisions nettes de -155 millions d'euros contre -250 millions d'euros au quatrième trimestre 2018). Le **coût du risque sur encours**⁵⁰ du groupe Crédit Agricole s'établit à **20 points de base**, en hausse de +2 points de base par rapport au quatrième trimestre 2018, mais toujours à un bas niveau, inférieur à l'hypothèse du Plan à Moyen Terme de 25 points de base.

La **contribution sous-jacente des sociétés mises en équivalence**, à +83 millions d'euros, augmente de **+7,5%/+6 millions d'euros** par rapport au quatrième trimestre 2018, en lien avec la forte progression des JV en gestion d'actifs sur la période (grâce à l'Inde notamment).

Le **résultat avant impôt sous-jacent** progresse de **+21,6%** par rapport au quatrième trimestre 2018, à 2 646 millions d'euros. La **charge d'impôt sous-jacente est en hausse de +27,4%** par rapport au quatrième trimestre 2018, faisant apparaître un taux d'impôt sous-jacent en légère hausse, de +0,9 point de pourcentage de 19,6% à 20,5%. Ainsi, le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +20,3% et le **résultat net part du Groupe sous-jacent progresse de +22,1% par rapport au quatrième trimestre 2018**.

Table 52. Groupe Crédit Agricole - Résultats publiés et sous-jacents, 2019 et 2018

En m€	2019 publié	2018 publié	Δ 2019/2018 publié	2019 sous-jacent	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	33 297	32 839	+1,4%	33 790	32 813	+3,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 386)	(21 064)	+1,5%	(21 371)	(21 005)	+1,7%
FRU	(426)	(389)	+9,4%	(426)	(389)	+9,4%
Résultat brut d'exploitation	11 485	11 385	+0,9%	11 993	11 418	+5,0%
Coût du risque de crédit	(1 757)	(1 640)	+7,1%	(1 757)	(1 640)	+7,1%
Coût du risque juridique	-	(80)	(100,0%)	-	(75)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	356	266	+33,9%	356	333	+7,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	36	87	(59,0%)	42	87	(51,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(642)	86	ns	-	-	ns
Résultat avant impôt	9 478	10 105	(6,2%)	10 634	10 123	+5,0%
Impôt	(1 737)	(2 733)	(36,5%)	(2 945)	(2 743)	+7,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(38)	(3)	ns	8	(3)	ns
Résultat net	7 704	7 369	+4,5%	7 697	7 377	+4,3%
Intérêts minoritaires	(506)	(525)	(3,5%)	(506)	(527)	(4,0%)
Résultat net part du Groupe	7 198	6 844	+5,2%	7 191	6 849	+5,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,2%	64,1%	+0,1 pp	63,2%	64,0%	-0,8 pp

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse (**+5,0%/+342 millions d'euros**) par rapport à 2018, à **7 191 millions d'euros**. La hausse du coût du risque de crédit (-117 millions d'euros) est attribuable au retour à un niveau normal du coût du risque en banque de financement et d'investissement. La hausse de la charge d'impôts (-202 millions d'euros) reste inférieure à la très bonne progression du résultat brut d'exploitation (+575 millions d'euros).

⁵⁰ Moyenne sur les quatre derniers trimestres des provisions sur encours de crédits, annualisées

Le **produit net bancaire** sous-jacent enregistre une hausse de **+3,0%** et les **charges d'exploitation hors Fonds de Résolution Unique (FRU)** restent très maîtrisées, à **+1,7%**. Le Groupe enregistre donc un effet ciseaux positif de +1,3 point de pourcentage sur l'année.

Le **coût du risque de crédit** enregistre une hausse de +7,1% hors provisions juridiques non allouées. Le taux de créances douteuses reste stable à un niveau très bas à 2,5% et le taux de couverture (y compris provisions collectives) atteint 82,6% à fin décembre 2019.

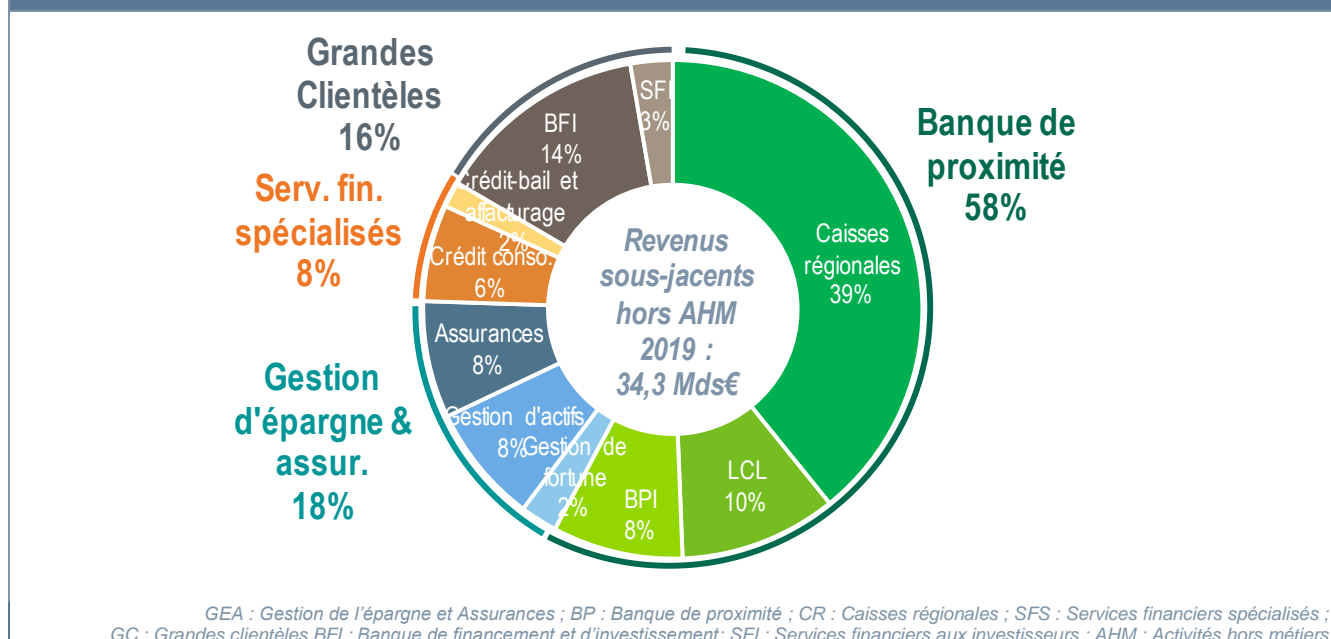
Sur la période, le taux effectif d'impôt s'établit à 28,7% contre 28,0% à fin 2018.

Résultat par métier – Groupe Crédit Agricole

Le Groupe Crédit Agricole bénéficie de son modèle économique de Banque universelle de proximité, diversifié et rentable, qui offre un faible profil de risque, gage d'une grande récurrence de résultat.

La décomposition du résultat net part du Groupe sous-jacent⁵¹ hors le pôle AHM (Activités hors métiers) est la suivante :

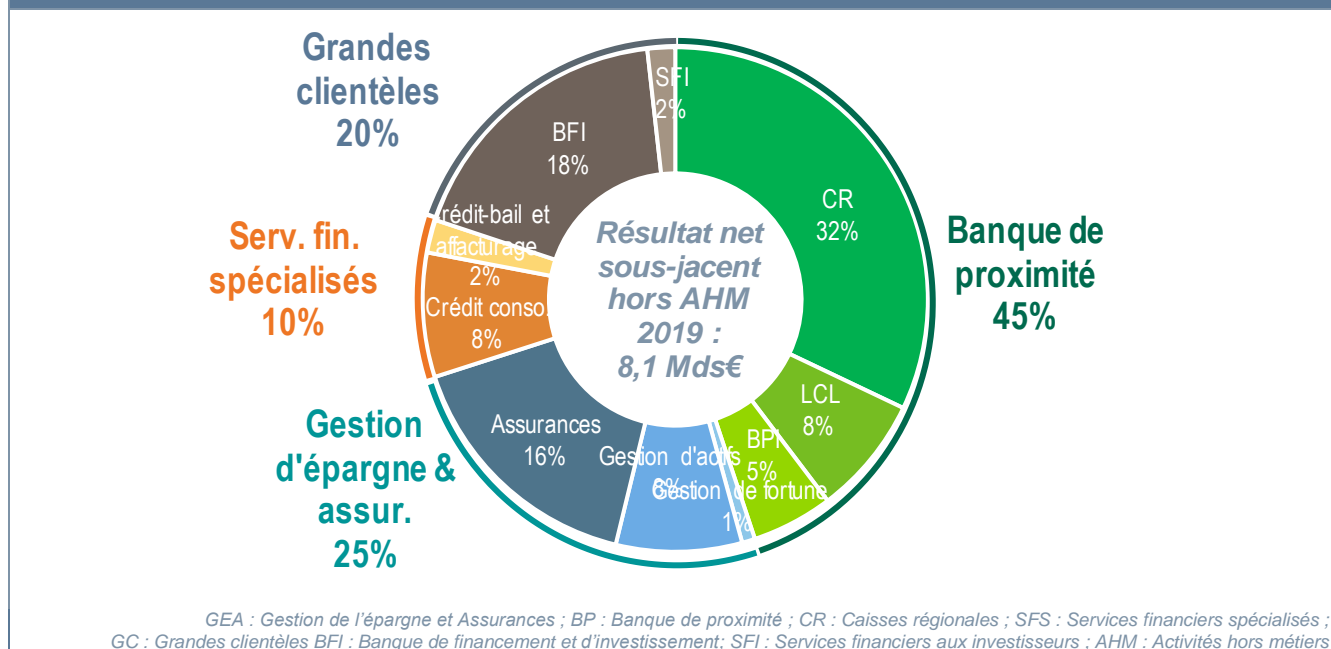
Table 53. Groupe Crédit Agricole - Produit net bancaire sous-jacent, hors AHM, 2019



Revenus sous-jacents⁵¹ hors AHM sur 2019 : 34 253 millions d'euros, +3,2% par rapport à 2018 à 33 186 millions d'euros

Le premier contributeur est le pôle **Banque de proximité** qui représente 58% des revenus sous-jacents sur 2019 (hors AHM), dont 39% provenant des Caisses régionales.

Table 54. Groupe Crédit Agricole - Résultat net part du Groupe sous-jacent, hors AHM, 2019s



Résultat net part du Groupe sous-jacent⁵¹ hors AHM sur 2019 : 8 095 millions d'euros, +5,8% par rapport à 2018 à 7 649 millions d'euros

Le premier contributeur est de nouveau le pôle **Banque de proximité** qui représente 45% du résultat net part du Groupe sous-jacent (hors AHM) sur 2019, dont 32% provenant des Caisses régionales.

⁵¹ Cf. p. 88 pour plus de détails sur les éléments spécifiques de Groupe Crédit Agricole

Caisses régionales

Activité

Au quatrième trimestre 2019, les **encours de collecte** atteignent 732,6 milliards d'euros (hausse de +5,9% depuis le quatrième trimestre 2018) avec une **collecte bilan** en augmentation (+6,3% à 461,3 milliards d'euros), portée notamment par les dépôts à vue (+11,3% à 165,6 milliards d'euros). Les encours de **collecte hors-bilan** (271,3 milliards d'euros) progressent également de +5,2% sur la même période avec une hausse sensible des encours d'assurance-vie (+5,3%) qui atteignent 200,2 milliards d'euros.

Les **encours de crédits** sont également en augmentation de +6,7% par rapport au quatrième trimestre 2018 (520,1 milliards d'euros) avec notamment une forte hausse sur les **crédits habitat** (+7,6%, 319,6 milliards d'encours) et les **crédits accordés aux entreprises** (+6%, 83,3 milliards d'encours).

Cette **progression** est notamment liée à une **croissance du fond de commerce** (+264 000 clients supplémentaires sur l'année 2019 dont 185 000 clients particuliers) et à une **amélioration de l'équipement** des clients (+9% de cartes haut de gamme particuliers, +4,4% du stock de contrats assurances de biens et de personnes, +7,3% d'encours de crédits à la consommation qui atteignent 21,6 milliards d'euros).

Table 55. Caisses régionales - Encours de collecte et de crédit

Encours de collecte (Mds€)*	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Titres	46,2	45,8	46,6	46,7	44,2	44,7	43,8	44,7	45,2	+2,5%
OPCVM	27,6	26,8	26,6	25,7	23,7	25,3	25,7	25,6	25,9	+9,4%
Assurance-vie	186,7	187,8	189,1	189,6	190,2	194,7	196,5	197,9	200,2	+5,3%
Collecte Hors bilan	260,5	260,4	262,3	262,0	258,0	264,7	266,1	268,2	271,3	+5,2%
Dépôts à vue	137,0	135,6	142,4	144,4	148,8	149,7	155,6	159,0	165,6	+11,3%
Epargne logement	99,8	100,4	100,7	101,0	103,2	103,7	104,0	104,4	106,6	+3,3%
Livrets	123,2	125,6	126,9	128,8	131,0	133,9	135,7	137,8	139,8	+6,8%
Comptes et dépôts à terme	53,3	52,6	52,0	52,1	51,0	51,1	51,1	50,7	49,3	(3,3%)
Collecte Bilan	413,3	414,2	422,0	426,3	434,0	438,4	446,4	451,8	461,3	+6,3%
TOTAL	673,8	674,7	684,3	688,3	691,9	703,1	712,5	720,1	732,6	+5,9%

NB : Changement de méthode en mars 2019 : prise en compte des contrats d'assurance vie souscrits auprès de prestataires hors Groupe

Livrets, dont (Mds€)	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Livret A	40,6	41,9	42,7	43,5	44,6	46,3	47,4	48,3	49,0	+10,0%
LEP	12,2	12,1	12,0	12,0	12,2	11,7	11,0	11,1	11,3	(7,0%)
LDD	30,6	30,9	31,0	31,1	31,5	31,9	32,2	32,4	32,6	+3,7%
Livrets sociétaires	8,8	8,8	9,0	9,2	9,3	9,5	9,6	9,8	9,9	+7,1%

* Y compris épargne liquide entreprise

Encours de crédit (Mds€)	Déc. 17	Mars 18	Juin 18	Sept. 18	Déc. 18	Mars 19	Juin 19	Sept. 19	Déc. 19	Δ Déc./Déc.
Habitat	275,6	279,6	285,0	291,3	296,9	300,2	306,2	313,2	319,6	+7,6%
Consommation	18,5	18,7	19,2	19,5	20,1	21,7	20,6	20,8	21,6	+7,3%
Entreprises	71,2	73,2	73,9	76,4	78,5	77,4	79,3	81,6	83,3	+6,0%
Professionnels	20,6	21,0	21,2	21,4	21,7	22,0	22,3	22,6	23,1	+6,4%
Agriculture	38,1	38,5	39,2	39,3	38,6	39,2	40,2	40,7	39,8	+3,2%
Collectivités locales	32,8	31,7	31,6	31,2	31,5	32,0	32,5	32,3	32,8	+4,1%
TOTAL	456,7	462,6	470,2	479,1	487,4	492,5	501,1	511,2	520,1	+6,7%

Résultats

Au quatrième trimestre 2019, les **éléments spécifiques** concernent une dotation aux provisions épargne logement pour -137 millions d'euros en produit net bancaire (-90 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Sur l'année 2019, les montants s'élèvent à -307 millions d'euros en produit net bancaire (-201 millions d'euros en résultat net part du Groupe) sur la même nature de retraitement. Sur le quatrième trimestre 2018, les éléments spécifiques intégraient une reprise de 4 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Sur l'année 2018, une dotation de -10 millions d'euros en résultat net part du Groupe était enregistrée.

Les éléments spécifiques du compte de résultat pour passer des montants publiés aux montants sous-jacents sont détaillés en annexes p.100.

Table 56. Caisses régionales - Contribution aux résultats, publiés et sous-jacents, T4-19 et 2019

En m€	T4-19 publié	T4-19 sous-jacent	Δ T4/T4 sous-jacent	2019 publié	2019 sous-jacent	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	3 276	3 413	+5,7%	13 117	13 424	+2,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 276)	(2 276)	+1,8%	(8 836)	(8 836)	+2,1%
FRU	-	-	ns	(86)	(86)	(1,3%)
Résultat brut d'exploitation	1 000	1 137	+14,6%	4 196	4 502	+4,4%
Coût du risque	(155)	(155)	(37,9%)	(498)	(498)	(21,5%)
Résultat avant impôt	848	984	+33,3%	3 703	4 010	+8,7%
Impôt	(257)	(304)	+51,0%	(1 307)	(1 413)	+9,9%
Résultat net part du Groupe	590	680	+26,6%	2 396	2 597	+8,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	69,5%	66,7%	-2,6 pp	67,4%	65,8%	-0,5 pp

Table 57. Caisses régionales – détail des commissions clientèle, du T4-17 au T4-19

m€	T4-17	T1-18	T2-18	T3-18	T4-18	T1-19	T2-19	T3-19	T4-19	Δ T4/T4
Services et autres opérations bancaires	161	209	203	184	206	210	200	201	205	(0,8%)
Valeurs mobilières	72	75	73	64	64	63	61	58	67	+4,6%
Assurances	720	789	606	593	755	854	636	626	736	(2,5%)
Gestion de comptes et moyens de paiement	505	520	548	534	530	519	535	536	530	+0,1%
Revenus nets des autres activités clientèle(1)	90	89	91	97	103	90	98	102	110	+7,0%
TOTAL⁽¹⁾	1 549	1 683	1 520	1 473	1 658	1 736	1 529	1 523	1 648	(0,6%)

(1) Revenus générés par les filiales des Caisses régionales, notamment commissions de crédit-bail et de location simple

Au quatrième trimestre 2019, la contribution au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des Caisses régionales s'établit à 680 millions d'euros, en hausse de +26,6% par rapport au quatrième trimestre 2018. Le **produit net bancaire sous-jacent** est en augmentation (+5,7%) et atteint 3 413 millions d'euros grâce notamment à un effet de marché favorable sur le portefeuille de placement et une bonne tenue des commissions permettant de compenser la pression sur les revenus d'intérêts. Les **charges d'exploitation** sont en hausse de +1,8% par rapport au quatrième trimestre 2018, reflétant la poursuite des investissements informatiques prévus dans le Plan à Moyen Terme du Groupe. Enfin, le **coût du risque** est en baisse sur la période (-37,9%) avec un coût du risque sur encours toujours à un bas niveau (10 points de base vs 14 points de base à fin 2018). Le **coefficient d'exploitation** s'améliore depuis le quatrième trimestre 2018 (-2,6 point de pourcentage) pour atteindre 66,7%. Par ailleurs, le **taux de créance douteuses** est en baisse (1,87% vs 2% à fin 2018) et le **taux de couverture** est toujours élevé (99,1%).

Sur l'année 2019, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'établit à 2 597 millions d'euros, en hausse de +8,1%, et le **coefficient d'exploitation** hors FRU ressort à 65,8%, **stable** par rapport à 2018 (-0,5 point de pourcentage).

Structure financière

Solvabilité

Crédit Agricole S.A.

A fin **décembre 2019**, la solidité financière de Crédit Agricole S.A. reste à un niveau élevé, reflétée par son ratio **CET1** qui s'est établi à **12,1%**, en **progression de +0,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019**.

Il bénéficie ce trimestre d'un impact positif significatif de +32 points de base qui s'explique par l'issue favorable du litige portant sur le traitement fiscal des titres de participation dans Emporiki ayant généré un gain en résultat de +1 038 millions d'euros ; ce bénéfice sera entièrement alloué au financement du démantèlement partiel de la garantie *Switch* à hauteur de 35% dès le premier trimestre 2020⁵² (impact attendu d'environ -40 points de base sur le ratio CET1), qui aura un impact relatif en résultat net part du Groupe de +58 millions d'euros en 2020 et de +70 millions d'euros en année pleine.

Hors cet impact favorable, le ratio CET1 est en hausse de +10 points de base par rapport au 30 septembre 2019, du fait des différents éléments suivants :

- +16 points de base venant du **résultat conservé** du trimestre (+39 points de base de résultat publié, hors impact du dénouement du litige Emporiki et -24 points de base de distribution de dividendes et de coupons AT1). Il inclut une provision pour dividende à hauteur de 0,23 euro par action, soit une provision pour un dividende de 0,70 euro pour l'année 2019, qui sera proposé par le Conseil d'administration à la prochaine Assemblée générale le 13 mai 2020 ;
- -10 points de base d'effet négatif⁵³ sur les **réserves latentes du portefeuille titres**, dans le contexte d'une remontée des taux sur le quatrième trimestre 2019 et dont le stock dans le ratio CET1 à fin décembre 2019 s'élève à 51 points de base ;
- +18 points de base liés à la baisse sensible des emplois pondérés des métiers (y compris l'effet de change pour +3 points de base) sur le trimestre (-5,0 milliards d'euros) ;
- -10 points de base en autres éléments, qui comprennent notamment l'effet des opérations de structure, c'est-à-dire le rapprochement entre CACEIS et Santander Securities Services (-5 points de base), la cession complémentaire des titres BSF (+8 points de base) ainsi que des impacts réglementaires (pour -8 points de base).

Les **emplois pondérés** s'élèvent à **324 milliards d'euros** à fin décembre 2019, en baisse de -6,6 milliards d'euros/-2,0% par rapport à fin septembre 2019. Cette baisse s'explique par les éléments suivants :

- -5,0 milliards d'euros liés à l'évolution organique des métiers sur la période : une baisse des emplois pondérés chez CACEIS ainsi que des opérations de titrisations dans la Banque de financement et d'investissement ;
- -3,1 milliards d'euros lié à la baisse de valeur des sociétés d'assurances : dépréciation du portefeuille titres dans les réserves OCI (*Other Comprehensive Income*) dans le contexte de remontée des taux d'intérêts pour -2,2 milliard d'euros et résultat de la période, net d'un acompte sur dividende, pour -0,9 milliard d'euros ;
- -0,7 milliard d'euros lié à l'impact net des opérations de structure réalisées sur le quatrième trimestre 2019 : +0,8 milliard d'euros au titre du rapprochement de CACEIS et Santander, compensé par l'impact de la cession complémentaire des titres BSF pour -1,6 milliard d'euros ;

⁵² Cf. *communiqué de presse* publié le 15 janvier 2020.

⁵³ *Montant des plus-values latentes OCI en capital CET1 après déduction de l'effet des emplois pondérés des réserves assurances*

- en parallèle, des impacts réglementaires ont généré une hausse des emplois pondérés de +2,3 milliards d'euros sur le trimestre, principalement lié à un changement de pondération des risques opérationnels.

Le **ratio Tier one phasé** s'élève à **13,7%** au 31 décembre 2019 et le ratio global phasé à **17,5%**.

Enfin, le **ratio de levier phasé** de Crédit Agricole S.A. s'élève à **4,2%** à fin décembre 2019.

Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé, qui se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois de ce deuxième trimestre, s'élève à **3,9%**.

Table 58. Solvabilité de Crédit Agricole SA (en Mds d'euros)

	Non-Phasé		Phasé	
	31/12/19	31/12/18	31/12/19	31/12/18
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	62,9	58,8	62,9	58,8
(-) Prévision de distribution	(2,0)	(2,0)	(2,0)	(2,0)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,1)	(5,0)	(5,1)	(5,0)
Intérêts minoritaires éligibles	4,4	3,7	4,4	3,7
(-) Filtres prudentiels	(1,6)	(1,6)	(1,6)	(1,6)
<i>dont : Prudent valuation</i>	(0,9)	(1,2)	(0,9)	(1,2)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(18,7)	(17,9)	(18,7)	(17,9)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,2)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)
Dépassement de franchises	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments du CET1	(0,4)	(0,3)	(0,4)	(0,3)
TOTAL CET1	39,2	35,4	39,2	35,4
AT1	3,5	5,0	5,1	6,8
TOTAL TIER 1	42,7	40,4	44,3	42,1
Tier 2	12,1	12,4	12,2	12,6
TOTAL CAPITAL	54,8	52,7	56,5	54,7
EMPLOIS PONDÉRÉS	323,7	306,9	323,7	306,9
Ratio CET1	12,1%	11,5%	12,1%	11,5%
Ratio Tier1	13,2%	13,1%	13,7%	13,7%
Ratio global	16,9%	17,2%	17,5%	17,8%

Groupe Crédit Agricole

A **fin décembre 2019**, le groupe Crédit Agricole présente un **ratio CET1 à 15,9%**, en hausse de +0,4 point de pourcentage par rapport à fin septembre 2019. Cette variation résulte des éléments suivants :

- +24 points de base provenant du résultat conservé du trimestre ;
- -2 points de base d'effet négatif⁵⁴ sur les **réserves latentes du portefeuille titres**, dont le stock dans le ratio CET1 à fin décembre 2019 s'élève à 25 points de base ;
- +4 points de base lié au bon contrôle des emplois pondérés dans les métiers, notamment grâce à une baisse des emplois pondérés chez CACEIS et à des opérations de titrisations dans la Banque de financement et d'investissement, ayant permis de compenser la croissance des emplois pondérés dans la Banque de proximité, les Caisses régionales ayant enregistré une croissance des emplois pondérés de +2,9 milliards d'euros sur le quatrième trimestre 2019 ;

⁵⁴ Montant des plus-values latentes OCI en capital CET1 après déduction de l'effet des emplois pondérés des réserves assurances

- +2 points de base en autres éléments, qui comprennent notamment l'impact net des opérations de rapprochement de CACEIS avec Santander et de cession complémentaire des titres BSF ;
- enfin +19 points de base liés à l'issue favorable du litige portant sur le traitement fiscal des titres de participation dans Emporiki ayant généré un gain en résultat de +1 038 millions d'euros. Cet impact sur le ratio CET1 du Groupe Crédit Agricole est pérenne.

A 15,9%, ce ratio présente un coussin substantiel de +6,2 points de pourcentage par rapport à l'exigence du SREP 2019 à 9,7% (y compris coussin contracyclique au 31 décembre 2019) et est supérieur de 32 milliards d'euros par rapport au seuil de déclenchement des restrictions de distribution.

Le **ratio Tier one phasé** s'élève à **16,8%** au 31 décembre 2019 et le ratio global phasé à **19,3%**.

Enfin, le **ratio de levier phasé** du groupe Crédit Agricole s'établit à **5,7%** à fin décembre 2019. Le ratio de levier intra-trimestriel moyen phasé, qui se réfère à la moyenne des expositions fin de mois des deux premiers mois de ce troisième trimestre, s'élève à **5,4%**. Le **ratio de levier non phasé** ressort à **5,6%**.

Table 59. Solvabilité du Groupe Crédit Agricole (en Mds d'euros)

	Non-Phasé		Phasé	
	31/12/19	31/12/18	31/12/19	31/12/18
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (VALEUR COMPTABLE)	115,0	106,7	115,0	106,7
(-) Prévision de distribution	(1,1)	(1,1)	(1,1)	(1,1)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(5,1)	(5,0)	(5,1)	(5,0)
Intérêts minoritaires éligibles	3,5	2,7	3,5	2,7
(-) Filtres prudentiels	(2,1)	(2,1)	(2,1)	(2,1)
<i>dont : Prudent valuation</i>	(1,4)	(1,7)	(1,4)	(1,7)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	(19,4)	(18,6)	(19,4)	(18,6)
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,2)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes et pertes anticipées des expositions sous forme d'actions	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,4)
Dépassement de franchises	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments du CET1	(1,1)	(1,0)	(1,1)	(1,0)
TOTAL CET1	89,1	81,0	89,1	81,0
AT1	3,5	5,0	5,1	6,8
TOTAL TIER 1	92,6	86,0	94,2	87,8
Tier 2	13,3	13,2	13,5	13,5
TOTAL CAPITAL	105,9	99,2	107,7	101,3
EMPLOIS PONDÉRÉS	559,0	541,8	559,0	541,8
Ratio CET1	15,9%	15,0%	15,9%	15,0%
Ratio Tier1	16,6%	15,9%	16,8%	16,2%
Ratio global	18,9%	18,3%	19,3%	18,7%

La solidité financière du groupe Crédit Agricole est également reflétée par ses ratios TLAC et MREL.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (*Financial Stability Board - FSB*) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (*Global Systemically Important Banks - G-SIBs*). Ce ratio de *Total Loss Absorbing Capacity (TLAC)* fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G-SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

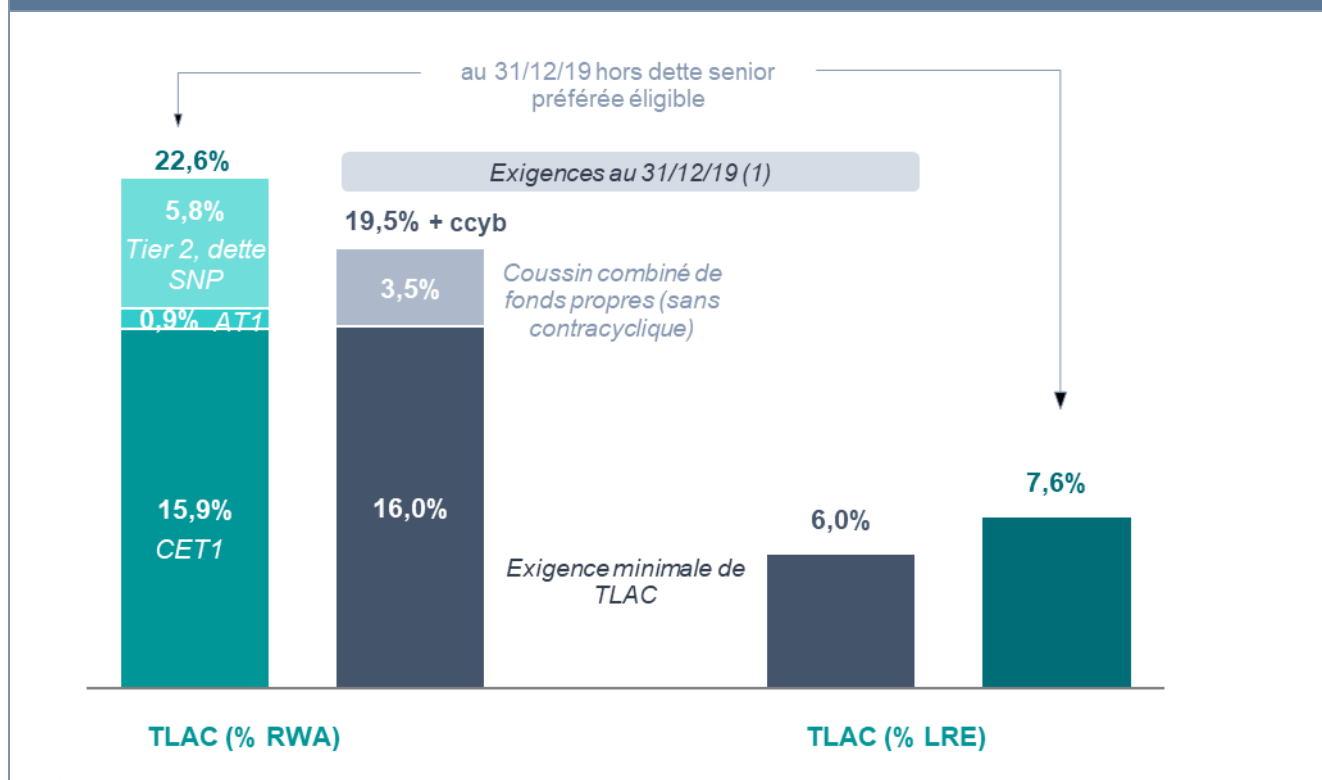
Les éléments pouvant absorber les pertes sont constitués par le capital, les titres subordonnés et les dettes pour lesquelles l'Autorité de Résolution peut appliquer le renflouement interne.

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Depuis lors, le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 16% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets - RWA*), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRDV, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole devra respecter un ratio TLAC supérieur à 19,5% (auquel il faudra ajouter le coussin contracyclique)
- un ratio TLAC supérieur à 6% de l'exposition en levier (*Leverage Ratio Exposure - LRE*).

Les exigences minimales de ratio TLAC augmenteront à compter du 1^{er} janvier 2022 à 18% des actifs pondérés des risques – niveau auquel il faudra ajouter l'exigence globale de coussins à cette date – et 6,75% de l'exposition en levier.

Table 60. Groupe Crédit Agricole - Ratio TLAC au 31/12/19



⁽¹⁾ D'après la directive CRDV, l'exigence globale de coussins de fonds propres (coussin combiné) qui s'ajoute à l'exigence minimale de TLAC exprimée en % des RWA inclut 2,5% de coussin de conservation, 1% de coussin systémique et le coussin contracyclique, fixé à 0,20% pour le Groupe CA au 31/12/19 et attendu à 0,38% d'ici fin 2020 d'après les décisions connues à ce jour.

Table 61. Groupe Crédit Agricole - Exigences de TLAC au niveau du Groupe de résolution

	31/12/19 en Mds€
1 Capacité totale d'absorption de pertes (éléments de TLAC)	126,5
2 Total des actifs pondérés des risques (RWA)	559,0
3 TLAC (en pourcentage des actifs pondérés des risques, RWA)	22,6%
4 Mesure de l'exposition aux fins du ratio de levier (LRE)	1 657,5
5 TLAC (en pourcentage de l'exposition en levier, LRE)	7,6%
6a L'exemption de subordination indiquée à l'antépénultième paragraphe du point 11 du tableau du FSB sur la TLAC s'applique-t-elle ?	Non
6b L'exemption de subordination indiquée au pénultième paragraphe du point 11 du tableau des modalités du FSB sur la TLAC s'applique-t-elle ?	Non
6c Si l'exemption limitée de subordination s'applique, le montant de financement émis qui est assimilé à des passifs exclus et qui est reconnu comme TLAC externe, divisé par le financement émis qui est assimilé à des passifs exclus et qui serait reconnu comme TLAC externe si aucune limite n'était appliquée (%)	N/A

Au 31 décembre 2019, le **ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 22,6% des RWA et 7,6% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible**. Le ratio TLAC progresse de 40 points de base par rapport au 30 septembre 2019 grâce au renforcement du CET1 (gain fiscal lié à Emporiki) et à l'émission de dette senior non préférée Green en octobre. Il est supérieur aux exigences respectives de 19,5% des RWA (d'après CRR2/CRDV, exigence à laquelle il faut ajouter le coussin contracyclique de 0,20% au 31 décembre 2019) et de 6% de l'exposition en levier, alors même qu'il est possible à cette date d'inclure jusqu'à 2,5% des RWA en dette senior préférée éligible.

L'atteinte du ratio TLAC est soutenue par un **programme d'émission annuel sur le marché d'environ 5 à 6 milliards d'euros de dettes TLAC**. Au 31 décembre 2019, 6,7 milliards d'euros ont été émis au global dont 6,3 milliards d'euros sur le marché ; le montant de titres senior non préférés du groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 18,2 milliards d'euros. Sur un an, le ratio TLAC progresse de 120 points de base, également en lien avec le renforcement de CET1 (hausse du ratio CET1 de 15% à 15,9%).

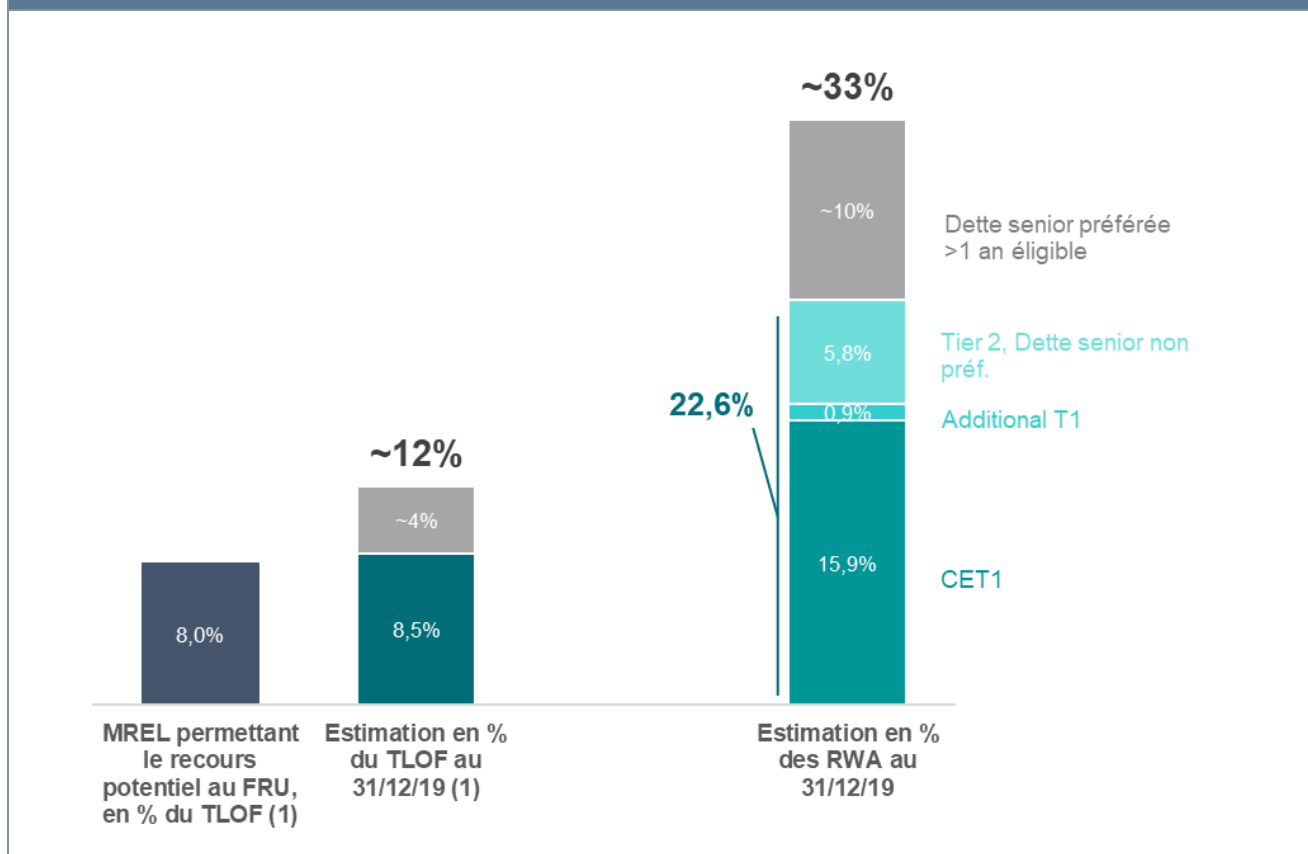
MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne "Redressement et Résolution des Banques" (*Bank Recovery and Resolution Directive - BRRD*). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes.

L'ACPR, autorité de résolution nationale, considère la stratégie de résolution «point d'entrée unique» (*Single Point of Entry - SPE*) comme la plus appropriée s'agissant du système bancaire français. A ce titre, Crédit Agricole SA, en sa qualité d'organe central, serait ce point d'entrée unique dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole.

Le ratio MREL correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Il est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage du total des passifs et des fonds propres de l'établissement, après certains retraitements prudentiels (TLOF) ou exprimé en actifs pondérés des risques (RWA). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL les fonds propres prudentiels, ainsi que les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Table 62. Groupe Crédit Agricole - Ratio MREL au 31/12/19



(1) Calcul effectué conformément à la BRRD applicable. Sont inclus les éléments éligibles au MREL émis par toutes les entités du Groupe. Recours au FRU sous réserve de la décision de l'autorité de résolution.

En 2018, le groupe Crédit Agricole s'est vu notifié par le Conseil de Résolution Unique (CRU) sa première exigence de MREL au niveau consolidé d'ores et déjà applicable et qui est respectée par le Groupe depuis lors. Cette exigence pourra potentiellement changer à l'occasion de sa fixation annuelle par le CRU, mais aussi dans le cadre de l'évolution du cadre réglementaire européen. La publication par le CRU en janvier 2019 de la *MREL Policy* décrit le cadre général qui s'appliquera aux exigences que le CRU fixera en 2020, y compris une exigence de MREL subordonné (dans laquelle les instruments de dette senior seront généralement exclus, en cohérence avec les standards TLAC).

L'objectif du Groupe Crédit Agricole est d'atteindre d'ici fin 2022 un ratio de MREL subordonné (hors dette senior préférée éligible) à 24-25% des RWAs et de maintenir le ratio de MREL subordonné au-dessus de 8% du TLOF. Ce niveau permettrait le recours au Fonds de Résolution Unique (soumis à la décision de l'autorité de résolution) avant d'appliquer le principe de renflouement interne aux dettes seniors préférées, permettant de créer une couche de protection supplémentaire pour les investisseurs en dette senior préférée.

Au 31 décembre 2019, le **Groupe Crédit Agricole présentait un ratio MREL estimé à 12% du TLOF** (total liabilities own funds, équivalent au bilan prudentiel après netting des dérivés) **et 8,5% hors dette senior préférée éligible.** Exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques, le ratio MREL estimé du Groupe Crédit Agricole atteint environ **33%.** Il s'établit à **22,6% hors dettes senior éligibles** à fin décembre 2019, en hausse de 120 points de base sur l'année.

Seuil de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD IV) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuible (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 31 décembre 2019, dispose d'une marge de sécurité de **565 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 32 Mds€ de capital CET1**.

Crédit Agricole SA, au 31 décembre 2019, dispose d'une marge de sécurité de **345 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 11 Mds€ de capital CET1**.

Table 63. Groupe Crédit Agricole - Seuil de restrictions de distribution

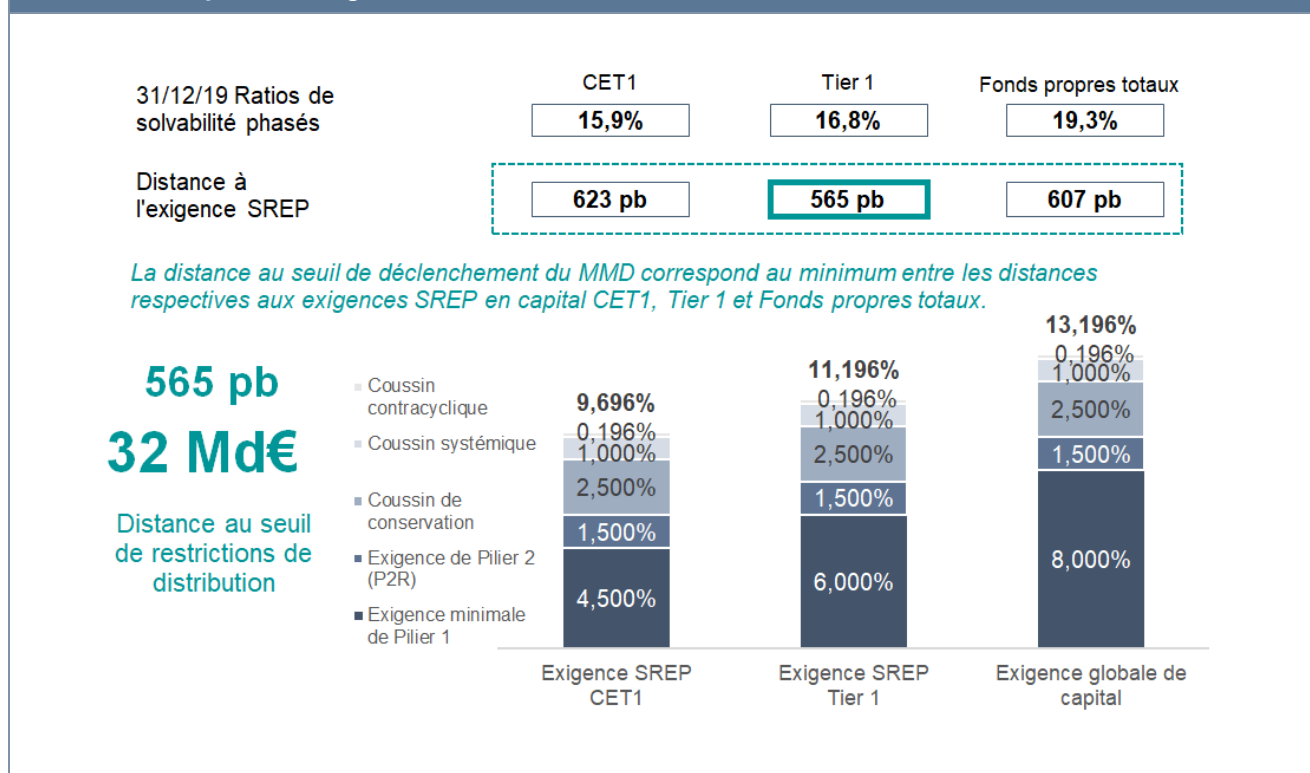
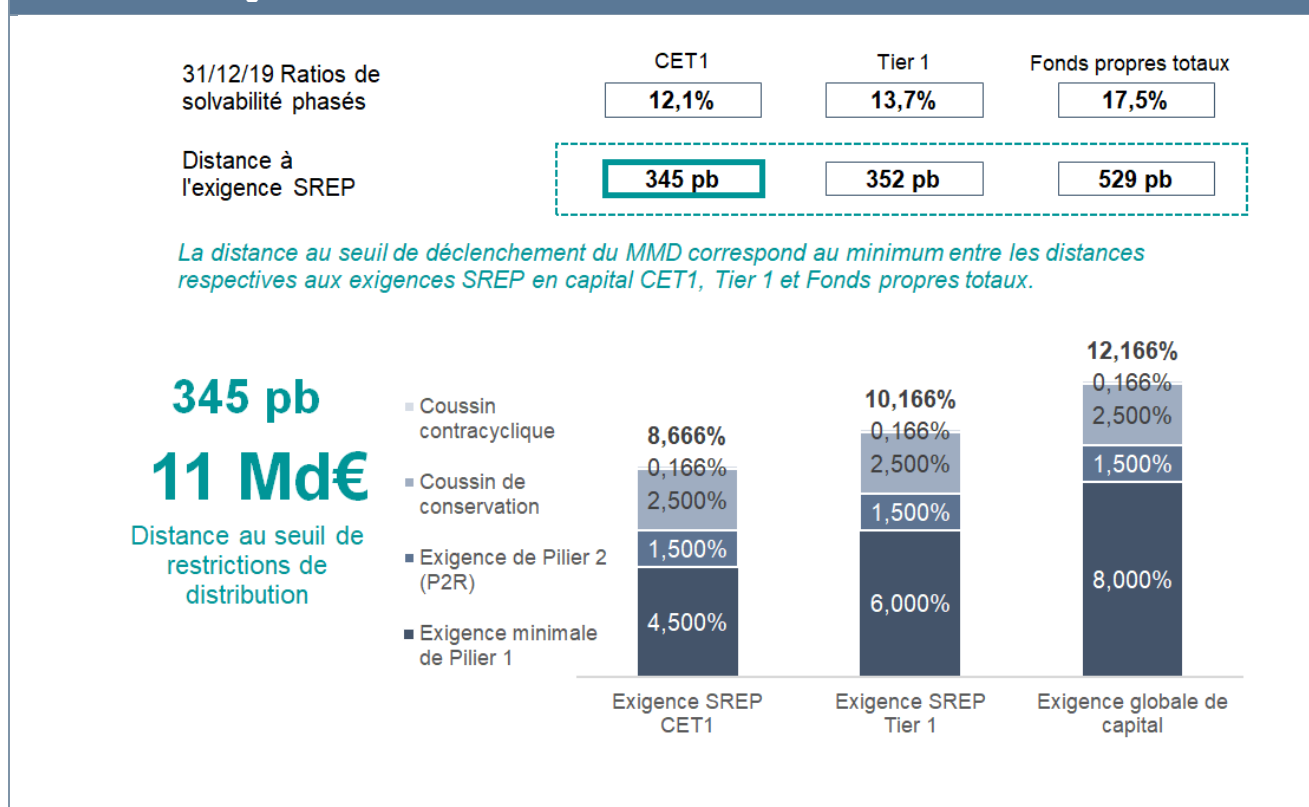


Table 64. Crédit Agricole S.A. - Seuil de restrictions de distribution



La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan *cash* bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan *cash* bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan *cash* tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-après et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan *cash*, des calculs de compensation (*nettings*) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un *netting* pour un montant de 64 milliards d'euros à fin décembre 2019. De même, 84 milliards d'euros de *repos/reverse* repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du *desk* Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres *nettings* effectués pour la construction du bilan *cash* sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI), intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle », pour un montant total de 151 milliards d'euros à fin décembre 2019.

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un *netting* dans la construction du bilan *cash* ; le montant de l'épargne centralisée (55 milliards d'euros à fin décembre 2019) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et

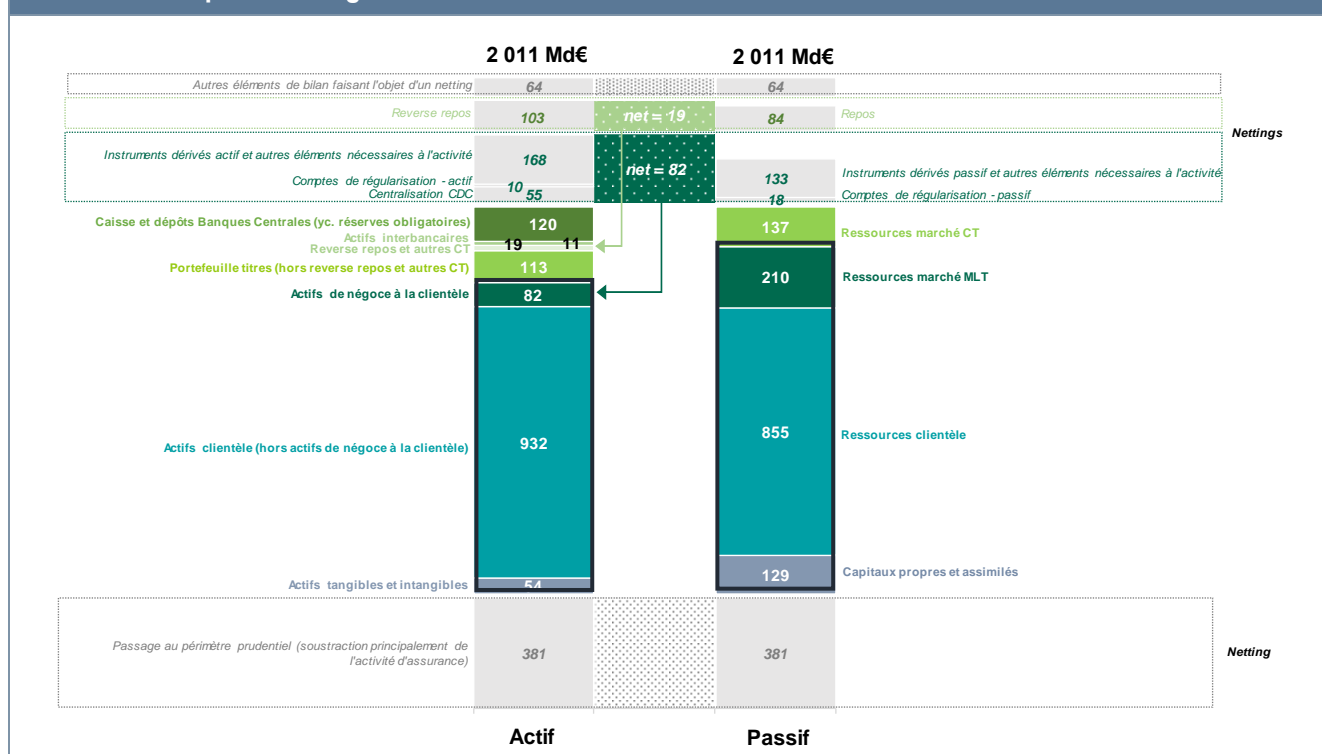
Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment “Ressources marché long terme”, sont retraités pour apparaître comme des “Ressources clientèle”.

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au TLTRO (*Targeted Longer Term Refinancing Operation*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de TLTRO II et TLTRO III ne comportent pas d’option de remboursement anticipé à la main de la BCE ; compte tenu de leur maturité contractuelle respective à quatre ans et à trois ans, elles sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (*repos*) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan *cash*.

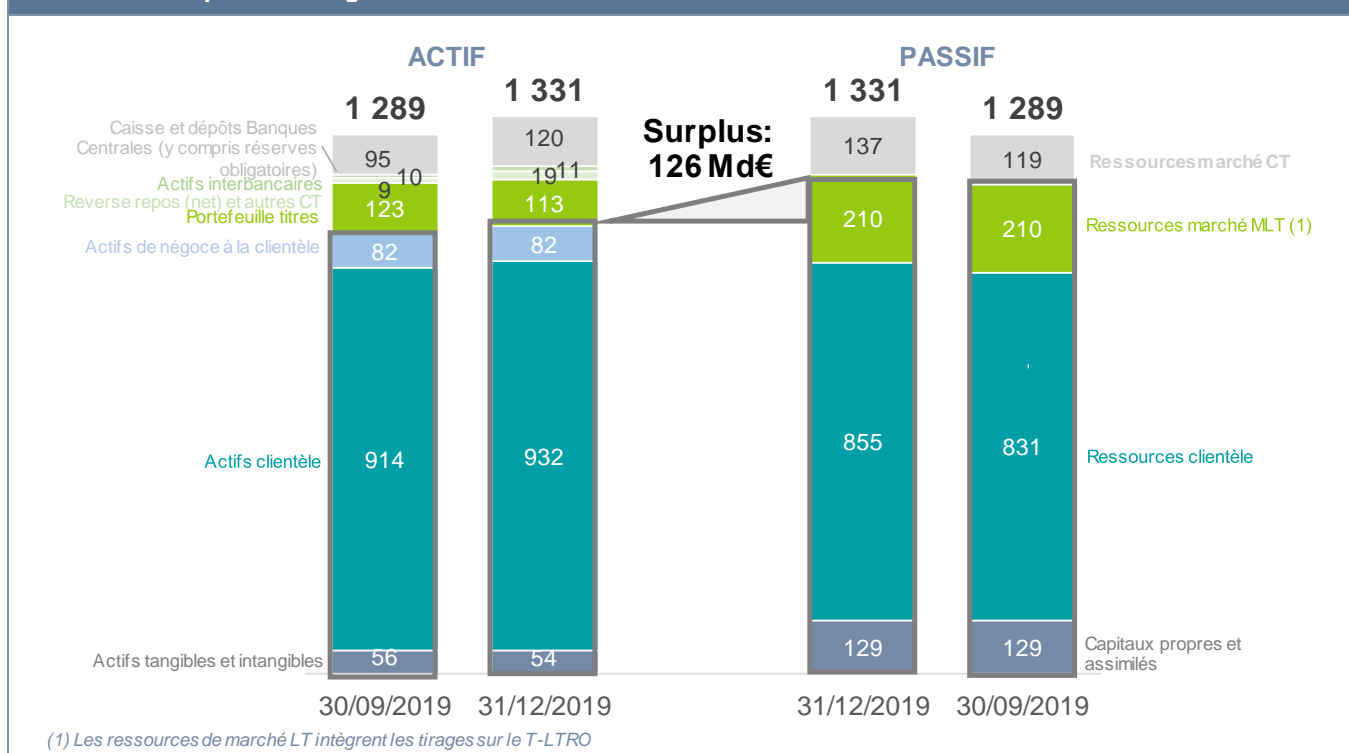
Table 65. Groupe Crédit Agricole - Construction du bilan cash bancaire au 31/12/19



La situation de liquidité du Groupe Crédit Agricole est solide. Le bilan *cash* bancaire du Groupe, à 1 331 milliards d’euros au 31 décembre 2019, fait apparaître un **excédent des ressources stables sur emplois stables de 126 milliards d’euros**, en hausse de 8 milliards d’euros par rapport à septembre 2019, et en hausse de 11 milliards d’euros par rapport à décembre 2018.

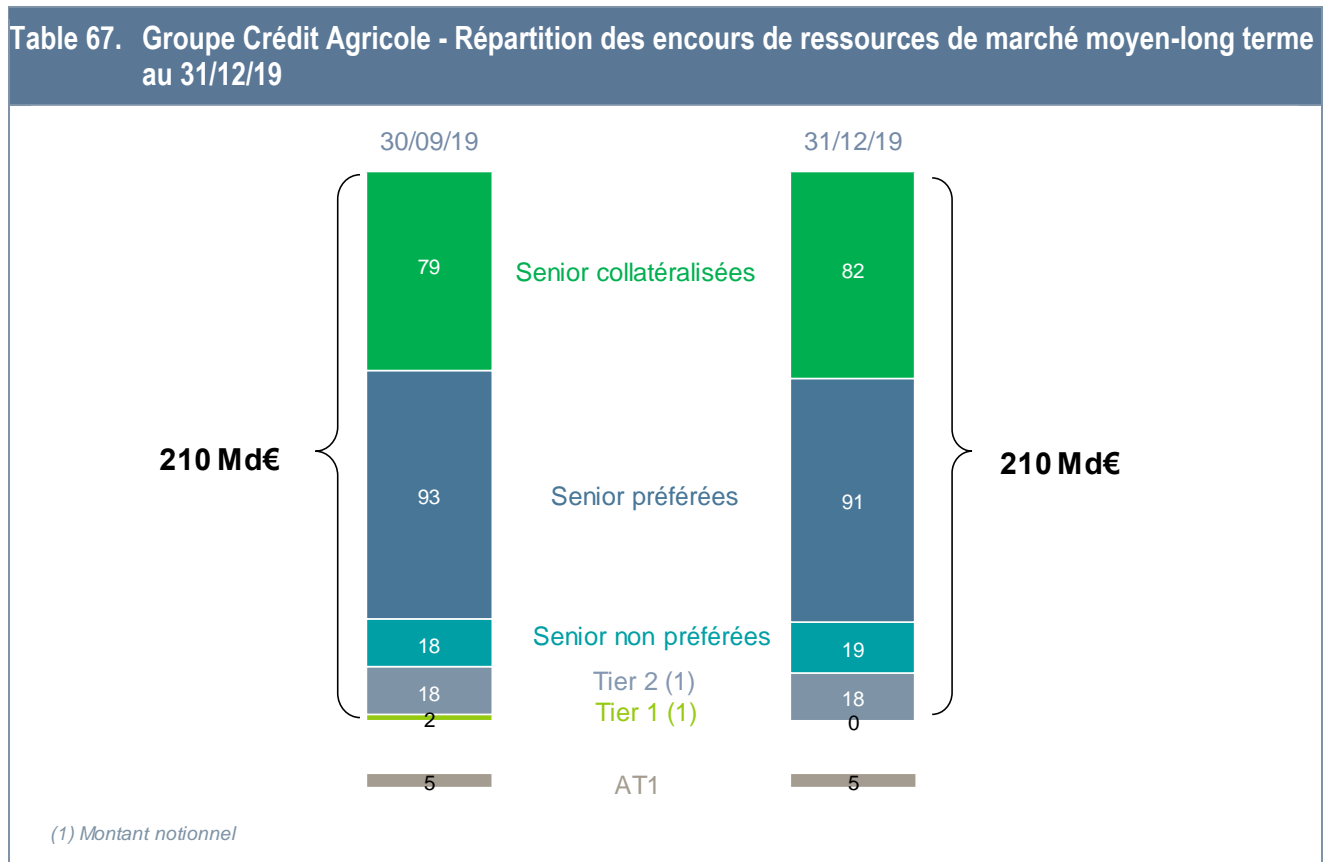
L’excédent de 126 milliards d’euros appelé “position en ressources stables” permet au Groupe de couvrir le déficit LCR engendré par les actifs durables et les passifs stables (clientèle, actifs tangibles et intangibles, ressources long terme et fonds propres). Il est en ligne avec l’objectif de plus de 100 milliards d’euros du Plan à Moyen Terme. Le **ratio des ressources stables sur emplois stables s’établit à 111,8%**, en hausse par rapport au trimestre précédent.

Table 66. Groupe Crédit Agricole - Bilan cash au 31/12/19



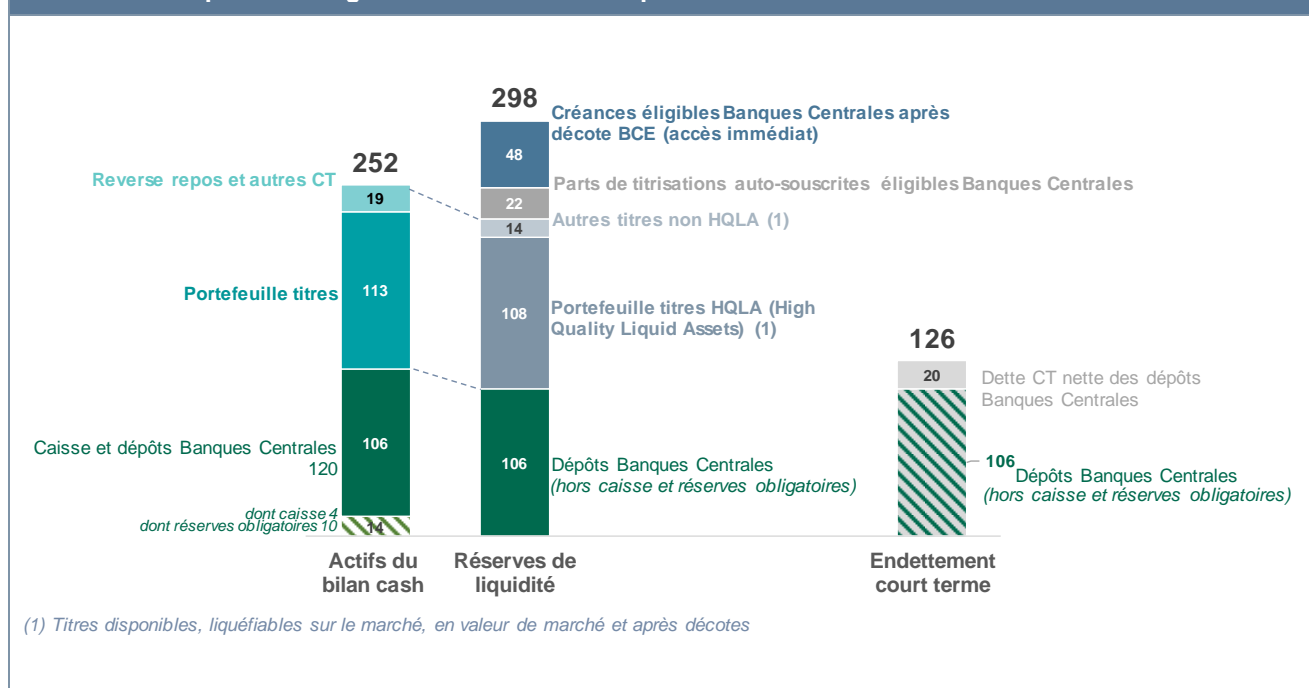
Les encours de ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 210 milliards d'euros au 31 décembre 2019. Elles comprennent les dettes senior collatéralisées à hauteur de 82 milliards d'euros, les dettes senior préférées non collatéralisées à hauteur de 91 milliards d'euros, les dettes senior non préférées pour 19 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 18 milliards d'euros.

L'encours des ressources de marché à moyen long terme est stable par rapport à fin septembre 2019.



Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 298 milliards d'euros au 31 décembre 2019, en hausse de 26 milliards d'euros par rapport à fin septembre 2019 et en hausse de 26 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2018. Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme et les titres HQLA couvrent plus de cinq fois l'endettement court terme net des dépôts Banques Centrales.

Table 68. Groupe Crédit Agricole - Réserves de liquidité au 31/12/19



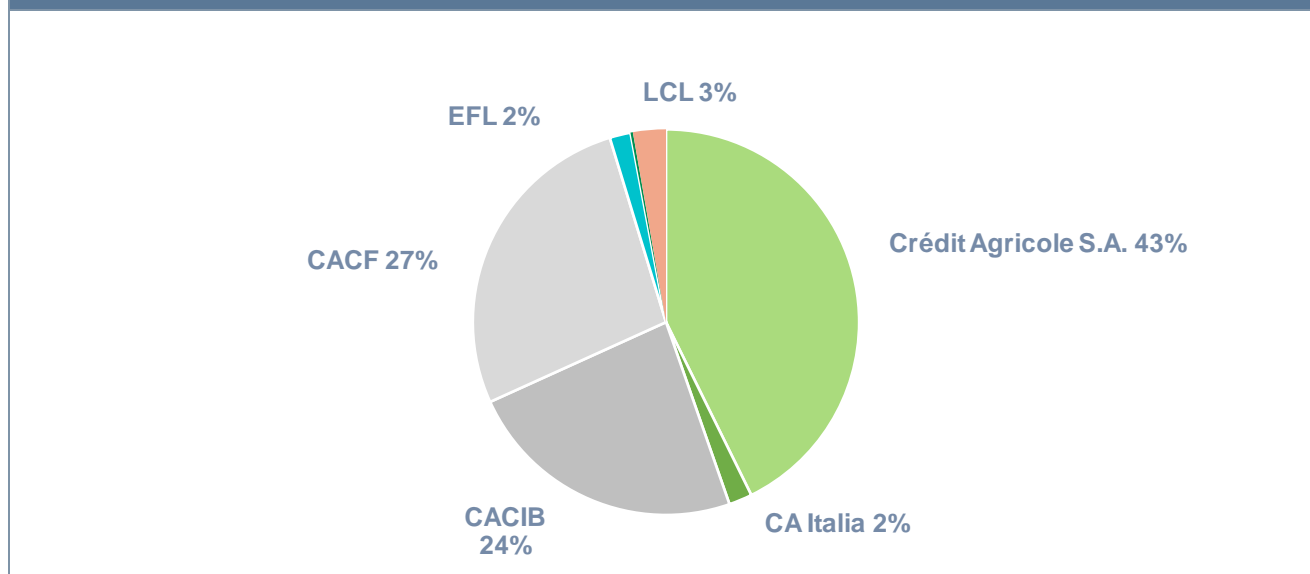
A fin décembre 2019, le numérateur du ratio LCR (comprenant le portefeuille de titres HQLA, la caisse et les dépôts Banques Centrales, hors réserves obligatoires), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 223,2 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 189,3 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A. Le dénominateur du ratio (représentant les sorties nettes de trésorerie), calculé en moyenne sur 12 mois, s'établit respectivement à 173,3 milliards d'euros pour le Groupe Crédit Agricole et à 143,8 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A.

Les ratios LCR moyens sur 12 mois du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. s'élèvent respectivement à 128,8% et 131,6% à fin décembre 2019. Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme d'environ 110%. Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur ce ratio, fixé à 100% à compter du 1^{er} janvier 2018.

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de refinancement à moyen long terme, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 38,4 milliards d'euros de dette à moyen long terme au 31 décembre 2019, dont 43% émis par Crédit Agricole S.A. Par ailleurs, 3,9 milliards d'euros ont également été placés dans les réseaux des banques de proximité du Groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL et CA Italia) et d'autres réseaux externes ainsi qu'auprès d'organismes supranationaux à fin décembre 2019.

Table 69. Groupe Crédit Agricole - Levées MLT de marché - Ventilation par émetteur: 38,4 Mds€ au 31/12/19



Crédit Agricole S.A., en tant qu'émetteur principal du Groupe, a levé l'équivalent de 16,4 milliards d'euros de dette à moyen long terme sur les marchés, réalisant ainsi 97% de son programme de refinancement, avec 10,1 milliards d'euros équivalents levés en instruments de dette senior préférée et de dette senior collatéralisée et 6,3 milliards d'euros équivalents en instruments de dette senior non préférée et de dette Tier 2.

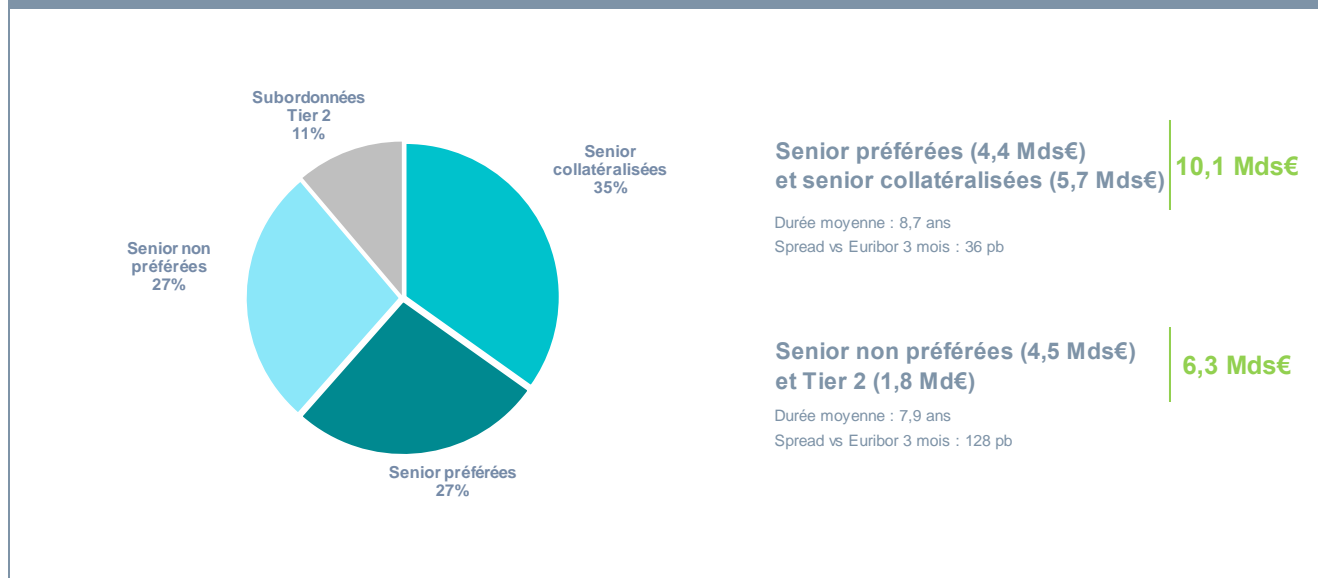
A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé en 2019:

- une émission de dette senior non préférée Green Bond pour 1 milliard d'euros (inclus dans les montants ci-dessus).
- une émission CAHL SFH de dette senior collatéralisée Green Bond pour un montant de 1,25 milliard d'euros (inclus dans les montants ci-dessus).
- une émission de dette senior préférée Panda Bond pour 1 milliard de CNY (inclus dans les montants ci-dessus).

Par ailleurs, une émission d'AT1 a été réalisée pour un montant 1,1 milliard d'euros équivalents en février 2019 (hors plan de financement).

Le programme de financement de dettes à moyen long terme de Crédit Agricole S.A. sur les marchés pour l'exercice 2020 s'élève à 12 milliards d'euros, incluant environ 5 à 6 milliards d'euros équivalents de dette Tier 2 ou de dette senior non préférée. A fin janvier 2020, 22% du programme de financement a été réalisé.

Table 70. Crédit Agricole S.A. - Levées MLT de marché - Ventilation par segment: 16,4 Mds€ au 31/12/19



Bilan

Table 71. Groupe Crédit Agricole - Bilan consolidé (Mds€)

Actif	31/12/2019	31/12/2018	Passif	31/12/2019	31/12/2018
Caisse, banques centrales	97,1	70,6	Banques centrales	2,2	1,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	404,3	372,1	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	241,9	225,9
Instruments dérivés de couverture	20,9	15,8	Instruments dérivés de couverture	20,5	16,2
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	272,3	265,0			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	100,9	97,2	Dettes envers les établissements de crédit	102,3	96,0
Prêts et créances sur la clientèle	913,5	854,7	Dettes envers la clientèle	856,1	789,8
Titres de dette	95,1	80,6	Dettes représentées par un titre	213,4	198,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	11,7	8,3	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	10,5	7,9
Actifs d'impôts courants et différés	6,3	6,2	Passifs d'impôts courants et différés	4,0	2,4
Comptes de régularisation et actifs divers	44,4	44,3	Comptes de régularisation et passifs divers	51,4	48,0
Actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,3	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,2
Participations aux bénéfices différée	-	0,1			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7,1	6,3	Provisions techniques des contrats d'assurance	358,2	325,9
Immeubles de placement	7,3	7,0	Provisions	6,9	8,1
Immobilisations corporelles	10,2	7,8	Dettes subordonnées	21,7	22,8
Immobilisations incorporelles	3,4	2,4	Capitaux propres part du Groupe	115,0	106,7
Ecart d'acquisition	15,8	16,1	Participations ne donnant pas le contrôle	6,6	5,5
Total actif	2 011,0	1 854,8	Total passif	2 011,0	1 854,8

Table 72. Crédit Agricole S.A. - bilan consolidé (Mds€)

Actif	31/12/2019	31/12/2018	Passif	31/12/2019	31/12/2018
Caisse, banques centrales	93,1	67,0	Banques centrales	1,9	0,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	399,5	365,5	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	243,4	228,1
Instruments dérivés de couverture	19,4	14,3	Instruments dérivés de couverture	13,3	12,1
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	261,3	253,6			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	438,6	413,0	Dettes envers les établissements de crédit	144,7	132,0
Prêts et créances sur la clientèle	395,2	369,5	Dettes envers la clientèle	647,5	597,2
Titres de dette	72,5	57,8	Dettes représentées par un titre	201,0	184,5
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7,1	6,4	Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	9,2	6,6
Actifs d'impôts courants et différés	4,3	4,5	Passifs d'impôts courants et différés	3,8	2,4
Comptes de régularisation et actifs divers	38,3	38,0	Comptes de régularisation et passifs divers	49,3	42,3
Actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,3	Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,5	0,2
Participations aux bénéfices différée	-	0,1			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	7,2	6,4	Provisions techniques des contrats d'assurance	356,1	324,0
Immeubles de placement	6,6	6,4	Provisions	4,4	5,8
Immobilisations corporelles	5,6	4,1	Dettes subordonnées	21,8	22,8
Immobilisations incorporelles	3,2	2,3	Capitaux propres part du Groupe	62,9	58,8
Ecart d'acquisition	15,3	15,5	Participations ne donnant pas le contrôle	7,9	6,7
Total actif	1 767,6	1 624,4	Total passif	1 767,6	1 624,4

Crédit Agricole S.A.

Répartition du capital

Table 73. Crédit Agricole S.A. – répartition du capital

Répartition du capital	31/12/2019		31/12/2018	
	Nombre d'actions	%	Nombre d'actions	%
SAS Rue La Boétie	1 612 517 290	55,9%	1 612 517 290	56,3%
Titres d'auto-contrôle	435 000	0,0%	4 378 305	0,2%
Employés (FCPE, PEE)	134 900 173	4,7%	126 627 820	4,4%
Public	1 136 836 249	39,4%	1 122 913 741	39,2%
Nombre d'actions (fin de période)	2 884 688 712		2 866 437 156	
Nombre d'actions, hors auto-contrôle (fin de période)	2 884 253 712		2 862 058 851	
Nombre d'actions, hors auto-contrôle (moyenne)	2 873 414 500		2 853 704 584	

Données par action et calcul du ROTE

Table 74. Crédit Agricole S.A. – données par action et calcul du ROTE

(en m€)	T4-19	T4-18	2019	2018	Δ T4/T4	Δ 19/18
Résultat net part du Groupe - publié	1 661	1 008	4 844	4 400	+64,9%	+10,1%
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS	(105)	(127)	(587)	(443)	-17,3%	+32,5%
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A] 1 556	881	4 257	3 957	+76,7%	+7,6%
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B] 2 883,5	2 863,0	2 873,4	2 853,7	+0,7%	+0,7%
Résultat net par action - publié	[A]/[B] 0,54 €	0,31 €	1,48 €	1,39 €	+75,5%	+6,9%
RNPG sous-jacent	1 318	1 067	4 582	4 405	+23,5%	+4,0%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C] 1 213	940	3 995	3 962	+29,0%	+0,8%
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B] 0,42 €	0,33 €	1,39 €	1,39 €	+28,1%	+0,1%

(en m€)	31/12/2019	31/12/2018
Capitaux propres - part du Groupe	62 921	58 811
- Emissions AT1	(5 134)	(5 011)
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	(2 993)	(1 696)
- Projet distribution de dividende sur résultat annuel*	(2 019)	(1 975)
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D] 52 774	50 129
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe	(18 011)	(17 843)
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E] 34 764	32 286
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F] 2 884,3	2 862,1
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F] 18,3 €	17,5 €
+ Dividende à verser (€)	[H] 0,7 €	0,69 €
ANC par action, avant déduction du dividende (€)	19,0 €	18,2 €
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F] 12,1 €	11,3 €
ANT par action, avt déduct. du divid. à verser (€)	[G]+[H] 12,8 €	12,0 €

(en m€)	2019	2018
Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires	[H] 4 257	3 957
AN tangible moyen non réévalué attrib. aux actions ordinaires***	[J] 33 525	31 120
ROTE publié (%)	[H]/[J] 12,7%	12,7%
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires (annualisé)	[I] 3 995	3 962
ROTE sous-jacent (%)	[I]/[J] 11,9%	12,7%

*** y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

Emplois pondérés et allocation de capital par métiers

Table 75. Crédit Agricole S.A. – emplois pondérés Bâle 3 non phasé par métier et allocation des fonds propres aux métiers

En Mds€	Emplois pondérés			Capital		
	Déc. 2019	Sept. 2019	Déc. 2018	Déc. 2019	Sept. 2019	Déc. 2018
Gestion de l'épargne et Assurances	31,1	34,2	23,9	8,8	10,1	8,5
- Assurances* **	15,6	18,7	10,6	7,3	8,6	6,6
- Gestion d'actifs	10,4	10,2	9,6	1,0	1,0	1,6
- Gestion de fortune	5,1	5,3	3,7	0,5	0,5	0,3
Banque de proximité en France (LCL)	51,8	52,0	49,6	4,9	4,9	4,7
Banque de proximité à l'international	41,6	41,6	39,7	4,0	4,0	3,8
Services financiers spécialisés	54,8	54,7	53,6	5,2	5,2	5,1
Grandes clientèles	119,6	123,7	118,4	11,4	11,7	11,3
- Banque de financement	69,8	71,5	71,2	6,6	6,8	6,8
- Banque de marchés et d'investissement	40,1	41,3	38,7	3,8	3,9	3,7
- Services financiers aux institutionnels	9,7	10,9	8,6	0,9	1,0	0,8
Activités hors métiers	24,9	24,0	21,7	2,4	2,3	2,1
TOTAL	323,7	330,2	306,9	36,6	38,2	35,4

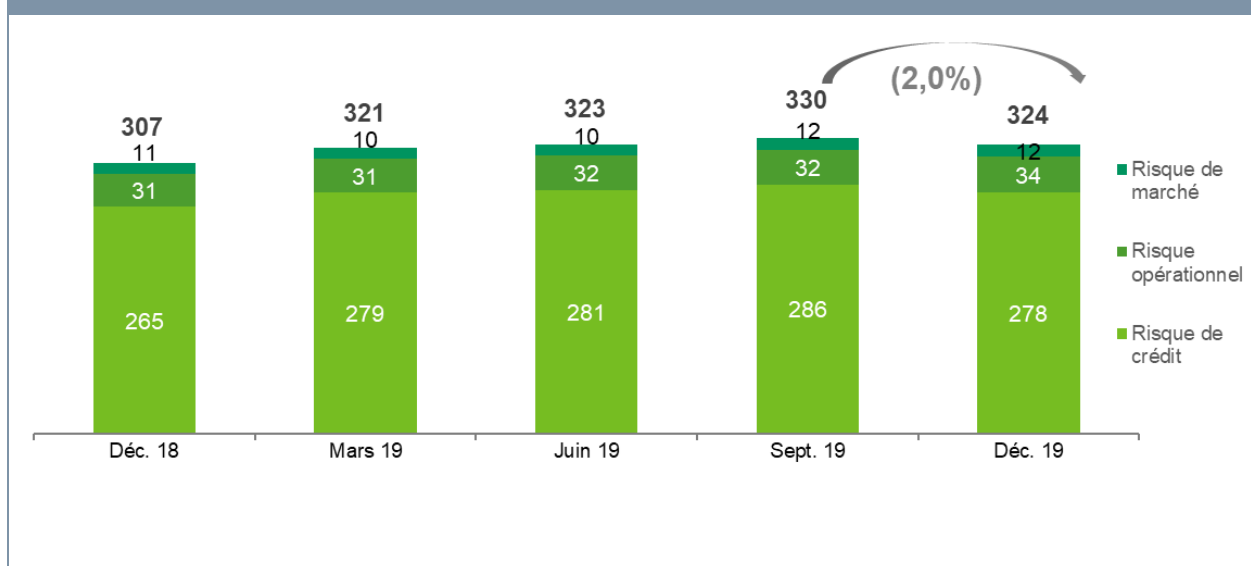
* Mise en œuvre des garanties Switch au 02/01/2014 transférant aux Caisses régionales 34 milliards d'euros d'emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans Crédit Agricole Assurances.

** Exigences Solvency 2 pour le calcul des fonds propres alloués en en décembre 2019 et 2018 et septembre 2019.

Méthodologie :

- **9,5% des emplois pondérés** pour tous les métiers sauf le métier Assurances
- **Assurances** : 80% des exigences de capital au titre de Solvency 2 diminuées de 9,5% des RWA transférés au titre de la garantie Switch 2 aux Caisses régionales

Table 76. Crédit Agricole S.A. – emplois pondérés Bâle 3 par type de risque



Annexes

Annexe 1 – Eléments spécifiques

Groupe Crédit Agricole

Table 77. Groupe Crédit Agricole - Eléments spécifiques, T4-19 et T4-18, 2019 et 2018

En m€	T4-19		T4-18		2019		2018	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(6)	(4)	15	11	(21)	(16)	22	16
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(16)	(12)	17	13	(44)	(32)	23	17
Provisions Epargne logement (LCL)	(12)	(8)	1	1	(31)	(20)	(1)	(1)
Provisions Epargne logement (AHM)	(32)	(21)	6	4	(90)	(59)	(3)	(2)
Provisions Epargne logement (CR)	(137)	(90)	7	4	(307)	(201)	(15)	(10)
Total impact en PNB	(202)	(135)	46	33	(493)	(329)	26	21
Coûts d'intégration Santander/Kas Bank (GC)	(15)	(11)	-	-	(15)	(11)	-	-
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	-	-	(27)	(14)	-	-	(56)	(29)
Coûts d'intégration 3 banques italiennes (BPI)	-	-	(11)	(7)	-	-	(2)	(0)
Total impact en Charges	(15)	(11)	(38)	(21)	(15)	(11)	(59)	(29)
Amende BCE (AHM)	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Total impact Prov. risque juridique non allouées	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Amende FCA Bank (SFS)	-	-	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)
Total impact en Mises en équivalence	-	-	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)
Dépréciation goodwill LCL (AHM)	(664)	(664)	-	-	(664)	(664)	-	-
Badwill Kas Bank (GC)	22	22	-	-	22	22	-	-
Variation des écarts d'acquisition (AHM)	-	-	-	-	-	-	86	74
Total impact variation des écarts d'acquisition	(642)	(642)	-	-	(642)	(642)	86	74
Coûts d'acquisition Santander/Kas Bank (GC)	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)	-	-
Total impact en Gains/pertes nets sur autres actifs	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)	-	-
Litige Emporiki (AHM)	-	1 038	-	-	-	1 038	-	-
Total impact en Impôts	-	1 038	-	-	-	1 038	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(46)	(46)	-	-	(46)	(46)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(46)	(46)	-	-	(46)	(46)	-	-
Impact total des retraitements	(912)	200	(59)	(55)	(1 202)	6	(19)	(5)
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	-	-	(27)	(14)	-	-	(56)	(29)
<i>Banque de proximité-France</i>	(149)	(98)	8	5	(338)	(222)	(16)	(10)
<i>Banque de proximité-International</i>	(46)	(46)	(11)	(7)	(46)	(46)	(2)	(0)
<i>Services financiers spécialisés</i>	-	-	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)
<i>Grandes Clientèles</i>	(22)	(10)	32	24	(65)	(42)	45	34
<i>Activités hors métiers</i>	(696)	353	6	4	(754)	315	78	67

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Table 78. Crédit Agricole S.A. - Eléments spécifiques, T4-19 et T4-18, 2019 et 2018

En m€	T4-19		T4-18		2019		2018	
	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	(6)	(4)	15	11	(21)	(15)	22	16
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(16)	(11)	17	12	(44)	(32)	23	17
Provisions Epargne logement (LCL)	(12)	(8)	1	1	(31)	(20)	(1)	(1)
Provisions Epargne logement (AHM)	(32)	(21)	6	4	(90)	(59)	(3)	(2)
Total impact en PNB	(66)	(44)	39	28	(186)	(126)	41	30
Coûts d'intégration Santander/Kas Bank (GC)	(15)	(11)	-	-	(15)	(11)	-	-
Coûts d'intégration Pioneer (GEA)	-	-	(27)	(14)	-	-	(56)	(29)
Coûts d'intégration 3 banques italiennes (BPI)	-	-	(11)	(6)	-	-	(2)	(1)
Total impact en Charges	(15)	(11)	(38)	(20)	(15)	(11)	(59)	(30)
Amende BCE (AHM)	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Total impact Prov. risque juridique non allouées	-	-	-	-	-	-	(5)	(5)
Amende FCA Bank (SFS)	-	-	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)
Total impact en Mises en équivalence	-	-	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)
Dépréciation écart d'acquisition LCL (AHM)	(611)	(611)	-	-	(611)	(611)	-	-
Badwill Kas Bank (GC)	22	22	-	-	22	22	-	-
Variation des écarts d'acquisition (AHM)(1)	-	-	-	-	-	-	86	66
Total impact variation des écarts d'acquisition	(589)	(589)	-	-	(589)	(589)	86	66
Litige Emporiki (AHM)	-	1 038	-	-	-	1 038	-	-
Total impact en Impôts	-	1 038	-	-	-	1 038	-	-
Coûts d'acquisition Santander/Kas Bank (GC)	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)	-	-
Total impact en Gains/pertes nets sur autres actifs	(6)	(5)	-	-	(6)	(5)	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	(46)	(46)	-	-	(46)	(46)	-	-
Total impact en Activités en cours de cession	(46)	(46)	-	-	(46)	(46)	-	-
Impact total des retraitements	(722)	343	(66)	(59)	(843)	262	(4)	(5)
<i>Gestion de l'épargne et Assurances</i>	-	-	(27)	(14)	-	-	(56)	(29)
<i>Banque de proximité-France</i>	(12)	(8)	1	1	(31)	(20)	(1)	(1)
<i>Banque de proximité-International</i>	(46)	(46)	(11)	(6)	(46)	(46)	(2)	(1)
<i>Services financiers spécialisés</i>	-	-	(67)	(67)	-	-	(67)	(67)
<i>Grandes Clientèles</i>	(22)	(9)	32	23	(65)	(40)	45	33
<i>Activités hors métiers</i>	(643)	406	6	4	(701)	368	78	59

* Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires

Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

Table 79. Groupe Crédit Agricole - Résultats publiés et sous-jacents, T4-19 et T4-18

En m€	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	8 399	(202)	8 602	8 110	46	8 064	+3,6%	+6,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 582)	(15)	(5 566)	(5 478)	(38)	(5 440)	+1,9%	+2,3%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	2 818	(218)	3 035	2 632	8	2 624	+7,1%	+15,7%
Coût du risque de crédit	(494)	-	(494)	(499)	-	(499)	(1,0%)	(1,0%)
Coût du risque juridique	-	-	-	(75)	-	(75)	(100,0%)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	83	-	83	10	(67)	77	x 8	+7,5%
Gains ou pertes sur autres actifs	15	(6)	21	48	-	48	(69,2%)	(56,1%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(642)	(642)	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 780	(866)	2 646	2 116	(59)	2 175	(15,9%)	+21,6%
Impôt	587	1 112	(525)	(416)	(3)	(412)	ns	+27,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(46)	(0)	(0)	-	(0)	x 1768,1	x 8,1
Résultat net	2 320	200	2 120	1 700	(63)	1 763	+36,5%	+20,3%
Intérêts minoritaires	(134)	-	(134)	(130)	8	(137)	+3,7%	(2,1%)
Résultat net part du Groupe	2 186	200	1 986	1 571	(55)	1 626	+39,2%	+22,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	66,5%		64,7%	67,5%		67,5%	-1,1 pp	-2,7 pp

Table 80. Groupe Crédit Agricole - Passage du publié au sous-jacent, 2019 et 2018

En m€	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	33 297	(493)	33 790	32 839	26	32 813	+1,4%	+3,0%
Charges d'exploitation hors FRU	(21 386)	(15)	(21 371)	(21 064)	(59)	(21 005)	+1,5%	+1,7%
FRU	(426)	-	(426)	(389)	-	(389)	+9,4%	+9,4%
Résultat brut d'exploitation	11 485	(508)	11 993	11 385	(32)	11 418	+0,9%	+5,0%
Coût du risque de crédit	(1 757)	-	(1 757)	(1 640)	-	(1 640)	+7,1%	+7,1%
Coût du risque juridique	-	-	-	(80)	(5)	(75)	(100,0%)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	356	-	356	266	(67)	333	+33,9%	+7,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	36	(6)	42	87	-	87	(59,0%)	(51,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(642)	(642)	-	86	86	-	ns	ns
Résultat avant impôt	9 478	(1 156)	10 634	10 105	(19)	10 123	(6,2%)	+5,0%
Impôt	(1 737)	1 208	(2 945)	(2 733)	10	(2 743)	(36,5%)	+7,4%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(38)	(46)	8	(3)	-	(3)	x 12,5	ns
Résultat net	7 704	6	7 697	7 369	(8)	7 377	+4,5%	+4,3%
Intérêts minoritaires	(506)	-	(506)	(525)	3	(527)	(3,5%)	(4,0%)
Résultat net part du Groupe	7 198	6	7 191	6 844	(5)	6 849	+5,2%	+5,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,2%		63,2%	64,1%		64,0%	+0,1 pp	-0,8 pp

Annexe 3 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Table 81. Groupe Crédit Agricole : Contribution par pôle - T4-2019 et T4-2018

	T4-19 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 276	851	740	1 621	672	1 401	(163)	8 399
Charges d'exploitation hors FRU	(2 276)	(598)	(478)	(746)	(331)	(902)	(251)	(5 582)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 000	254	262	875	341	499	(414)	2 818
Coût du risque	(155)	(64)	(77)	(5)	(127)	(55)	(10)	(494)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	2	-	-	14	65	3	-	83
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	1	3	11	(0)	7	(8)	15
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	22	(664)	(642)
Résultat avant impôt	848	191	188	895	278	476	(1 096)	1 780
Impôts	(257)	(53)	(49)	(225)	(40)	(67)	1 277	587
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(46)	-	-	-	(0)	(46)
Résultat net	590	138	93	670	238	409	181	2 320
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(25)	(85)	(25)	(1)	2	(134)
Résultat net part du Groupe	590	138	69	585	213	408	184	2 186
	T4-18 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	3 235	841	1 469	730	690	1 210	(66)	8 110
Charges d'exploitation hors FRU	(2 236)	(597)	(724)	(488)	(356)	(813)	(266)	(5 478)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 000	244	745	243	335	397	(331)	2 632
Coût du risque	(250)	(63)	(22)	(84)	(99)	26	(8)	(499)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	(75)	(75)
Sociétés mises en équivalence	4	-	10	-	(2)	(1)	-	10
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(9)	47	(1)	14	(0)	(0)	(3)	48
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	745	229	732	173	233	422	(418)	2 116
Impôts	(204)	(87)	(175)	(41)	(40)	(79)	210	(416)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	-	-	-	(0)
Résultat net	541	142	557	132	194	343	(208)	1 700
Intérêts minoritaires	0	0	(57)	(26)	(40)	1	(8)	(130)
Résultat net part du Groupe	541	142	500	106	154	344	(216)	1 571

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

Table 82. Groupe Crédit Agricole. : Contribution par pôle - publié - 2019 et 2018

	2019 (publié)							
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 117	3 457	2 898	6 061	2 716	5 601	(553)	33 297
Charges d'exploitation hors FRU	(8 836)	(2 340)	(1 813)	(2 897)	(1 343)	(3 321)	(837)	(21 386)
FRU	(86)	(32)	(22)	(7)	(18)	(177)	(83)	(426)
Résultat brut d'exploitation	4 196	1 085	1 063	3 157	1 354	2 103	(1 473)	11 485
Coût du risque	(498)	(217)	(337)	(19)	(497)	(159)	(29)	(1 757)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	11	-	-	46	295	4	-	356
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(6)	2	2	32	0	6	(1)	36
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	22	(664)	(642)
Résultat avant impôt	3 703	870	728	3 215	1 152	1 976	(2 166)	9 478
Impôts	(1 307)	(274)	(201)	(879)	(233)	(407)	1 564	(1 737)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(46)	8	-	-	(0)	(38)
Résultat net	2 396	596	481	2 345	919	1 569	(602)	7 704
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(105)	(309)	(104)	(0)	14	(506)
Résultat net part du Groupe	2 396	596	375	2 035	815	1 569	(588)	7 198
	2018 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	13 040	3 433	5 770	2 835	2 769	5 370	(377)	32 839
Charges d'exploitation hors FRU	(8 657)	(2 363)	(2 833)	(1 790)	(1 362)	(3 169)	(890)	(21 064)
FRU	(87)	(28)	(3)	(22)	(18)	(170)	(62)	(389)
Résultat brut d'exploitation	4 296	1 042	2 934	1 023	1 389	2 031	(1 329)	11 385
Coût du risque	(634)	(220)	(17)	(359)	(467)	64	(8)	(1 640)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	(80)	(80)
Sociétés mises en équivalence	12	-	47	-	187	0	19	266
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	50	(3)	14	1	14	13	87
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	86	86
Résultat avant impôt	3 673	872	2 961	678	1 110	2 109	(1 299)	10 105
Impôts	(1 280)	(288)	(773)	(191)	(244)	(551)	594	(2 733)
Rés. net des activités abandonnées	-	(1)	(1)	-	(0)	-	-	(3)
Résultat net	2 393	583	2 186	487	866	1 559	(705)	7 369
Intérêts minoritaires	(0)	0	(271)	(101)	(128)	2	(27)	(525)
Résultat net part du Groupe	2 393	583	1 916	386	738	1 560	(732)	6 844

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

Annexe 4 – Crédit Agricole S.A. : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

Table 83. Crédit Agricole S.A. - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 et T4-18

En m€	T4-19 publié	Éléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Éléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	5 119	(66)	5 184	4 853	39	4 814	+5,5%	+7,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 260)	(15)	(3 244)	(3 213)	(38)	(3 175)	+1,5%	+2,2%
FRU	(0)	-	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	1 859	(81)	1 940	1 641	1	1 640	+13,3%	+18,3%
Coût du risque de crédit	(340)	-	(340)	(246)	-	(246)	+38,0%	+38,0%
Coût du risque juridique	-	-	-	(75)	-	(75)	(100,0%)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	76	-	76	7	(67)	74	x 10,3	+2,6%
Gains ou pertes sur autres actifs	14	(6)	20	56	-	56	(74,7%)	(63,7%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(589)	(589)	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 021	(677)	1 697	1 383	(66)	1 450	(26,2%)	+17,1%
Impôt	847	1 065	(219)	(222)	(1)	(221)	ns	(1,0%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	(46)	(46)	(0)	(0)	-	(0)	ns	ns
Résultat net	1 821	343	1 479	1 161	(67)	1 229	+56,8%	+20,3%
Intérêts minoritaires	(160)	1	(161)	(154)	8	(162)	+4,0%	(0,6%)
Résultat net part du Groupe	1 661	343	1 318	1 008	(59)	1 067	+64,9%	+23,5%
Bénéfice par action (€)	0,54	0,12	0,42	0,31	(0,02)	0,33	+75,5%	+28,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,7%		62,6%	66,2%		65,9%	-2,5 pp	-3,4 pp

Table 84. Crédit Agricole S.A. - Passage du publié au sous-jacent, 2019 et 2019

En m€	2019 publié	Éléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Éléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	20 153	(186)	20 339	19 736	41	19 694	+2,1%	+3,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(12 421)	(15)	(12 405)	(12 286)	(59)	(12 227)	+1,1%	+1,5%
FRU	(340)	-	(340)	(302)	-	(302)	+12,5%	+12,5%
Résultat brut d'exploitation	7 392	(201)	7 594	7 147	(18)	7 165	+3,4%	+6,0%
Coût du risque de crédit	(1 256)	-	(1 256)	(1 002)	-	(1 002)	+25,5%	+25,5%
Coût du risque juridique	-	-	-	(80)	(5)	(75)	(100,0%)	(100,0%)
Sociétés mises en équivalence	352	-	352	256	(67)	323	+37,6%	+9,0%
Gains ou pertes sur autres actifs	54	(6)	60	89	-	89	(39,5%)	(32,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(589)	(589)	-	86	86	-	ns	ns
Résultat avant impôt	5 952	(797)	6 749	6 496	(4)	6 500	(8,4%)	+3,8%
Impôt	(456)	1 103	(1 559)	(1 466)	5	(1 471)	(68,9%)	+6,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cessior	(38)	(46)	8	(3)	-	(3)	ns	ns
Résultat net	5 458	260	5 198	5 027	2	5 026	+8,6%	+3,4%
Intérêts minoritaires	(614)	2	(616)	(627)	(7)	(620)	(2,1%)	(0,7%)
Résultat net part du Groupe	4 844	262	4 582	4 400	(5)	4 405	+10,1%	+4,0%
Bénéfice par action (€)	1,48	0,09	1,39	1,39	(0,00)	1,39	+6,9%	+0,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,6%		61,0%	62,3%		62,1%	-0,6 pp	-1,1 pp

Annexe 5 – Crédit Agricole S.A. : résultats par pôle

Table 85. Crédit Agricole S.A. - Contribution par pôle, T4-19 et T4-18

	T4-19 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 623	851	713	672	1 401	(141)	5 119
Charges d'exploitation hors FRU	(746)	(598)	(454)	(331)	(902)	(229)	(3 260)
FRU	-	0	(0)	(0)	0	(0)	(0)
Résultat brut d'exploitation	877	254	259	341	499	(370)	1 859
Coût du risque	(5)	(64)	(78)	(127)	(55)	(10)	(340)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	14	-	-	65	3	(5)	76
Gains ou pertes nets sur autres actifs	11	1	3	(0)	7	(8)	14
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	22	(611)	(589)
Résultat avant impôt	896	191	184	278	476	(1 004)	1 021
Impôts	(224)	(53)	(49)	(40)	(67)	1 278	847
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(46)	-	-	(0)	(46)
Résultat net	672	138	90	238	409	274	1 821
Intérêts minoritaires	(90)	(6)	(31)	(25)	(10)	2	(160)
Résultat net part du Groupe	583	132	59	213	399	276	1 661
	T4-18 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	1 470	842	704	690	1 210	(63)	4 853
Charges d'exploitation hors FRU	(724)	(597)	(467)	(356)	(813)	(256)	(3 213)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	746	245	237	335	397	(319)	1 641
Coût du risque	(22)	(63)	(84)	(99)	26	(5)	(246)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(75)	(75)
Sociétés mises en équivalence	10	-	-	(2)	(1)	1	7
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	47	14	(0)	(0)	(3)	56
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	733	230	167	233	422	(401)	1 383
Impôts	(176)	(87)	(39)	(40)	(79)	199	(222)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	-	-	-	-	(0)
Résultat net	558	142	127	194	343	(202)	1 161
Intérêts minoritaires	(60)	(6)	(32)	(40)	(6)	(10)	(154)
Résultat net part du Groupe	498	136	96	154	337	(213)	1 008

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

Table 86. Crédit Agricole S.A. - Contribution par pôle, 2019 et 2018

	2019 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	6 078	3 457	2 796	2 716	5 603	(497)	20 153
Charges d'exploitation hors FRU	(2 896)	(2 340)	(1 731)	(1 343)	(3 321)	(789)	(12 421)
FRU	(7)	(32)	(22)	(18)	(177)	(83)	(340)
Résultat brut d'exploitation	3 174	1 086	1 042	1 354	2 105	(1 369)	7 392
Coût du risque	(19)	(217)	(335)	(497)	(160)	(28)	(1 256)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	46	-	-	295	4	6	352
Gains ou pertes nets sur autres actifs	32	2	2	0	6	12	54
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	22	(611)	(589)
Résultat avant impôt	3 233	870	710	1 152	1 978	(1 991)	5 952
Impôts	(881)	(274)	(199)	(233)	(407)	1 539	(456)
Rés. net des activités abandonnées	8	-	(46)	-	-	(0)	(38)
Résultat net	2 360	596	465	919	1 570	(452)	5 458
Intérêts minoritaires	(326)	(27)	(132)	(104)	(32)	7	(614)
Résultat net part du Groupe	2 034	570	333	815	1 538	(445)	4 844
	2018 (publié)						
En m€	GEA	BP (LCL)	BPI	SFS	GC	AHM	Total
Produit net bancaire	5 778	3 433	2 732	2 769	5 368	(344)	19 736
Charges d'exploitation hors FRU	(2 833)	(2 363)	(1 716)	(1 362)	(3 169)	(842)	(12 286)
FRU	(3)	(28)	(22)	(18)	(170)	(62)	(302)
Résultat brut d'exploitation	2 941	1 043	994	1 389	2 030	(1 249)	7 147
Coût du risque	(17)	(220)	(358)	(467)	64	(5)	(1 002)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	(80)	(80)
Sociétés mises en équivalence	47	-	-	187	0	21	256
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(3)	50	14	1	14	13	89
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	86	86
Résultat avant impôt	2 969	873	650	1 110	2 108	(1 213)	6 496
Impôts	(774)	(288)	(185)	(244)	(550)	576	(1 466)
Rés. net des activités abandonnées	(1)	(1)	-	(0)	-	-	(3)
Résultat net	2 193	584	465	866	1 557	(638)	5 027
Intérêts minoritaires	(285)	(26)	(124)	(128)	(30)	(35)	(627)
Résultat net part du Groupe	1 908	558	341	738	1 528	(672)	4 400

GEA : Gestion de l'épargne et Assurances ; BP : Banque de proximité ; SFS : Services financiers spécialisés ; GC : Grandes clientèles ; AHM : Activités hors métiers

Annexe 6 – Par métier : compte de résultat détaillé, publié et sous-jacent

Au quatrième trimestre et sur l'année 2019 ainsi qu'au quatrième trimestre et sur l'année 2018, les métiers Gestion de l'épargne et Assurances, Banques de proximité en France (LCL et Caisses régionales), Banque de proximité à l'international, Services Financiers Spécialisés, Grandes clientèles et Activités Hors Métiers incluent des éléments spécifiques.

Table 87. Gestion d'actifs (Amundi) - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	702	-	702	600	-	600	+17,1%	+17,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(368)	-	(368)	(360)	(27)	(333)	+2,1%	+10,4%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	335	-	335	240	(27)	267	+39,6%	+25,5%
Coût du risque	(4)	-	(4)	(13)	-	(13)	(72,3%)	(72,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	0	-	0	(45,2%)	(45,2%)
Résultat avant impôt	345	-	345	236	(27)	263	+45,8%	+30,9%
Impôt	(85)	-	(85)	(54)	6	(60)	+58,2%	+42,4%
Résultat net part du Groupe	176	-	176	125	(14)	139	+41,4%	+26,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU	52,3%		52,3%	60,0%		55,5%	-7,7 pp	-3,2 pp

En m€	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	2 636	-	2 636	2 504	-	2 504	+5,3%	+5,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 402)	-	(1 402)	(1 416)	(56)	(1 359)	(1,0%)	+3,1%
FRU	(3)	-	(3)	(1)	-	(1)	x 2,3	x 2,3
Résultat brut d'exploitation	1 231	-	1 231	1 087	(56)	1 144	+13,2%	+7,6%
Coût du risque de crédit	(11)	-	(11)	(11)	-	(11)	(4,9%)	(4,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	(90,5%)	(90,5%)
Résultat avant impôt	1 267	-	1 267	1 123	(56)	1 180	+12,7%	+7,3%
Impôt	(326)	-	(326)	(297)	15	(311)	+10,0%	+4,8%
Résultat net part du Groupe	638	-	638	561	(29)	590	+13,7%	+8,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU	53,2%		53,2%	56,5%		54,3%	-3,4 pp	-1,1 pp

Table 88. Banque de proximité en France (LCL) - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	851	(12)	863	842	1	841	+1,2%	+2,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(598)	-	(598)	(597)	-	(597)	+0,2%	+0,2%
FRU	0	-	0	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	254	(12)	266	245	1	244	+3,5%	+8,9%
Coût du risque	(64)	-	(64)	(63)	-	(63)	+2,7%	+2,7%
Gains ou pertes sur autres actifs	1	-	1	47	-	47	(97,7%)	(97,7%)
Résultat avant impôt	191	(12)	203	230	1	229	(17,0%)	(11,4%)
Impôt	(53)	4	(57)	(87)	(0)	(87)	(39,8%)	(34,8%)
Résultat net part du Groupe	132	(8)	139	136	1	135	(3,0%)	+3,0%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	70,2%		69,2%	70,9%		71,0%	-0,7 pp	-1,7 pp

En m€	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	3 457	(31)	3 488	3 433	(1)	3 434	+0,7%	+1,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 340)	-	(2 340)	(2 363)	-	(2 363)	(1,0%)	(1,0%)
FRU	(32)	-	(32)	(28)	-	(28)	+13,2%	+13,2%
Résultat brut d'exploitation	1 086	(31)	1 117	1 043	(1)	1 044	+4,1%	+7,0%
Coût du risque	(217)	-	(217)	(220)	-	(220)	(1,2%)	(1,2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-	2	50	-	50	(96,5%)	(96,5%)
Résultat avant impôt	870	(31)	901	873	(1)	874	(0,3%)	+3,2%
Impôt	(274)	11	(285)	(288)	0	(288)	(4,9%)	(1,3%)
Résultat net part du Groupe	570	(20)	589	558	(1)	558	+2,2%	+5,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	67,7%		67,1%	68,8%		68,8%	-1,1 pp	-1,7 pp

Table 89. Banque de proximité en Italie (BPI) - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Éléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Éléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	713	-	713	704	-	704	+1,2%	+1,2%
Charges d'exploitation hors FRU	(454)	-	(454)	(467)	(11)	(456)	(3,0%)	(0,6%)
FRU	(0)	-	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	259	-	259	237	(11)	248	+9,4%	+4,5%
Coût du risque	(78)	-	(78)	(84)	-	(84)	(6,6%)	(6,6%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	3	-	3	14	-	14	(75,6%)	(75,6%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	184	-	184	167	(11)	178	+10,4%	+3,5%
Impôt	(49)	-	(49)	(39)	4	(43)	+23,4%	+13,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(46)	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat net	90	(46)	136	127	(8)	135	(29,5%)	+0,4%
Intérêts minoritaires	(31)	-	(31)	(32)	2	(33)	(1,1%)	(6,3%)
Résultat net part du Groupe	59	(46)	104	96	(6)	102	(38,9%)	+2,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	63,6%		63,6%	66,4%		64,8%	-2,7 pp	-1,2 pp

En m€	2019 publié	Éléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Éléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	2 796	-	2 796	2 732	-	2 732	+2,3%	+2,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(1 731)	-	(1 731)	(1 716)	(2)	(1 714)	+0,9%	+1,0%
FRU	(22)	-	(22)	(22)	-	(22)	+1,5%	+1,5%
Résultat brut d'exploitation	1 042	-	1 042	994	(2)	996	+4,9%	+4,6%
Coût du risque	(335)	-	(335)	(358)	-	(358)	(6,5%)	(6,5%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	2	-	2	14	-	14	(83,3%)	(83,3%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	710	-	710	650	(2)	652	+9,2%	+8,8%
Impôt	(199)	-	(199)	(185)	1	(186)	+7,7%	+7,3%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(46)	(46)	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat net	465	(46)	511	465	(2)	467	(0,1%)	+9,4%
Intérêts minoritaires	(132)	-	(132)	(124)	0	(125)	+6,0%	+5,6%
Résultat net part du Groupe	333	(46)	379	341	(1)	342	(2,3%)	+10,8%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	61,9%		61,9%	62,8%		62,7%	-0,9 pp	-0,8 pp

Table 90. Services financiers spécialisés (SFS) - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	672	-	672	690	-	690	(2,6%)	(2,6%)
Charges d'exploitation hors FRU	(331)	-	(331)	(356)	-	(356)	(6,8%)	(6,8%)
FRU	(0)	-	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	341	-	341	335	-	335	+1,8%	+1,8%
Coût du risque	(127)	-	(127)	(99)	-	(99)	+28,9%	+28,9%
Sociétés mises en équivalence	65	-	65	(2)	(67)	65	ns	+0,2%
Résultat avant impôt	278	-	278	233	(67)	300	+19,2%	(7,4%)
Impôt	(40)	-	(40)	(40)	-	(40)	+0,2%	+0,2%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat net	238	-	238	194	(67)	261	+23,0%	(8,6%)
Intérêts minoritaires	(25)	-	(25)	(40)	-	(40)	(36,4%)	(36,4%)
Résultat net part du Groupe	213	-	213	154	(67)	221	+38,4%	(3,6%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	49,3%		49,3%	51,5%		51,5%	-2,2 pp	-2,2 pp

En m€	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	2 716	-	2 716	2 769	-	2 769	(1,9%)	(1,9%)
Charges d'exploitation hors FRU	(1 343)	-	(1 343)	(1 362)	-	(1 362)	(1,4%)	(1,4%)
FRU	(18)	-	(18)	(18)	-	(18)	+4,3%	+4,3%
Résultat brut d'exploitation	1 354	-	1 354	1 389	-	1 389	(2,5%)	(2,5%)
Coût du risque	(497)	-	(497)	(467)	-	(467)	+6,6%	+6,6%
Sociétés mises en équivalence	295	-	295	187	(67)	254	+57,8%	+16,2%
Résultat avant impôt	1 152	-	1 152	1 110	(67)	1 177	+3,8%	(2,1%)
Impôt	(233)	-	(233)	(244)	-	(244)	(4,4%)	(4,4%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	(0)	-	(0)	ns	ns
Résultat net	919	-	919	866	(67)	933	+6,1%	(1,5%)
Intérêts minoritaires	(104)	-	(104)	(128)	-	(128)	(18,4%)	(18,4%)
Résultat net part du Groupe	815	-	815	738	(67)	805	+10,4%	+1,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	49,5%		49,5%	49,2%		49,2%	+0,3 pp	+0,3 pp

Table 91. Grandes clientèles (GC) - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	1 401	(22)	1 422	1 210	32	1 178	+15,8%	+20,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(902)	(15)	(887)	(813)	-	(813)	+10,9%	+9,1%
FRU	0	-	0	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	499	(37)	536	397	32	365	+25,6%	+46,7%
Coût du risque	(55)	-	(55)	26	-	26	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	7	(6)	13	(0)	-	(0)	ns	ns
Résultat avant impôt	476	(22)	497	422	32	390	+12,8%	+27,5%
Impôt	(134)	12	(146)	(79)	(8)	(71)	+69,7%	x 2,1
Résultat net	342	(10)	351	343	24	319	(0,3%)	+10,1%
Intérêts minoritaires	(8)	0	(8)	(6)	(1)	(6)	+29,6%	+47,8%
Résultat net part du Groupe	334	(9)	343	337	23	314	(0,8%)	+9,4%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	64,4%		62,4%	67,2%		69,0%	-2,8 pp	-6,7 pp

En m€	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	5 603	(65)	5 668	5 368	45	5 323	+4,4%	+6,5%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 321)	(15)	(3 305)	(3 169)	-	(3 169)	+4,8%	+4,3%
FRU	(177)	-	(177)	(170)	-	(170)	+4,6%	+4,6%
Résultat brut d'exploitation	2 105	(80)	2 185	2 030	45	1 984	+3,7%	+10,1%
Coût du risque	(160)	-	(160)	64	-	64	ns	ns
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	4	-	4	0	-	0	x 11	x 11
Gains ou pertes sur autres actifs	6	(6)	12	14	-	14	(55,9%)	(10,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	22	22	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	1 978	(65)	2 042	2 108	45	2 062	(6,2%)	(1,0%)
Impôt	(474)	23	(497)	(550)	(12)	(539)	(13,9%)	(7,7%)
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat net	1 504	(42)	1 545	1 557	34	1 524	(3,5%)	+1,4%
Intérêts minoritaires	(31)	1	(32)	(30)	(1)	(29)	+3,6%	+10,0%
Résultat net part du Groupe	1 473	(40)	1 513	1 528	33	1 495	(3,6%)	+1,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	59,3%		58,3%	59,0%		59,5%	+0,2 pp	-1,2 pp

Table 92. Activités hors métiers (AHM) - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Eléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Eléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	(141)	(32)	(109)	(63)	6	(69)	x 2,2	+57,6%
Charges d'exploitation hors FRU	(229)	-	(229)	(256)	-	(256)	(10,6%)	(10,6%)
FRU	(0)	-	(0)	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	(370)	(32)	(338)	(319)	6	(325)	+15,9%	+3,9%
Coût du risque	(10)	-	(10)	(5)	-	(5)	+86,0%	+86,0%
Sociétés mises en équivalence	(5)	-	(5)	1	-	1	ns	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	(8)	-	(8)	(3)	-	(3)	x 2,6	x 2,6
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(611)	(611)	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	(1 004)	(643)	(361)	(401)	6	(407)	x 2,5	(11,4%)
Impôt	1 278	1 049	229	199	(2)	201	x 6,4	+14,1%
Résultat net	274	406	(132)	(202)	4	(206)	ns	(36,2%)
Intérêts minoritaires	2	-	2	(10)	-	(10)	ns	ns
Résultat net part du Groupe	276	406	(130)	(213)	4	(217)	ns	(40,1%)
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	-162,3%		-209,9%	-406,4%		-370,0%	+244,1 pp	+160,1 pp

En m€	2019 publié	Eléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Eléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	(497)	(90)	(407)	(344)	(3)	(341)	+44,3%	+19,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(789)	-	(789)	(842)	-	(842)	(6,3%)	(6,3%)
FRU	(83)	-	(83)	(62)	-	(62)	+34,3%	+34,3%
Résultat brut d'exploitation	(1 369)	(90)	(1 279)	(1 249)	(3)	(1 245)	+9,6%	+2,7%
Coût du risque	(28)	-	(28)	(5)	-	(5)	x 6,3	x 6,3
Gains ou pertes sur autres actifs	12	-	12	13	-	13	(10,7%)	(10,7%)
Résultat avant impôt	(1 991)	(701)	(1 290)	(1 213)	78	(1 291)	+64,1%	(0,1%)
Impôt	1 539	1 069	470	576	1	575	x 2,7	(18,2%)
Résultat net part du Groupe	(445)	368	(813)	(672)	59	(731)	(33,8%)	+11,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	-158,8%		-193,8%	-244,6%		-246,9%	+85,9 pp	+53,1 pp

Table 93. Caisses régionales - Passage du publié au sous-jacent, T4-19 vs. T4-18 et 2019 vs. 2018

En m€	T4-19 publié	Éléments spécifiques	T4-19 sous-jacent	T4-18 publié	Éléments spécifiques	T4-18 sous-jacent	Δ T4/T4 publié	Δ T4/T4 sous-jacent
Produit net bancaire	3 276	(137)	3 413	3 235	7	3 228	+1,3%	+5,7%
Charges d'exploitation hors FRU	(2 276)	-	(2 276)	(2 236)	-	(2 236)	+1,8%	+1,8%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	1 000	(137)	1 137	1 000	7	993	+0,1%	+14,6%
Coût du risque de crédit	(155)	-	(155)	(250)	-	(250)	(37,9%)	(37,9%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	2	-	2	4	-	4	(60,3%)	(60,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	1	-	1	(9)	-	(9)	ns	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	848	(137)	984	745	7	738	+13,7%	+33,3%
Impôt	(257)	47	(304)	(204)	(2)	(202)	+26,2%	+51,0%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat net	590	(90)	680	541	4	537	+9,1%	+26,7%
Intérêts minoritaires	(0)	-	(0)	0	-	0	ns	ns
Résultat net part du Groupe	590	(90)	680	541	4	537	+9,0%	+26,6%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	69,5%		66,7%	69,1%		69,2%	+0,4 pp	-2,6 pp

En m€	2019 publié	Éléments spécifiques	2019 sous-jacent	2018 publié	Éléments spécifiques	2018 sous-jacent	Δ 2019/2018 publié	Δ 2019/2018 sous-jacent
Produit net bancaire	13 117	(307)	13 424	13 040	(15)	13 055	+0,6%	+2,8%
Charges d'exploitation hors FRU	(8 836)	-	(8 836)	(8 657)	-	(8 657)	+2,1%	+2,1%
FRU	(86)	-	(86)	(87)	-	(87)	(1,3%)	(1,3%)
Résultat brut d'exploitation	4 196	(307)	4 502	4 296	(15)	4 311	(2,3%)	+4,4%
Coût du risque de crédit	(498)	-	(498)	(634)	-	(634)	(21,5%)	(21,5%)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Sociétés mises en équivalence	11	-	11	12	-	12	(12,0%)	(12,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	(6)	-	(6)	(1)	-	(1)	x 3,8	x 3,8
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3 703	(307)	4 010	3 673	(15)	3 688	+0,8%	+8,7%
Impôt	(1 307)	106	(1 413)	(1 280)	5	(1 285)	+2,1%	+9,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat net	2 396	(201)	2 597	2 393	(10)	2 403	+0,1%	+8,1%
Intérêts minoritaires	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	+61,9%	+61,9%
Résultat net part du Groupe	2 396	(201)	2 597	2 393	(10)	2 403	+0,1%	+8,1%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	67,4%		65,8%	66,4%		66,3%	+1,0 pp	-0,5 pp

Annexe 7 – Evolution des encours de risque de crédit

Table 94. Groupe Crédit Agricole - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Déc. 18	Sept. 19	Déc. 19
Encours bruts de créances clientèle	874 156	918 060	932 487
dont créances dépréciées	23 048	23 231	22 999
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	19 475	19 394	18 990
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,6%	2,5%	2,5%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	60,6%	59,8%	59,0%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	84,5%	83,5%	82,6%

Table 95. Crédit Agricole S.A. - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Déc. 18	Sept. 19	Déc. 19
Encours bruts de créances clientèle	379 011	398 509	404 392
dont créances dépréciées	13 016	13 056	13 133
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	9 555	9 498	9 212
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	3,4%	3,3%	3,2%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	56,4%	56,0%	54,8%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	73,4%	72,7%	70,1%

Table 96. Caisses régionales - Evolution des encours de risque de crédit

En m€	Déc. 18	Sept. 19	Déc. 19
Encours bruts de créances clientèle	495 083	519 521	528 081
dont créances dépréciées	10 027	10 171	9 862
Dépréciations constituées (y compris provisions collectives)	9 916	9 892	9 776
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,0%	2,0%	1,9%
Taux de couverture des créances dépréciées (hors provisions collectives)	65,9%	64,7%	64,6%
Taux de couverture des créances dépréciées (y compris provisions collectives)	98,9%	97,3%	99,1%

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions. Les chiffres des années précédentes pour les taux de de créances dépréciées (ou taux de douteux) et le taux de couverture ont été ajustés selon la même méthodologie.

Table 97. Crédit Agricole S.A. – Répartition des risques

Par zone géographique	Déc. 19	Déc. 18	Par secteur d'activité	Déc. 19	Déc. 18
France (hors banque de détail)	32,2%	32,4%	Clientèle de banque de détail	26,5%	27,0%
France (banque de détail)	16,3%	16,3%	Services non marchands / secteur public / collectivités	21,1%	19,7%
Europe de l'Ouest hors Italie	13,7%	14,1%	Energie	7,3%	7,4%
Italie	12,3%	12,5%	Autres activités financières non bancaires	10,5%	10,2%
Amérique du Nord	7,8%	7,9%	Banques	3,1%	2,9%
Asie et Océanie hors Japon	5,3%	5,1%	Immobilier	3,5%	3,6%
Afrique et Moyen-Orient	3,8%	3,8%	Aéronautique / aérospatial	2,1%	2,3%
Japon	4,7%	4,3%	Divers	3,4%	3,4%
Europe de l'Est	2,5%	2,3%	Automobile	2,7%	3,0%
Amérique centrale et du Sud	1,4%	1,4%	Industrie lourde	2,3%	2,3%
Autre	0,0%	0,0%	Distribution / Biens de consommation	1,8%	2,0%
Total	100,0%	100,0%	BTP	1,9%	2,1%
			Agriculture / Agroalimentaire	2,2%	2,3%
			Maritime	1,8%	1,8%
			Autres transports	1,4%	1,4%
			Autres industries	1,9%	1,8%
			Telecom	1,7%	1,6%
			Santé / Pharmacie	1,1%	1,1%
			Assurance	1,1%	1,5%
			Tourisme / hôtels / restauration	0,8%	0,9%
			Informatique / Technologie	1,8%	1,5%
			Total	100,0%	100,0%

Table 98. Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché

Crédit Agricole S.A. – exposition aux risques de marché					
En m€	VAR (99% -1 jour)				
	1er Janvier au 31 décembre 2019				
	Minimum	Maximum	Moyenne	31 Décembre	31/12/2018
Taux	2	9	4	6	3
Crédit	2	5	3	4	2
Change	1	5	3	3	3
Actions	1	2	1	1	2
Matières premières	0	0	0	0	0
VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.	4	13	7	9	5

La VaR (99%,1 jour) du groupe Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du groupe.
 VaR (99% - 1 day) au 31/12/19 : €9m pour Crédit Agricole S.A.

Annexe 8 – Détail des capitaux propres et des dettes subordonnées

Table 99. Crédit Agricole S.A. – Capitaux propres et dettes subordonnées

<i>En m€</i>	<i>Part du Groupe</i>	<i>Part des Minoritaires</i>	<i>Total</i>	<i>Dettes subordonnées</i>
Au 31 Décembre 2018	58 811	6 705	65 516	22 765
Augmentation de capital	151	-	151	
Dividendes versés en 2019	(1 976)	(376)	(2 352)	
Variation des titres auto-détenus	43	-	43	
Émissions de titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée net des frais d'émission	7	-	7	
Rémunération des titres super subordonnés Additional Tier 1 à durée indéterminée	(471)	(27)	(498)	
Effets des acquisitions/cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	
Mouvements liés aux paiements en actions	26	12	38	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 602	52	1 654	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	(7)	(1)	(8)	
Résultat de la période	4 844	614	5 458	
Autres	(110)	944	834	
Au 31 décembre 2019	62 920	7 923	70 843	21 797

Evolution des risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2018.

Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document et actualisés au troisième trimestre 2019 dans le document A04, les seules évolutions se trouvent :

- au paragraphe « Affaire EIC (échange image chèques) », dernier alinéa,
- au paragraphe « Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V », dernier alinéa.

Faits exceptionnels et litiges

Strauss/Wolf/Faudem

Des citoyens américains (et des membres de leurs familles), victimes d'attentats attribués au Hamas commis en Israël entre 2001 et 2004, ont assigné le Crédit Lyonnais et une autre banque devant un tribunal new-yorkais.

Ils soutiennent que ces banques seraient complices des terroristes car elles détenaient chacune un compte ouvert – en 1990 pour le Crédit Lyonnais – par une association charitable d'aide aux Palestiniens, compte par lequel des fonds auraient été virés à des entités palestiniennes accusées, selon les demandeurs, de financer le Hamas. Les demandeurs, qui n'ont pas chiffré leur préjudice, réclament l'indemnisation de leurs « blessures, angoisses et douleurs émotionnelles ».

En l'état du dossier et de la procédure, les demandeurs n'ont pas rapporté la preuve que l'association était effectivement liée aux terroristes, ni que le Crédit Lyonnais savait que son client pouvait être impliqué – si ceci était démontré – dans le financement du terrorisme. Le Tribunal a pourtant exigé cette démonstration de la part des demandeurs pour qu'ils puissent espérer obtenir gain de cause. Le Crédit Lyonnais conteste donc vigoureusement les allégations des demandeurs.

Aux termes d'une décision en date du 28 février 2013, le juge du *Summary Judgment* a renvoyé le Crédit Lyonnais et les demandeurs vers un procès au fond devant un jury populaire.

En février 2018, le Crédit Lyonnais a déposé une nouvelle « motion for summary judgement », fondée sur une jurisprudence récente afin que les réclamations des demandeurs soient rejetées sans que l'affaire soit soumise à un tel jury populaire.

En janvier 2019, les demandeurs ont tenté de modifier leurs écritures pour y ajouter de nouveaux demandeurs, avant que leur action ne soit prescrite. Le juge a refusé cette demande et deux nouvelles actions (Fisher et Miller) ont donc été introduites devant le même tribunal que celui en charge des procédures Strauss/Wolf. Elles sont similaires à celles déjà en cours, leur analyse juridique est identique et leur sort dépendra de l'issue de la dernière demande de summary judgment déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Elles vont donc, d'un point de vue procédural, rester en suspens jusque-là.

Le 31 mars 2019, le tribunal a accueilli dans son intégralité la « motion for summary judgment » déposée par le Crédit Lyonnais en février 2018. Le tribunal a estimé qu'aucun jury raisonnable ne pourrait donner raison aux demandeurs et a donc rejeté toutes leurs prétentions. Les demandeurs ont fait appel de cette décision.

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT.

L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012.

La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi.

La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation.

Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités

fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne.

En outre, Crédit Agricole S.A. fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à CA-CIB le 20 décembre 2018.

S'agissant des deux actions de groupe (class actions) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une (« Sullivan » pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre (« Lieberman » pour le Libor), l'action de groupe « Lieberman » est au stade préliminaire de l'examen de sa recevabilité ; la procédure est toujours suspendue devant la Cour fédérale de l'État de New York. Quant à l'action de groupe « Sullivan », Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont présenté une motion to dismiss visant à rejeter la demande des plaignants. La Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, a fait droit à cette demande à l'égard de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Le 14 juin 2019, les demandeurs ont interjeté appel de cette décision.

Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (*class action*) aux États-Unis (« Frontpoint ») relative aux indices SIBOR (Singapore Interbank Offered Rate) et SOR (Singapore Swap Offer Rate). Après avoir accepté une première motion to dismiss présentée par Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB, la cour fédérale

de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole SA de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice SIBOR. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices SIBOR/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice SIBOR/dollar singapourien. Le 26 décembre 2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléguées des indices Sibor et Sor ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, s'est opposé à cette nouvelle plainte lors de l'audience qui s'est tenue le 2 mai 2019 devant la cour fédérale de New York. Le 26 juillet 2019, la cour fédérale a fait droit aux arguments présentés par les défendeurs. Les plaignants ont relevé appel de cette décision le 26 août 2019.

Ces actions de groupe sont des actions civiles par lesquelles les demandeurs, s'estimant victimes des modalités de fixation des indices Euribor, Libor, SIBOR et SOR, réclament la restitution de sommes qu'ils prétendent avoir été indûment perçues, des dommages-intérêts et le remboursement des frais et honoraires exposés.

Banque Saudi Fransi

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) a reçu une demande d'arbitrage présentée par Banque Saudi Fransi (BSF) devant la Chambre de Commerce Internationale (CCI). Le litige porte sur l'exécution d'un contrat de services techniques entre BSF et Crédit Agricole CIB qui n'est plus en vigueur. Le 7 août 2018, BSF a quantifié sa réclamation à 1 011 670 654,00 SAR, soit la contre-valeur en euros d'environ 232 millions, et s'est réservé le droit de soumettre des réclamations supplémentaires. BSF a déposé son mémoire en demande le 21 juin 2019 et réévalué sa réclamation à 1 023 523 357,00 SAR en principal, soit la contre-valeur en euros d'environ 242 millions. Crédit Agricole CIB conteste totalement les allégations et la réclamation de BSF.

Bonds SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign and Agencies) libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et y ont répondu le 29 mars 2019, puis au cours d'une audition qui s'est tenue les 10 et 11 juillet 2019. Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe (class action) consolidée putative devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des « motions to dismiss » visant à rejeter cette plainte. La plainte a été jugée irrecevable, le 30 septembre 2019, pour défaut de compétence de la juridiction new-yorkaise.

Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont reçu une notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour fédérale. Une autre action, non notifiée à ce jour, aurait été déposée le même jour devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario. À ce stade, il n'est

pas possible de connaître l'issue de ces enquêtes, procédures ou actions de groupe ni la date à laquelle elles se termineront.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« *Tavera* »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act. Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control, ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une « motion to dismiss » visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure « *O'Sullivan I* ». Le 28 mars 2019 le juge a fait droit à cette demande de Crédit Agricole CIB et des autres défendeurs. Les plaignants ont déposé le 22 avril 2019 une requête en vue de modifier leur plainte. Les défendeurs se sont opposés à cette requête le 20 mai 2019 et les plaignants ont répondu le 10 juin 2019.

Autorité de la concurrence italienne

Le 5 octobre 2018, CA Consumer Finance SA (« CACF ») et sa filiale FCA Bank S.p.A. ont reçu –ainsi que plusieurs autres banques et certains constructeurs automobiles – une communication des griefs de l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* (Autorité italienne de la concurrence). Il était allégué dans cette communication des griefs que plusieurs banques adossées à certains fabricants d'automobiles et offrant des solutions de financement de ces véhicules (banques dites « captives ») auraient restreint la concurrence du fait de certains échanges d'informations, notamment au sein de deux associations professionnelles.

Par une décision notifiée le 9 janvier 2019, l'*Autorità Garante della Concorrenza e del Mercato* a considéré que FCA Bank S.p.A. avait participé à cette prétendue infraction et que celle-ci était également imputable à CACF. L'AGCM a imposé une amende de 178,9 millions euros à FCA Bank S.p.A., FCA Bank S.p.A. et CA CF ont fait appel de cette décision devant le Tribunal administratif régional (TAR) du Lazio. Par ordonnance du 4 avril 2019, le TAR du Lazio a prononcé, à titre provisoire, le sursis à l'exécution du paiement de l'amende imposée à FCA Bank S.p.A. sous réserve de la constitution d'une caution par FCA Bank S.p.A. couvrant le montant de l'amende.

Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE")

Le 15 janvier 2019, une action de groupe (« Putnam Bank ») a été introduite devant un tribunal fédéral de New York (l'US District Court Southern District of New-York) contre l'Intercontinental Exchange, Inc. ("ICE") et de nombreuses banques dont Crédit Agricole SA, Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Cette action a été introduite par des plaignants qui prétendent avoir investi dans des produits financiers indexés sur l'USD

ICE LIBOR. Ils accusent les banques de s'être entendues, depuis février 2014, pour fixer de manière artificiellement basse cet indice et d'avoir réalisé ainsi des profits illicites.

Le 31 janvier 2019 une action similaire (« Livonia ») a été introduite auprès de l'US District Court Southern District of New-York contre de nombreuses banques dont Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Securities-USA. Le 1^{er} février 2019 ces deux actions ont été jointes.

Le 4 mars 2019 une troisième action de groupe (« *Hawai Sheet Metal Workers retirement funds* ») a été introduite contre les mêmes banques devant le même tribunal et consolidée avec les deux actions précédentes le 26 avril 2019. Le 1^{er} juillet 2019, les demandeurs ont déposé une « Consolidated Class Action Complaint ».

Les défendeurs ont déposé le 30 août 2019 une « motion to dismiss » visant à rejeter cette plainte consolidée.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. envisage de mettre en place au cours de l'année 2020 un plan de compensation au profit de clients emprunteurs qui tiendra compte des décisions de la KIFID précitées.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande porte sur un montant de 312 millions d'euros. Elle est assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6% l'an).

CACEIS Allemagne conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a interjeté appel sur le fond et a sollicité un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS a fait appel de cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des procédures d'appel en cours, une créance d'un montant équivalent.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Autres informations récentes

Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiqués-de-presse-financiers>

Communiqué de presse du 8 novembre 2019

Le Conseil d'Etat vient de rendre une décision reconnaissant la déductibilité d'une charge supportée par Crédit Agricole S.A

Communiqué de presse du 25 novembre 2019

Crédit Agricole CIB finalise la cession de 6,0% du capital de la Banque Saudi Fransi à Ripplewood

Communiqué de presse du 5 décembre 2019

Crédit Agricole S.A. inaugure le marché Panda pour les banques européennes GSIB avec une émission obligataire benchmark de 1 milliard de CNY à 3 ans

Communiqué de presse du 11 décembre 2019

Dans la continuité du projet du Groupe et du Plan Moyen Terme 2022 du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB présente ce jour le détail de sa stratégie et de ses objectifs à l'horizon 2022

Communiqué de presse du 12 décembre 2019

Les exigences prudentielles de capital notifiées par la BCE restent inchangées pour 2020

Communiqué de presse du 17 décembre 2019

Dépréciation de l'écart d'acquisition sur LCL d'environ 600 millions d'euros, sans impact sur la solvabilité ni le dividende

Communiqué de presse du 23 décembre 2019

Crédit Agricole S.A. et Santander annoncent la finalisation de l'opération de rapprochement entre CACEIS et Santander Securities Services pour créer un acteur de premier plan

Communiqué de presse du 15 janvier 2020

Crédit Agricole S.A. démantèle 35% du mécanisme de garantie « Switch »

Communiqué de presse du 21 janvier 2020

Banco Sabadell et Amundi annoncent leur partenariat stratégique en Espagne ainsi que l'acquisition par Amundi de Sabadell Asset Management

Notations de crédit

Table 100. Crédit Agricole S.A. – Notations au 31/10/19

Notation	Contrepartie LT / CT	Emetteur / Dette senior préférée LT	Perspective / surveillance	Dette senior préférée CT	Dernière décision note Emetteur/Dette	Décision de notation
S&P Global Ratings	AA-/A-1+ (RCR)	A+	Perspective stable	A-1	18/10/2019	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée
Moody's	Aa2/P-1 (CRR)	Aa3	Perspective stable	P-1	19/09/2019	Relèvement des notes LT (1 cran); perspective révisée à stable de positive ; notes CT confirmées
Fitch Ratings	A+(DCR)	A+	Perspective stable	F1	04/12/2018	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée
DBRS	AA (high) / R-1 (high) (COR)	AA (low)	Perspective stable	R-1 (middle)	01/10/2019	Affirmation des notes LT / CT ; perspective inchangée

Glossaire

Actifs grevés

Les actifs grevés sont ceux qui sont immobilisés comme garantie, surêté ou rehaussement de crédit pour une transaction, quelle qu'elle soit

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action⁵⁵

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond aux capitaux propres part du groupe retraités des émissions AT1 rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

L'actif net tangible par action correspond aux capitaux propres tangibles part du Groupe, c'est-à-dire retraités des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapportés au nombre d'actions en circulation en fin de période.

ANC Actif net comptable⁵⁵

L'actif net comptable correspond aux capitaux propres part du groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes HTCS et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel

BNPA Bénéfice Net Par Action⁵⁵

C'est le bénéfice net de l'entreprise (net des intérêts sur la dette AT1), rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir Dilution).

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le PNB ; il indique la part de PNB nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur l'ensemble des risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors bilan) et les risques opérationnels (litiges), ainsi que les pertes correspondantes non provisionnées

Coût du risque sur encours⁵⁵

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). A partir du premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)⁵⁶ :

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)⁵⁶ :

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Couverture de portefeuille de prêt

L'impact des couvertures de prêts valorise les variations de marché de la couverture du risque de crédit et le niveau des réserves qui en découlent.

CVA Credit Valuation Adjustment

Le Credit Valuation Adjustment (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché d'un

⁵⁵ Indicateur alternatif de performance

⁵⁶ Les chiffres des années précédentes pour les taux de de créances dépréciées (ou taux de douteux) et le taux de couverture ont été ajustés selon la même méthodologie

instrument ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

DVA Debit Valuation Adjustment

Le Debit Valuation Adjustment (DVA) est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

Dilution

Une opération est dite « dilutive » quand elle réduit la part d'une action dans la valeur liquidative (par exemple l'actif net comptable par action) ou les résultats (par exemple le résultat net par action) d'une entreprise.

Écart d'acquisition - survaleur

Un écart d'acquisition ou survaleur est la différence entre le prix d'acquisition d'une entreprise et son actif net réévalué au moment de l'acquisition. Chaque année un test de dépréciation devra être fait, son éventuel impact étant porté au compte de résultat.

PNB Produit net bancaire

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

Provision Epargne-Logement (PEL)°

La provision Epargne Logement représente la provision constituée pour servir la rémunération aux plans épargne logement bénéficiant d'un taux attractif et susceptibles d'être clôturés à court terme par leurs détenteurs.

RBE Résultat brut d'exploitation

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG attribuable aux actions ordinaires⁵⁵ – publié

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspondant au résultat part du groupe duquel a été déduit les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RNPG sous-jacent⁵⁵

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retiré des éléments spécifiques (ie non récurrents ou exceptionnels)

ROE Retour sur fonds propres - Return On Equity⁵⁵

Le RoE est un indicateur permettant de mesurer la rentabilité des fonds propres en rapportant le bénéfice net réalisé par une entreprise à ses fonds propres.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity⁵⁵

Le RoTE (Return on Tangible Equity) détermine la rentabilité sur capitaux propres tangibles (actif net de la banque retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition).

Spread émetteur

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le groupe peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

TLAC ratio TLAC - Total Loss Absorbing Capacity

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB) (Voir Chapitre 5 Facteurs de risque et Pilier 3/ Indicateurs et ratios prudentiels).

Evolution des instances de Gouvernance

La composition des instances de gouvernance sera mise à jour dans le Document d'enregistrement universel 2019.

Agenda financier & Contacts

Agenda financier

- 6 mai 2020 Publication des résultats du premier trimestre 2020
- 13 mai 2020 Assemblée générale à Paris
- 6 août 2020 Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2020
- 4 novembre 2020 Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2020

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE


Charlotte de Chavagnac	+ 33 1 57 72 11 17	charlotte.dechavagnac@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Bertrand Schaefer	+ 33 1 49 53 43 76	bertrand.schaefer@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A

Investisseurs institutionnels	+ 33 1 43 23 04 31	investor.relations@credit-agricole-sa.fr
Actionnaires individuels	+ 33 800 000 777 (numéro d'appel gratuit vert France uniquement)	credit-agricole-sa@relations-actionnaires.com

Clotilde L'Angevin	+ 33 1 43 23 32 45	clotilde.langevin@credit-agricole-sa.fr
Toufik Belkhatir	+ 33 1 57 72 12 01	toufik.belkhatir@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	josephine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Emilie Gasnier	+ 33 1 43 23 15 67	emilie.gasnier@credit-agricole-sa.fr
Ibrahima Konaté	+ 33 1 43 23 51 35	ibrahima.konate@credit-agricole-sa.fr
Vincent Liscia	+ 33 1 57 72 38 48	vincent.liscia@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.credit-agricole.com - www.creditagricole.info

 Crédit_Agricole  Groupe Crédit Agricole  créditagricole_sa